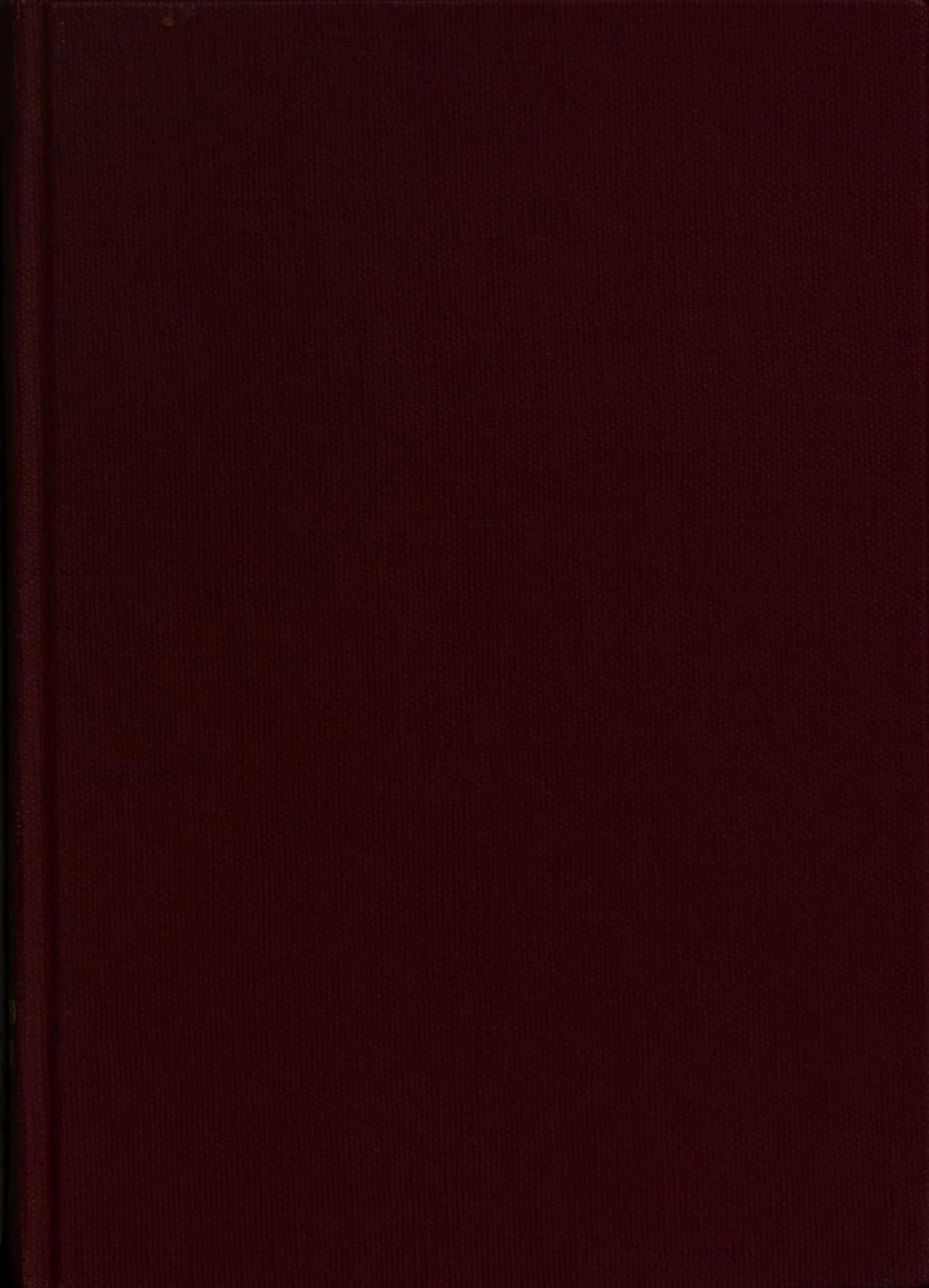

Google


THE
UNIVERSITY
OF CHICAGO
LIBRARY



Henning SÖDERHJELM

La Révolution rouge de Finlande en 1918

Traduction française de *Georges Rigassi*.



LAUSANNE
IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DE PUBLICITÉ
1920

LA RÉVOLUTION ROUGE DE FINLANDE

EN 1918

D'après des données officielles

par

HENNING SÖDERHJELM

AVANT-PROPOS

Le 27 janvier 1918 le « Comité exécutif des ouvriers de Finlande » proclama que les classes ouvrières de Finlande avaient passé à la révolution, que le gouvernement légal était renversé et que tout le pouvoir était désormais entre les mains des ouvriers organisés et de leurs chefs révolutionnaires.

Ce fut la déclaration de la guerre civile qui devait, durant les mois suivants, ravager la Finlande et coûter de lourds sacrifices. Les révolutionnaires, les « Rouges », et leurs alliés russes, réussirent à occuper le sud du pays et les villes principales. Dans le nord, par contre, les citoyens demeurés fidèles à la loi, les « Blancs », s'apprêtèrent à délivrer le pays des émeutiers; ils nettoyèrent toute la Finlande septentrionale et s'avancèrent vers le sud. Il se forma alors un front d'une vaste étendue, commençant à la côte du golfe de Bothnie, un peu au nord de la ville de Björneborg, s'incurvant ensuite largement autour de la ville de Tammerfors pour rejoindre le fleuve Wuoksen en passant au sud de la ville de Saint-Michel, et se terminant au sud de l'embouchure du Wuoksen, à la frontière russo-finnoise, près du lac Ladoga.



Toutefois, ce fut seulement vers le milieu de mars que l'armée « blanche » fut en mesure d'entreprendre une offensive sérieuse, et dans les premiers jours d'avril, avec le concours de volontaires de Suède, elle avait complètement défait le gros des forces des « Rouges » et conquis la ville de Tammerfors. Simultanément, un corps expéditionnaire allemand, appelé à l'aide par le gouvernement finlandais, avait débarqué à Hangoe, et après une marche rapide, s'était emparé de la capitale, Helsingfors. Dès lors, l'armée rouge subit revers sur revers, et l'insurrection était définitivement réprimée au début de mai. Les chefs des révolutionnaires s'étaient enfuis en Russie et plus de 70,000 hommes de leur armée étaient prisonniers des « blancs » et des Allemands. C'est ainsi que se termina l'épisode le plus ignominieux et le plus sanglant qu'aient enregistré les annales de la Finlande.

Quelle fut la signification de cette révolution ? Où tendait-elle ? Quels furent son but et ses causes ? Telles sont les questions qu'on se propose d'élucider brièvement dans ce petit ouvrage. Une enquête complète, cela va sans dire, n'est pas encore possible et il faut s'attendre encore moins à trouver ici une histoire de la guerre; mais il a paru nécessaire de fournir d'ores et déjà aux personnes s'intéressant à la question un exposé en quelque sorte psychologique de l'insurrection, basé uniquement sur des documents de tout repos. Il est possible de se faire une image de cet événement, soit en examinant les causes et les préparatifs de la révolution, soit en étudiant les idées des « Rouges » telles qu'elles se manifestent dans leurs propres écrits datant de la guerre. Un grand nombre de ces écrits ont été retrouvés et forment une contribution extrêmement précieuse à l'histoire de l'insurrection.

Cet exposé a été écrit à l'instigation de personnes qui touchèrent de près aux événements. Dans les fonctions officielles que j'ai remplies auprès d'une des autorités instituées pour réprimer l'insurrection, je fus en mesure, grâce à la bienveillance de M. le sénateur A. Frey et à l'obligeance des chefs et des fonctionnaires, de remplir cette mission et d'examiner tous les documents rassemblés jusqu'ici. Je leur en exprime à tous ma gratitude.

Suoniemi (Finlande), le 1er juillet 1918.

LE PRÉLUDE

Généralités

Il y a vingt ans que la Finlande vit dans des conditions politiques anormales. Depuis vingt ans la vie morale de tout le peuple était dominée par la lutte vigoureuse qu'il soutenait contre l'oppression russe. En même temps, les conditions matérielles de l'existence d'une grande partie du peuple se transformaient rapidement. Pendant les derniers lustres, l'industrialisme s'est beaucoup développé dans un peuple qui était composé presque exclusivement d'agriculteurs. Les villes et les communes industrielles se multiplièrent avec une soudaineté toute américaine. La population citadine augmenta surtout par immigration. La pénurie des logements ne tarda pas à devenir un grave problème, et le mouvement ouvrier prit en peu de temps des proportions très grandes. Au point de vue social comme au point de vue politique, l'équilibre du pays se trouva faussé.

La Finlande n'a pas une population dense, son sol est pauvre, son climat froid. Le caractère du peuple porte l'empreinte de ces conditions naturelles défavorables ; tenace et opiniâtre, le Finlandais s'est accoutumé à mener une lutte pénible, longue et silencieuse contre une nature ingrate. Ayant peu de voisins, il a appris à ne compter que sur lui-même. Toute sa pensée se concentre sur son labeur et se traduit en actes, et guère en paroles. Vivant pour lui-même et par lui-même, le Finlandais a des sentiments simples et forts, et il est foncièrement individualiste.

Pour lui, tout étranger est un intrus à la fois suspect et dangereux. Subit-il une injustice, celle-ci laisse une marque toujours plus profonde dans son âme, et finit par y créer une haine farouche contre celui qui lui a infligé l'injustice. Le Finlandais n'a pas la faculté de

s'indigner et d'oublier ensuite. Méditatif et solitaire il n'est pas accoutumé à la discipline et à l'obéissance rapide ; il faut qu'il ait une confiance et un dévouement absolus dans son supérieur pour se soumettre à lui, mais alors sa soumission est totale. C'est en quelque sorte un individualiste primitif qui veut agir à sa tête et qui ne consent à sacrifier à la communauté que lorsqu'il est intimement convaincu qu'il doit le faire.

Il en découle que pour s'implanter et pour s'étendre dans un peuple ainsi fait, tout mouvement d'idées ou de sentiments doit avoir le caractère de quelque chose de sacré, de religieux. Il doit dépasser l'utilitarisme de la vie quotidienne et posséder une haute signification morale, capable de battre en brèche l'individualisme excessif de la race et de la confondre dans une union de nature supérieure ; il doit créer un sentiment de solidarité voisin du fanatisme. La Finlande a passé par un grand nombre de ces secousses morales, elle a vu se produire naturellement une quantité de mouvements purement religieux.

Mais, vers le milieu du XIXme siècle, lorsque naquit le mouvement national finnois tendant à faire un élément de civilisation de la langue finnoise qui n'avait été jusque là qu'un dialecte, cette crise revêtit aussi un caractère presque religieux, et c'est bien pour cela qu'elle se propagea si puissamment et aboutit si rapidement. Ce mouvement avait un double but : lutter contre l'exclusivisme de la langue suédoise et développer l'instruction de la population de langue finnoise. Dans les deux cas, il revêtit souvent un caractère fanatique et semble avoir eu comme résultat négatif, d'une part une lutte de langue parfois acharnée, et d'autre part une tendance à exagérer la valeur d'une instruction théorique et à différencier trop nettement les classes cultivées des illettrés.

Un autre mouvement qui ressemble à une religion — ou plutôt à un fléau — fut la campagne antialcoolique. Il eut pour résultat l'interdiction totale de la consommation de l'alcool dans tout le pays, parce que tout le peuple avait été mis en branle et qu'on lui avait présenté la question alcoolique non pas comme un problème difficile à résoudre, mais comme une cause sacrée. La lutte pour le mouvement coopé-

ratif eut le même caractère passionné. Il est clair qu'un peuple ayant un tel tempérament devrait autant que possible vivre dans le calme, seul moyen lui permettant de montrer ce dont il est capable et d'accomplir une œuvre grande et durable grâce à son obstination, à sa ténacité et à sa persévérance. Mais, lorsqu'il est remué dans son tréfonds, lorsqu'on réveille son fanatisme, un pareil peuple peut être orienté vers le bien ou vers le mal par des meneurs, des agitateurs, des orateurs populaires ou des journaux.

* * *

Il y a vingt ans par contre, tout le peuple fut vraiment contraint à la lutte par les mesures illégales prises en vue de russifier le pays et l'on put constater que le peuple finlandais était capable de se défendre. Malgré tous les efforts, la dénationalisation ne progressa pas. A l'œuvre destructrice des Russes les Finlandais opposèrent une tenace résistance qui demeurera à jamais une des pages les plus glorieuses de l'histoire finlandaise. La défense nationale s'inspira de cette seule idée : rester fidèle aux lois du pays et refuser d'obéir aux ordres russes. C'était la méthode de la résistance passive. Méthode loyale et conforme aux mœurs de l'Europe civilisée.

Mais à mesure que la pression russe augmentait et que s'accroissait la haine des fonctionnaires russes, une résistance plus violente et plus active devait aussi trouver plus de partisans en Finlande. Le tzarisme n'était pas seulement l'ennemi de la Finlande mais aussi celui du peuple russe, et les méthodes auxquelles recouraient depuis longtemps les révolutionnaires russes étaient rien moins que passives. Ne convenait-il pas de coopérer avec les révolutionnaires russes contre l'ennemi commun ? Les méthodes russes de lutte ne devaient-elles pas aussi être pratiquées en Finlande ? A ces questions on répondait oui et non. L'ennemi était commun et il s'en suivit que les révolutionnaires russes étaient regardés en Finlande avec sympathie et étaient secourus lorsqu'ils se trouvaient dans la détresse. Mais le but de la lutte n'était pas le même en Finlande et en Russie. Tout ce que nous désirions,

c'était de recouvrer les droits qu'on nous avait enlevés, afin de pouvoir nous développer de notre mieux et à notre gré. Les Russes, eux, travaillaient pour une révolution politique aussi bien que sociale, pour un bouleversement total qui devait libérer leur peuple et transformer la Russie de fond en comble. Nous avions des lois, nous avions une conscience juridique, nous jouissions d'une liberté à l'européenne conditionnée par la loi. Ces biens précieux, les dominateurs russes avaient tenté de nous les ravir et nous voulions les reprendre. Les Russes ne connaissaient rien d'autre que des ordres, des prescriptions de police, des règlements et des rapports de gendarmes. Ils se berçaient de rêves et d'utopies, ils appelaient de leurs vœux un état idéal où règnerait la liberté politique et où il n'y aurait plus d'injustice sociale.

Or voici ce qui arriva en Finlande. Un parti s'affirma petit à petit qui ne comprit pas combien les desseins du mouvement libertaire russe différaient de ceux de la lutte des Finlandais pour le droit. Ce parti était le parti ouvrier qui s'est à tort donné le nom de « social démocrate ». Ce parti, qui était né de quelques sociétés ouvrières dirigées avec bienveillance par les patrons et qui manquait totalement au début d'influence politique, vit s'accroître sa force grâce à son contact avec les révolutionnaires russes. C'est ainsi qu'il apprit à considérer les choses du point de vue russe et qu'il se mit à confondre la politique prolétarienne avec la lutte pour la liberté nationale. Il apprit à recourir aux méthodes révolutionnaires et oublia l'abîme qui existait entre l'ordre social de la Finlande européenne et le chaos asiatique de la Russie. C'est parce que le parti ouvrier finlandais subit dès le début l'influence russe et épousa la cause des révolutionnaires russes que la révolution rouge de 1918 a pu se produire.

Les premiers effets de la tactique du parti ouvrier se révélèrent pendant les années troublées de 1905 et 1906. La guerre russo-japonaise s'acheva par la défaite de la Russie. L'irritation contre le gouvernement devint si générale en Russie que la grève générale éclata fin octobre 1905. Elle eut de l'écho en Finlande. C'était une mesure « passive » contre l'emploi de laquelle personne n'avait d'objection à faire et, en conséquence, la grève générale fut aussi pro-

clamée en Finlande. On chôma dans tout le pays. La grève fut observée par les autorités, les entreprises de transport, les industries, les universités et même par la police. Le gouvernement du pays, le Sénat fut obligé de s'en aller ; le gouvernement général russe se réfugia à bord d'un cuirassé russe mouillé dans la rade d'Helsingfors et le peuple finlandais formula ses revendications. Celles-ci se résumaient naturellement en la restauration des droits qui avaient été foulés aux pieds.

Mais on avait compté sans le parti ouvrier. Pendant la semaine que dura la grève, on vit combien il était devenu fort et ses revendications étaient maintenant tout autres que celles de la « bourgeoisie » qu'il détestait. Le parti ouvrier réclama une Assemblée nationale constituante qui aurait à fixer l'avenir du pays, car la représentation populaire de la Finlande était surannée et les ouvriers n'avaient pas pas réussi à faire entendre leurs voix dans les quatre Chambres ; aussi la surprise fut-elle générale lorsqu'on vit tout à coup la force que représentaient les ouvriers. Celle-ci se remarqua tout d'abord dans le service d'ordre qu'ils avaient organisé. Nous avons dit déjà que la police s'était jointe à la grève. Pour maintenir l'ordre, on institua des gardes civiques volontaires composées surtout d'étudiants et d'autres jeunes gens et qui portaient comme insigne un brassard blanc. Les chefs du parti ouvrier accueillirent la création de cette organisation bourgeoise avec quelque hésitation ; ils commencèrent par travailler de concert avec elle, puis ils changèrent d'avis et créèrent des gardes ouvrières munies d'un brassard rouge.

Telle fut l'origine première de la *Garde rouge*. Sa mission était de s'emparer du pouvoir dans la plus grande mesure possible, et c'est ainsi que plusieurs villes finlandaises, notamment la capitale, furent complètement occupées par les Rouges. Il ne fut pas possible d'éviter entièrement des collisions entre Rouges et Blancs, car le parti ouvrier conscient de sa force voulait imposer sa revendication d'une Assemblée constituante. Il y eut des moments où l'on vit des revolvers aux mains d'une troupe de Blancs et d'une troupe de Rouges qui s'affrontaient et il arriva que les ouvriers élirent leur propre gouvernement dans une assemblée en plein air. Mais ils finirent cependant

par céder et se contentèrent de ce que le parti bourgeois avait obtenu: le rétablissement des droits nationaux.

Néanmoins la scission était désormais manifeste. Les journaux socialistes déclarèrent que les « bourgeois » avaient trompé le peuple et la Garde rouge fut transformée en une organisation purement militaire chargée de « protéger les intérêts des ouvriers ».

L'organisation militaire finlandaise avait été dissoute en 1901. Il n'en restait qu'un bataillon de la garde qui, lui aussi, avait cessé d'exister peu avant la proclamation de la grève générale. Les sous-officiers et soldats s'occupèrent de l'entraînement des bandes rouges ; les commandements se faisaient en russe et la tâche véritable de l'armée était cachée. Ce qui est certain, c'est que cette armée était en relations avec les organisations révolutionnaires russes et qu'elle ne tarda pas à devenir une sorte de « centrale » finlandaise pour tout le fanatisme terroriste auquel toute la Russie fut en proie pendant les mois suivants et qui ne fut pas le moins violent dans les provinces baltiques situées à proximité de la Finlande où des bandes excitées dévastèrent les grands domaines qu'ils mirent à feu et à sang.

En Finlande aussi, une quantité d'attentats anarchistes furent commis ; et lorsqu'en juillet 1906 une rébellion éclata parmi les troupes russes de la forteresse de Sveaborg, la Garde rouge jugea bon d'y participer. Elle se rangea aux côtés du groupe mutiné et tenta même d'organiser à Helsingfors une nouvelle grève générale. Celle-ci échoua devant la résistance du parti bourgeois, mais non sans effusion de sang. Un peloton de gardes blancs fut assailli traîtreusement sur une place d'Helsingfors : 7 hommes furent tués par les Rouges armés de fusils d'ordonnance russes.

La situation était confuse. Sans doute, toute la Finlande suivait avec sympathie le mouvement révolutionnaire russe ; mais nous avions obtenu la possibilité — du moins dans une certaine mesure — de diriger nous-mêmes notre politique intérieure. Aussi n'y avait-il pas un citoyen raisonnable qui voulût précipiter notre peuple dans le terrible désordre de la Russie. Les armes avec lesquelles nous nous défendions étaient la légalité et la loyauté. Nous ne voulions pas sacrifier de gaîté de cœur toute notre civilisation européenne et nous laisser

entraîner dans le tourbillon asiatique. La limite n'était cependant pas toujours facile à trouver et les ouvriers ne l'aperçurent pas. C'est avec une ténacité et un entêtement tout finlandais qu'ils avaient assimilé les utopies et les rêves des Russes. Ces mêmes châteaux de cartes que les Russes édifiaient dans un moment d'exaltation et dont ils considéraient l'effondrement avec indifférence, étaient pour les ouvriers finlandais des temples sacrés aux fondations solides qui ne devaient jamais tomber en ruines.

En présence du danger que les ouvriers faisaient courir à l'union populaire et dans l'espoir de contenter les socialistes et de leur donner ce qu'ils avaient appris à considérer comme un droit, la Diète fut transformée en une « Assemblée nationale » dont le caractère démocratique était sans précédent dans le monde. Il n'y eut plus qu'une seule Chambre dont devaient faire partie 200 députés élus au suffrage égal par tous les hommes et femmes âgés de plus de 24 ans. Les premières élections eurent lieu en mars 1907 et le parti ouvrier obtint 80 représentants.

Entre temps, la garde rouge avait été dissoute et ceux d'entre ses membres qui avaient participé à la rébellion de Sveaborg avaient été condamnés aux travaux forcés. Avec la Diète à une Chambre, un nouveau champ d'activité s'ouvrit au parti ouvrier qui adopta les méthodes parlementaires. Mais il avait assez lu d'articles de journaux relatant les séances orageuses des parlements balkaniques et autres pour savoir combien il est facile de saboter le travail parlementaire par des interruptions, du tapage et toutes sortes de manœuvres obstructionnistes. Aussi dans son ensemble la Diète d'une Chambre donna-t-elle une idée fort attristante du degré de culture du peuple.

L'amélioration relative qui avait été inaugurée par la grève générale fut suivie bientôt d'une période de réaction russe toujours plus lourde. En Finlande, où l'on attribuait jusque là la politique d'oppression de la Russie à la volonté de la haute bureaucratie, on commença à se rendre compte que l'anéantissement national de la Finlande était considéré dans de vastes couches du peuple russe comme une tâche grande et nécessaire pour l'empire russe. La Douma impériale approuva plusieurs mesures anticonstitutionnelles dirigées

contre la Finlande. Une ère nouvelle de malheurs et de violences s'ouvrit pour le pays. C'est avec une certaine lassitude pessimiste qu'on s'apprêta à reprendre la politique de la résistance passive. Le travail de la Diète était condamné d'avance, d'une part parce qu'on répondait à toutes les protestations de la Chambre contre le nouveau régime arbitraire par des ordres de dissolution, d'autre part parce que les lois votées par la Diète n'étaient jamais ratifiées à Saint-Pétersbourg, et d'autre part enfin, parce que le plus grand parti de la Diète — le parti socialiste — pratiquait une politique d'opposition et d'obstruction qui annihilait le travail parlementaire.

* * *

Comme on l'a déjà dit, le parti ouvrier avait adopté les méthodes parlementaires, c'est-à-dire qu'il voulait conquérir la seule arme dont il pût se servir, maintenant qu'il ne pouvait plus être question de fomenter ouvertement une révolution, à savoir la majorité dans la Diète. Tout son effort était dirigé contre les bourgeois et les capitalistes, et il recourait dans cette campagne à des moyens d'une violence extraordinaire. Un mot dont l'abus fut particulièrement funeste fut l'étiquette de « massacreurs du peuple » que l'on avait collée aux gardes blancs pendant la grève générale. Tous ceux qui n'étaient pas des travailleurs manuels étaient nécessairement des « massacreurs » et on les appelait aussi des « brigands » ou des « vampires ». On proclama la lutte des classes, l'internationalisme, l'antimilitarisme. L'irréligion et le mariage libre furent vantés comme les nouveaux idéaux auxquels devait aspirer l'humanité. L'industrie fut gravement atteinte par cette campagne d'excitation. Les grèves se succédaient sans cesse et la méfiance contre les patrons et les chefs ouvriers ne connut plus de bornes.

Ce qu'il y a de plus triste dans cette manière de combattre, c'était l'avilissement systématique de tous les mobiles attribués à des adversaires. Toute l'activité du « bourgeois », toutes ses pensées et tout son effort ne visaient qu'un seul but, s'enrichir en exploitant le travailleur, et d'autre part le travailleur ne pouvait justifier son droit

à l'existence qu'en cherchant à améliorer sa situation, sa pauvreté était l'origine de tous les maux ; en agissant ainsi on faisait preuve d'une grave injustice pour la bourgeoisie finlandaise. Les bourgeois en Finlande avaient lutté courageusement pour les droits de leur pays et pour la culture européenne dans la patrie commune. Ils avaient été arrêtés, expulsés du pays, déportés en Sibérie. De 1911 à 1917 une cinquantaine de fonctionnaires avaient été incarcérés en Russie parce qu'ils avaient refusé d'obéir à des ordres russes contraires à la constitution ; tout cela, les journaux socialistes se gardèrent soigneusement de le dire à leurs lecteurs. Bien au contraire, on fit accroire aux ouvriers que les bourgeois finlandais n'étaient que de misérables instruments entre les mains du tzarisme.

Si le parti ouvrier ne se servait que du mensonge, de la brutalité et de la grossièreté, cela provenait en grande partie du fait qu'il ne réussit pas à trouver des chefs honnêtes et consciencieux. Tous les orateurs et agitateurs socialistes qui faisaient des tournées, de même que les rédacteurs des journaux ouvriers étaient presque sans exception des hommes d'un caractère faible, d'une ambition illimitée et d'intarrissables bavards. Ce sont ces gens qui formèrent la députation socialiste à la Diète, plus un certain nombre de comparses dressés pour voter automatiquement. Le seul but du parti était de s'emparer du pouvoir, et c'est pourquoi les socialistes ne purent jamais attirer à eux des hommes animés de principes plus larges et de sentiments plus nobles, alors même que le courant du radicalisme social qui avait traversé le pays après 1905 eût très bien pu faire naître des chefs aussi éminents que convaincus dans un parti vraiment socialiste.

En temps normal, les méthodes subversives employées par le parti ouvrier se fussent heurtées à une résistance énergique, mais à ce moment la politique oppressive russe était une menace constante et constituait pour le pays un danger encore plus grand, contre lequel il fallait se défendre en premier lieu. En outre, les attaques, les insultes, les menaces des chefs ouvriers étaient si exagérées qu'on pensait qu'elles devaient finir par ne plus produire d'effet sur les masses. Mais c'était une erreur ; les très nombreux ouvriers qui avaient immigré dans les villes et les communes industrielles avaient absorbé,

avec l'entêtement et le fanatisme propres à leur race, le mélange d'idées révolutionnaires et socialistes extrémistes qu'on leur avait prêchées si longtemps. La campagne odieuse dirigée contre les « Messieurs » avait inculqué en eux une haine farouche contre toutes les autres classes de la société, tandis que celles-ci, sans remarquer le désarroi du peuple, ou du moins sans en saisir la portée, continuaient à se défendre en silence contre l'oppression russe.

Telle était la situation en Finlande lorsque commença la guerre mondiale.

Du début de la guerre à la révolution russe

La guerre mondiale plaça la Finlande dans une situation bizarre. Sans armée, puisque le service militaire avait été virtuellement supprimé par les Russes eux-mêmes, la Finlande était un morceau de l'empire russe qui ne participait pas à la guerre. Le mécontentement que l'arbitraire russe avait suscité en Finlande était si violent que la Russie ne tenta même pas d'y lever des troupes. D'autre part toutes les couches de la population et tous les partis politiques ne souhaitaient qu'une chose : la défaite de la Russie. Car les souvenirs de la guerre russo-japonaise, de même que le simple bon sens indiquaient qu'une défaite renverserait le régime actuel et ouvrirait à la Finlande le chemin de la liberté, tandis qu'une victoire, au contraire, consoliderait de nouveau la réaction et anéantirait tous les espoirs que nous nourrissions. Les chefs du parti ouvrier partageaient cette manière de voir d'autant plus que c'était celle des révolutionnaires extrémistes de Russie.

Dès le début de la guerre, un manifeste impérial, proclamant la complète incorporation de la Finlande à l'empire, avait été publié. A mesure que la guerre se prolongeait la pression de la Russie s'appesantit davantage sur le peuple finlandais. Des masses énormes de troupes russes prirent garnison dans nos villes, les navires de la flotte de la Baltique remplirent nos ports et l'état de guerre fut décrété dans le pays. Ces mesures amenèrent pratiquement la russification de la Finlande. Les rues prirent une physionomie nettement russe, les meilleurs pratiques de nos négociants étaient des Russes et l'on voyait partout des militaires russes qui, par leurs faciles succès amoureux, amenèrent dans le pays des dangers d'une nature spéciale.

La gendarmerie russe, autrement dit la police politique, sévissait avec énergie. Il ne se passait pas de jour sans arrestation, sans perquisition. Les soldats russes poussèrent même l'audace jusqu'à exécuter des citoyens finlandais sans se soucier le moins du monde des autorités du pays.

La situation devenait intolérable. Le peuple finnois aspirait plus que jamais à secouer le joug russe. Il était clair que dans ces conditions la méthode passive qui, jadis en 1905, nous avait donné la victoire ne pouvait pas nous mener au but. Maintenant la situation avait changé et on pouvait croire que le temps d'agir était venu. On pouvait maintenant rêver à se libérer de la suprématie russe. Ces tendances ne sauraient être taxées de trahison puisque la Russie avait à maintes reprises violé ses engagements à l'égard de la Finlande et que l'importance militaire de la Finlande devenait évidente. C'était elle en effet qui avait des ports militaires pour la flotte, qui possédait Aaland et qui était la seule liaison avec l'Europe occidentale. Il en résulta qu'à l'avenir la Finlande serait soumise à une politique de russification encore plus brutale si possible que jusqu'ici.

On se demanda comment il fallait agir et diverses propositions furent émises. Voici comment la volonté naturelle de la Finlande de se libérer des liens mortels qui l'unissaient à la Russie se manifesta le plus visiblement : Dès la première année de la guerre de nombreux jeunes Finlandais — tout d'abord des étudiants, dont l'exemple fut bientôt suivi par des paysans, des ouvriers, etc. — se rendirent en Allemagne pour s'y faire instruire militairement à la lutte libératrice qui était d'ores et déjà projetée contre la Russie bien que de façon encore un peu confuse. En Allemagne ces jeunes gens formèrent un bataillon spécial de chasseurs qui participa un certain temps à la défense des lignes allemandes du front oriental et qui, en février 1918, fut transporté avec l'aide de l'Allemagne en Finlande, où son apparition souleva un grand enthousiasme et où son intervention valut aux combattants de la guerre de liberté un renfort sensible de forces bien entraînées.

Par ailleurs la guerre provoqua en Finlande les mêmes difficultés, les mêmes privations et les mêmes déplacements de valeurs que dans le reste du monde. Mais il nous faut signaler encore une chose : les travaux de fortifications russes, ouvrages formidables dirigés contre une attaque possible venant de Suède ou contre un débarquement allemand. Non seulement les villes importantes furent entourées de vastes enceintes formées de fils de fer barbelés, de tranchées et de

forts avancés s'espaçant dans les montagnes, mais les lignes de défense étaient organisées pour ainsi dire à travers tout le pays. Pour se rendre compte de la somme de travail engloutie dans ces fortifications, il faut savoir ce qu'un officier de l'état-major allemand a dit des ouvrages de la défense d'Helsingfors : « Ces fortifications, déclara cet officier, dépassent tout ce que les soldats allemands ont vu pendant la guerre, tant à Liège qu'à Verdun, tant à Kowno qu'à Varsovie et même dans les Alpes italiennes. »

Ces positions puissantes furent construites par des ouvriers finlandais commandés par des officiers russes. Les ouvriers affluèrent vers les régions où l'on exécutait ces travaux ; les salaires étaient élevés, la discipline inexistante et il y eut toutes sortes d'histoires de corruptions, de prévarications et de listes de salaires falsifiées à propos de ces travaux ; mais ils eurent en tout cas un résultat néfaste. Les ouvriers furent démoralisés en masse et se mirent à fraterniser avec les soldats russes. Les pires éléments de l'un et de l'autre groupe devinrent grands amis et leur amitié fut bientôt scellée par les pillages, les vols, les brigandages et les meurtres qu'ils commirent en commun. Les contrées où avaient lieu les travaux de fortification servirent pendant l'hiver de 1917-1918 de repaires aux bandes de brigands russo-finlandais, et ce sont les ouvriers dépravés des fortifications qui formèrent le gros de la Garde Rouge ressuscitée.

Pendant la guerre, la Diète finlandaise n'avait pas été autorisée à se réunir, mais les élections habituelles eurent lieu en été 1916 ; elles ne soulevèrent pas un intérêt particulier, car il n'était guère possible de prévoir comment le Parlement pourrait se réunir et travailler. Seul le parti ouvrier réussit à faire marcher ses troupes en se servant comme jadis de quelques grandes phrases à effet et il parvint ainsi à avoir au Parlement la prédominance rêvée. 103 députés socialistes et 97 députés bourgeois furent élus.

Les ouvriers formaient donc désormais la majorité absolue.

La révolution de mars en Russie et la Finlande

Lorsque la révolution éclata en Russie en mars 1917, elle fut accueillie dans toute la Finlande avec des transports de joie, d'autant plus que le gouvernement institué par la Douma se mit aussitôt en devoir d'examiner la question finlandaise. Mais ce qui, dans les premières journées de la Révolution, nous causa le sentiment le plus intense de soulagement fut la pensée que nos prisonniers politiques pourraient compter désormais sûrement sur leur mise en liberté. M. Svinhoufvoud, président de la Diète, se trouvait depuis l'automne 1914 en Sibérie, où avaient aussi été déportés M. Hasselblatt, maire de Wasa, et plusieurs autres notables finlandais. Le brandmajor de Helsingfors languissait dans l'intérieur de la Russie, et une douzaine de patriotes finlandais attendaient depuis de longs mois leur arrêt de mort dans les geôles de Pétrograd. Aussi la première pensée de la Finlande en ces heures de joie, fut-elle pour les malheureuses victimes de nos luttes pour la liberté.

On apprit bientôt que le nouveau gouvernement russe avait fait son devoir, c'est-à-dire qu'il avait restauré la Finlande dans tous ses droits. On apprit en même temps que les représentants de notre parti ouvrier avaient exigé du gouvernement provisoire russe l'insertion dans son manifeste de la promesse des réformes sociales revendiquées par le parti. Mais cette exigence ayant été aussitôt repoussée comme contraire aux lois fondamentales qui devaient justement être remises en vigueur, l'effronterie des socialistes n'éveilla alors guère d'attention ; plus tard, on devait se rappeler, à la lumière d'autres événements, que le parti ouvrier manifestait ainsi pour la première fois sa volonté de ne reculer devant aucun moyen, si insolite fût-il, lorsqu'il s'agissait de faire triompher ses revendications.

La situation ne tarda pas à devenir fort confuse. Le spectacle offert par les troupes russes de Finlande en proie au délire révolutionnaire nous fit comprendre ce qu'était une armée en pleine disso-

lution et nous montra tous les débordements d'une barbarie asiatique qui n'était plus réfrénée. Les premières journées de la Révolution à Helsingfors dégénèrent très tôt en graves émeutes, auxquelles participaient des soldats et la populace. Des détachements de soldats et de marins, entassés dans des automobiles d'officiers filant à toute allure, parcouraient la ville en tous sens. Ils étaient tous armés de fusils et de revolvers chargés, dont ils tiraient des salves dans les airs ou devant eux. C'est ainsi qu'ils pourchassaient les officiers. Dès qu'ils en découvraient un, ils l'assassinaient sur-le-champ, dans la rue, dans son logis ou dans les escaliers des maisons. Dans presque tous les cas, le coup mortel était tiré par derrière, au moment où la victime s'y attendait le moins et après que celle-ci eût été arrêtée sans autre forme de procès.

Pendant ces journées de terreur, la ville fut livrée à la merci des soldats russes, qui avaient chassé la police et qui avaient pris en mains le maintien de l' « ordre ». Des manifestations publiques et des cortèges furent organisés, des mitrailleuses dont on entendait de-ci de-là le crépitement furent traînées dans les rues. Jamais encore la population d'Helsingfors n'avait assisté à un spectacle pareil à celui que lui donnaient l'exaltation et l'extravagance de la soldatesque russe déchaînée. On ne voyait partout que des bandes d'hommes débraillés, avec des têtes d'hallucinés, un revolver à la main ou le sabre d'un officier tué à la ceinture. C'étaient là les libérateurs de la Russie... et de la Finlande !

Comment éprouver une sympathie quelconque pour ces bandes d'émeutiers, pour cette populace russe grossière et brutale, pour ces soldats ignorants et sanguinaires, qui assassinaient impunément leurs officiers ?

La répugnance qu'on éprouvait pour ces « révolutionnaires » s'accrut encore lorsqu'on apprit qu'ils n'avaient aucunement l'intention d'abolir la domination russe dont le joug pesait sur la Finlande. A la gendarmerie russe succéda bientôt une « Division de contre-espionnage pour la défense de la liberté populaire », laquelle reprit tous les papiers rassemblés par la gendarmerie pendant la guerre. Les captifs finlandais mis en liberté à Pétrograd durent

prendre la fuite en toute hâte et gagner la Suède ; les nouvelles autorités militaires russes, composées d'innombrables commissions et comités, continuèrent à faire arrêter des citoyens finlandais et à ordonner des perquisitions. Comme par le passé, la Finlande était de nouveau tyrannisée par les militaires russes ; mais maintenant c'étaient des soldats incultes qui exerçaient cette tyrannie au lieu des officiers.

Quant au parti ouvrier, il ne se faisait aucun scrupule de prêter son concours aux révolutionnaires russes avec lesquels il était lié par ses traditions et il se jeta tête basse dans les troubles dont la Finlande était le théâtre. Il y avait autant de Finlandais que de Russes dans les grands cortèges et manifestations des premières semaines de la Révolution. La presse socialiste s'assimila aussitôt le pathos conventionnel des révolutionnaires, et il fallut très peu de temps pour achever la fraternisation qui avait été préparée par les travaux de fortification exécutés en commun par des soldats russes et des ouvriers finnois.

Il fallait s'attendre à ce que, dans la masse amorphe et sans frein que formaient les troupes russes, les éléments les plus extrêmes ne tarderaient pas à prendre la haute main ; leur tâche était singulièrement facilitée par le massacre des officiers. Il était évident aussi que les plus violents d'entre les ouvriers finnois qui avaient été engagés par la direction du parti à fraterniser avec les Russes, s'entendraient à merveille avec les meneurs révolutionnaires. Ceux-ci étaient pour la plupart des marins appartenant aux équipages des grands cuirassés qui avaient mouillé dans les ports pendant presque toute la durée de la guerre. Ces hommes, corrompus par leurs loisirs forcés, avaient eu amplement le temps de devenir de parfaits maximalistes, bolchévistes, mais bien tout le contraire de braves et habiles ouvriers.

La Finlande se trouva bientôt livrée au bon plaisir de la populace avec une rapidité à laquelle on ne s'attendait guère. Ce qui y contribua, outre l'activité des soldats russes, fut l'amnistie extraordinairement large décrétée à l'occasion de la Révolution et dont bénéficièrent un grand nombre de criminels de droit commun. Ce fut aussi la tactique du parti ouvrier. Comme on l'a déjà dit, celui-ci avait

obtenu la majorité parlementaire aux élections de l'été 1916. Lorsque la Diète se réunit, elle élut président, en la personne de M. Cullervo Manner, un homme qui devait acquérir plus tard une triste célébrité ; et à la tête du gouvernement parlementaire fut placé M. Ost Kari Tokoi, lequel devait ensuite se rendre tout aussi tristement illustre.

* * *

Le parti ouvrier, semble-t-il, aurait pu être satisfait de posséder la majorité au Parlement et au gouvernement, et on aurait pu espérer qu'il pratiquerait désormais une politique plus digne et réfléchie.

Il n'en fut rien. Sans doute, la première déclaration ministérielle de M. Tokoi fut approuvée dans tous les milieux, car il donnait à entendre avec toute la netteté désirable à quel point toute la Finlande avait souhaité la défaite militaire de la Russie et avec quelle confiance nous envisagions maintenant pour la patrie un avenir fait de plus de bonheur et de liberté. Mais le parti ouvrier, dans le temps même où il affectait une certaine dignité dans ses actes officiels, poursuivait imperturbablement sa politique haineuse contre les « bourgeois ».

Les grèves recommencèrent à tout instant pour faire triompher la journée de huit heures. Celle-ci fut promptement accordée dans plusieurs industries; mais aussitôt après on inventa de nouveaux prétextes pour fomenter de nouvelles grèves. Un désarroi terrible fut créé dans l'agriculture. En pleines semailles, on organisa grève sur grève parmi les ouvriers agricoles qui devaient aussi être mis au bénéfice de la journée de huit heures, pratiquement impossible à réaliser pour les travaux de la campagne. De nombreuses grèves furent provoquées par pure méchanceté. Tantôt c'était un contremaître ou un directeur de travaux dont on exigeait le congédiement. Tantôt c'était la nourriture ou le logement qui servait de prétexte. Il arriva souvent que les ouvriers protestèrent par une grève contre la disette des vivres, refusant de semer et de cultiver les champs qui leur auraient procuré les aliments dont ils déploraient l'insuffisance.

Ces grèves agricoles furent souvent accompagnées d'actes de violence. Les grévistes empêchaient les paysans de nourrir et de traire leurs vaches. Les propriétaires furent mis aux arrêts et menacés de

mort s'ils ne consentaient pas à accepter les revendications du « peuple ». Des laiteries et des fruiteries furent fermées de vive force, et il y eut nombre de bagarres agrémentées de coups de couteaux et de revolvers.

Il eût été facile aux chefs du parti ouvrier de refréner ce mouvement qui revêtait chaque semaine un caractère plus accusé de violence et d'illégalité. Mais ils n'en firent rien.

Les causes de leur abstention sont nombreuses. Une d'entre elles est que, pour ralentir ou arrêter ce violent mouvement des masses, il eût fallu collaborer avec les « bourgeois » — et cela, les chefs socialistes ne le voulaient à aucun prix. Il eût fallu instituer des pouvoirs publics vraiment efficaces et capables d'assurer l'ordre, si possible une police d'Etat. Or, un des buts principaux de la politique socialiste était précisément de détruire la police, et celle-ci, qui avait été chassée par les soldats russes dès le début de la Révolution, ne fut jamais reconstituée. Le « peuple » n'avait aucune confiance dans la police et l'on créa à sa place une « milice » chargée d'assurer l'ordre et dont les engagés devaient appartenir au parti ouvrier. Les socialistes poursuivirent avec énergie la lutte pour s'emparer entièrement du pouvoir effectif, et ils y réussirent si bien que, dans le courant de l'année, le signal de nombreux troubles fut, dans bien des cas, donné par la « milice » qui se mit en grève la première. Dès l'été, les nouveaux agents de police d'Helsingfors proclamèrent la grève et il en résulta immédiatement une forte recrudescence de la criminalité. Rien n'était plus naturel dans une ville de 200,000 habitants qui était privée de police et livrée sans défense aux débordements de bandes énormes de soldats russes indisciplinés.

D'autre part, ces nombreuses grèves et le désarroi général qui en découlait avaient un autre résultat, dont le parti ouvrier faisait son profit. Tous ces agissements tendaient à *intimider* les bourgeois. Ceux-ci devaient connaître maintenant à leurs dépens la puissance du « peuple » et comprendre que le prolétariat ne se contentait plus de solliciter et de mendier, mais exigeait et commandait ! Jamais encore les travailleurs manuels, et avant tout les jeunes voyous des rues, ne s'étaient autant rengorgés dans le sentiment de leur force qu'en

1917 en Finlande. Jamais encore la « bourgeoisie » n'avait eu à ce point le sentiment qu'elle n'était que tolérée et qu'elle n'avait rien d'autre à faire qu'à se taire et à céder. Dans les rues et sur les tramways, partout où se coudoyaient des hommes appartenant à différentes classes sociales, on constatait que la Finlande avait un nouveau maître et que les ouvriers, aidés des soldats russes, avaient conscience que leur « classe » gouvernait le pays. Ce sentiment est illustré de façon caractéristique par un incident qui se produisit dans une assemblée ouvrière à Tornea, lorsque les « messieurs » furent sommés d'enlever leurs cols empesés et leurs manchettes, parce qu'ils devaient « être comme les autres » !

Etant donné la gravité de la situation intérieure et extérieure du pays, le despotisme de la populace ne pouvait qu'accroître la confusion, le trouble et la détresse. La Diète élabora et discuta une quantité de projets de réformes; mais le parti ouvrier ne souffrait aucune opposition; il ne voulait pas admettre le moindre amendement aux textes de loi proposés par lui. Les débats dégénéraient de plus en plus en une succession de réquisitoires et d'invectives contre les « bourgeois », quelle que fut l'infinie bonne volonté avec laquelle ceux-ci étaient prêts à fixer par une loi la durée de la journée de travail, à réformer la législation communale et à hâter l'affranchissement des fermiers, des *torpars*.

Car telles étaient les trois revendications principales du parti ouvrier. Mais, en réalité, le but secret que se proposait ce parti était la possession du pouvoir. Comme la majorité dont il disposait à la Diète ne tenait qu'à quelques voix, il s'agissait d'attiser toujours plus la haine contre ses adversaires. Les socialistes, cependant, ne voyaient pas combien d'ennemis ils se faisaient en agissant ainsi. Ils avaient déjà indisposé les paysans par les grèves agricoles; mais les ouvriers d'un certain âge et de sens plus rassis s'inquiétaient aussi de l'orientation que prenait leur parti, car il était facile de voir que l'impulsion était donnée de plus en plus par les éléments venant directement de la rue.

Tout alarmante que fût la situation intérieure, on ne lui vouait toutefois par toute l'attention qu'elle méritait, car une autre question

fort importante occupait tous les esprits : la vieille question des rapports russo-finlandais. L'impuissance du grand Empire apparaissait plus manifeste de jour en jour. Les nombreuses nationalités encloses entre ses frontières s'efforçaient de s'affranchir, et la Finlande voyait poindre l'aube de l'indépendance. A vrai dire, il était difficile de pratiquer sur ce point une politique vraiment ferme et cohérente, tant l'avenir était incertain et tant changeants et imprévisibles étaient les événements de Russie. Mais un but s'imposait : il s'agissait de se séparer le plus rapidement et le plus complètement possible du chaos russe.

Seul le parti ouvrier était hésitant. Il était comme ensorcelé par la révolution russe, qui l'attirait invinciblement, comme un papillon va à la lumière. « Je crois interpréter le sentiment le plus sincère du prolétariat finnois », écrivait le 4 mai un des chefs du parti, « en disant que le désir de la démocratie finnoise est de lutter aux côtés de la démocratie russe pour les plus hauts idéaux humains, en disant que son vœu le plus cher est que la Finlande forme à jamais une partie intérieurement autonome de la grande République russe libre. »

Mais c'était là une manifestation prématurée. Au cours du congrès qui eut lieu en juin, le parti ouvrier vota une résolution qui disait simplement que « le peuple finlandais devait être affranchi de la dépendance et de la tutelle de l'Etat », car la bourgeoisie possédait encore le pouvoir en Russie. Le 3 juillet, un représentant du parti ouvrier finlandais, dans un discours prononcé devant le Grand Conseil des ouvriers et soldats de Pétrograd, faisait la déclaration suivante : « Jusqu'ici, nous avons été forcés de lutter sur deux fronts : contre notre bourgeoisie et contre le gouvernement russe. Afin que notre lutte de classes soit couronnée de succès, afin que nous puissions rassembler toutes nos forces sur un seul front contre notre bourgeoisie, il est nécessaire que nous ayons notre indépendance politique, pour laquelle la Finlande est mûre. »

Pour un autre motif encore, le parti ouvrier devait inscrire à son programme l'indépendance de la Finlande : la haine de la Russie était si intensément vivace dans toutes les couches de la population qu'une russophilie avouée eût pu devenir fatale au parti, tandis qu'au con-

traire le parti ne pouvait que gagner en prestige et en autorité s'il se posait en partisan résolu de l'indépendance. Ce calcul se révéla juste. En été, le parti ouvrier fut appuyé à la Chambre par quelques députés bourgeois lorsque, se basant sur une résolution adoptée dans un congrès des soviets russes, il voulut profiter de faire voter en un tournemain toute une série de réformes radicales en y adjoignant la demande de l'indépendance de la Finlande.

Ceci se passait en un moment où l'on croyait que le gouvernement provisoire russe était à la veille de tomber ; mais celui-ci survécut à l'assaut des bolchévistes et procéda à la dissolution de notre Diète. De nouvelles élections générales furent décrétées pour le 1er octobre. La dissolution fut suivie de toute une série de conflits parlementaires sur lesquels nous ne voulons pas nous étendre ici. Disons seulement que, sur la question de l'indépendance, le parti ouvrier préconisait une solution qui prévoyait qu'à l'avenir la Finlande continuerait à appartenir à la Russie et que le gouvernement russe pourrait seul trancher toutes les questions militaires et de politique extérieure.

Les grèves et les troubles durèrent pendant tout l'été et étaient dirigés de préférence contre les autorités citadines et rurales. On leur réclamait tantôt des relèvements de salaires, tantôt des travaux pour lutter contre le chômage, etc. On assiégeait les salles où se réunissaient les autorités et on ne les laissait pas partir avant d'avoir arraché leur consentement à toutes les demandes des grévistes. A Abo, le Conseil municipal fut enfermé pendant une journée et demie. A Helsingfors, la même mauvaise plaisanterie ne dura que quelques heures ; mais, dans la commune campagnarde de Helsinge, les choses parurent vouloir prendre une tournure très fâcheuse. Un siège en règle d'une journée n'ayant abouti à aucun résultat, la populace appela à l'aide des soldats russes qui menacèrent de mettre le feu à la maison communale, construite en bois, si les échevins ne cédaient pas immédiatement. La menace des soldats étant tout-à-fait sérieuse, la majorité des échevins décida d'accorder le relèvement de salaire qui avait à lui seul provoqué cette échauffourée.

* * *

Ces incidents et d'autres pareils amenèrent les partisans de l'ordre à prendre des mesures pour le maintenir. La milice du parti ouvrier, qui avait succédé à la police régulière, s'était révélée entièrement impuissante. Et à cela s'ajoutaient les appréhensions que l'on se faisait pour l'avenir. Un débarquement de troupes allemandes en Finlande n'était pas impossible, et ce qu'on pouvait au moins espérer, c'est qu'au cas d'une paix séparée, les troupes russes évacueraient la Finlande. Dans les deux cas, il fallait envisager une retraite des troupes russes, et l'on savait ce que cela signifiait après les nouvelles que l'on avait eues de la retraite de Galicie après l'échec de l'offensive de juin entreprise par Kerensky. La population de toute la Finlande savait parfaitement que les soldats russes qu'elle voyait sur son sol pouvaient se muer d'un instant à l'autre en ces hordes de bêtes féroces qui, à Tarnopol et ailleurs, avaient pillé et brûlé les maisons, commis des viols et des meurtres, et elle ne voulait pas risquer d'être frappée du même sort sans avoir au moins tenté de résister.

En présence de l'anarchie croissante, des violences sans nombre commises par la populace et de la menace des excès russes, la formation de corps de volontaires s'imposait tout naturellement pour défendre les biens et la vie des citoyens.

Il était naturel également que l'on désirât constituer ces corps avec des hommes appartenant à tous les partis et à toutes les classes sociales. Dans bien des endroits, l'organisation en fut entreprise de plein accord entre les socialistes et les bourgeois. Ainsi que chacun devait s'en rendre compte, il s'agissait d'une cause importante et commune à tous. Les statuts du corps de volontaires prescrivaient que ceux-ci ne pourraient être mobilisés que sur l'ordre du pouvoir légal. Le gouvernement, d'où les représentants du parti ouvrier s'étaient retirés après la dissolution de la Diète, créa à la campagne, aux environs de Borga, une Ecole de police, où une troupe de 200 agents montés étaient instruits, afin de pouvoir en cas de besoin intervenir partout où des émeutes se produisaient. La formation du corps de volontaires fut ouvertement appuyée par quelques journaux socialistes de province ; mais le mouvement ne prit jamais un développement considérable. On se sentait écrasé par la grandeur de la

tâche, d'autant plus que les armes manquaient presque totalement. L'importation des armes était interdite en Finlande depuis de nombreuses années, et tout ce qu'on possédait était quelques fusils d'ordonnance et un nombre un peu plus important de revolvers. Les deux cents recrues de l'Ecole de police ne disposaient que de 12 fusils ! En janvier 1918, au début de la grande émeute, la garde civique d'Helsingfors n'en avait que cent, et on pouvait, en mettant les choses au pire, s'attendre à affronter comme adversaire tout un corps d'armée russe, abondamment armé et muni d'artillerie, ainsi que toute la flotte russe de la Baltique. La perspective n'était pas réconfortante...

Cependant, diverses gardes civiques avaient inauguré ci et là leur activité. C'est ainsi qu'elles avaient empêché le pillage d'un envoi de beurre destiné aux hôpitaux d'Helsingfors, qu'elles avaient mis en lieu sûr dix-huit malandrins à Helsinge, etc. Ces incidents servirent de signal aux socialistes qui non seulement retirèrent leur concours, mais encore déclarèrent la guerre aux gardes civiques.

L'article de fond publié le 28 août 1917 par le *Työmies* (l'*Ouvrier*), le principal organe du parti ouvrier, portait cette manchette : « *La garde civique prête à assaillir les ouvriers. On crée une organisation s'étendant sur tout le pays.* » L'article affirmait tout bonnement que les « bourgeois » s'étaient armés pour « mutiler le prolétariat affamé ». Et il ajoutait : « On ne veut pas réprimer la politique de brigandage des profiteurs de la guerre, mais c'est pour les soutenir et pour verser un sang fraternel que l'on organise et que l'on arme des bourgeois contre des ouvriers réduits au désespoir. » C'était là — cela va sans dire — mensonge pur et volontaire. Le but des gardes civiques ressort clairement de ce que nous avons dit plus haut. En outre, le défaut de toute organisation capable d'assurer l'ordre était un sérieux obstacle à la répartition des vivres. Les producteurs agricoles n'étaient guère enclins à livrer leurs produits aux villes, car ils craignaient qu'ils ne devinssent la proie de la populace.

Malgré tout, la presse socialiste continua sa campagne contre la garde civique. Quelques citations donneront une idée du ton de ces articles. Le 25 septembre, sous le titre : « *Les gardes sanguinaires des bourgeois. Elles sont rapidement entraînées et armées. Leur*

activité est dirigée contre les ouvriers », le *Työmies* écrivait notamment ce qui suit :

L'intention des bourgeois est de répandre du sang et d'anéantir par les armes l'organisation des ouvriers. Y a-t-il une différence entre cette entreprise et la gendarmerie de Bobrikof ? Aucune ! Ces gardes civiques vont même plus loin, car ils se promènent avec des revolvers chargés, prêts à abattre quiconque porte l'habit du travailleur...

... Les bourgeois ont jeté eux-mêmes le masque. Aux yeux de leurs loyaux concitoyens se révèlent maintenant leurs mesures sanguinaires, leurs troupes armées de milliers de volontaires et de cavaliers. Les bourgeois apprennent à des hommes ignorants à massacrer en masse leurs concitoyens. Ils ont déjà vidé les arsenaux de notre pays et ils dirigent leurs fusils contre leurs propres compatriotes et contre les cœurs de leurs compatriotes. Les riches ouvrent leur bourse et payent un impôt du sang, afin de protéger leur cupidité de classe *(sic)*.

Tout cela parce qu'on avait arrêté à Helsinge dix-huit malfaiteurs, dont un assassin, qui avaient terrorisé toute la contrée pendant des semaines !

Quant à l'Ecole de police, elle excitait aussi la fureur de la presse socialiste. Voici ce qu'on en disait :

Nous avons maintenant en Finlande plus de cent éventreurs, et les bourgeois ont fait un calcul mathématique très exact, car il revient au même de supprimer une certaine quantité d'estomacs et d'augmenter la quantité de pain.

Pourquoi tout cela ? Cette campagne se rattachait en partie à la lutte électorale qui précédait les élections à la Diète. Mais si le parti ouvrier encourageait l'anarchie et les actes de violence de la populace, la cause en était plus profonde.

En Russie, le parti des bolcheviki devenait plus puissant et les socialistes finnois entretenaient d'étroites relations avec ce parti dont les soldats russes de Finlande et les marins de la flotte de la Baltique étaient les adeptes les plus fervents. Les bolchévistes devaient proclamer la « grande révolution sociale » dans le monde entier. Ils devaient être un jour maîtres de tout le pouvoir, et les « camarades » finlandais voulaient avoir leur part du butin. Ils savaient fort bien que tous les autres partis de Finlande s'opposeraient à une dictature

du prolétariat russo-finnois. Ils savaient que les gardes civiques combattraient toutes les tentatives d'entraîner la Finlande dans le chaos moscovite. Voilà pourquoi les journaux socialistes menaient une campagne aussi furibonde ; voilà pourquoi les inoffensifs bourgeois finlandais furent, pour les besoins de la cause, transformés en bêtes féroces avides de sang, pourquoi on prétendait que la disette était causée par les bourgeois qui voulaient affamer le « peuple travailleur ». Tous les éléments de désordre, tous les pillards, les incendiaires et les assassins étaient les auxiliaires bienvenus de la révolution prochaine. En dépeignant les bourgeois comme des bureaucrates russes et des oppresseurs de la pire espèce, on atteignit le but qu'on se proposait : réunir sur un « front unique » la soldatesque russe et les ouvriers finnois contre les possédants.

La situation commença à se simplifier du moment où ce tour de passe-passe eut réussi : les patriotes finlandais qui avaient défendu leur pays, en sacrifiant leur liberté et leur vie, contre l'oppression russe, passèrent dès lors aux yeux des ouvriers pour de « sombres contre-révolutionnaires », pour des « partisans du tzarisme », pour des « bourreaux du peuple » pires que les gendarmes russes. Dès lors, le moment était venu de ressusciter les *gardes rouges* et de les jeter contre les gardes civiques dans une lutte fratricide.

Au reste, les amis russes des socialistes finnois se rendaient parfaitement compte de la situation. Au mois d'octobre, un représentant des conseils d'ouvriers et de soldats s'écriait au congrès des soviets de Pétrograd :

> La Finlande est à la veille de la guerre civile. La bourgeoisie finlandaise est armée et veut attaquer le prolétariat. Le devoir des Rouges est de désarmer la bourgeoisie finlandaise et de remettre ses armes au prolétariat de Finlande.

C'est en été que les premières Gardes rouges furent instituées. Au mois d'octobre, le comité directeur du parti ouvrier lança un manifeste décrétant la formation de ces gardes dans tout le pays.

Les événements de l'automne et de l'hiver

OCTOBRE

Les élections de la nouvelle Diète eurent lieu le 1er octobre. Tous les partis avaient inscrit à leur programme l'autonomie de la Finlande. Mais en réalité il s'agissait d'autre chose : les « bourgeois » et les « socialistes » allaient mesurer leurs forces respectives. Le parti ouvrier s'appelait officiellement « parti social démocrate ». Ce parti agissait en protecteur de la populace et en ami des soldats russes. Il n'y avait plus pour le pays que deux alternatives : Se laisser entraîner par la révolution russe ou se tenir résolument à part, diriger les destinées de la patrie et rétablir l'ordre. Heureusement l'influence russe et les idées révolutionnaires russes n'avaient pas encore contaminé tout le peuple. Lors des élections, le parti ouvrier perdit la majorité. Il obtint 92 représentants contre 108 députés bourgeois.

Ce fut un rude coup pour les socialistes. Ils s'étaient présentés aux élections absolument certains de la victoire. Des grèves nombreuses et couronnées de succès, grâce auxquelles les salaires avaient été très sensiblement relevés, avaient plus que décuplé le nombre des ouvriers syndiqués et ceux-ci étaient des électeurs sur lesquels on pouvait compter. D'autre part, on tablait sur les conjonctures de la guerre mondiale et de la révolution russe qui paraissaient plus favorables que jamais à un radicalisme extrême ; et c'est seulement pour cela que les socialistes prirent part aux élections.

Le parti ouvrier n'avait pas reconnu la dissolution de la Diète l'été précédent et déclara que les nouvelles élections n'étaient pas légales. Mais il y participait néanmoins, supposant qu'on ne pouvait exiger de la nouvelle Diète qu'elle observe sous tous les rapports, comme le demandaient les manifestes, les anciens règlements légaux, mais que, contrairement aux règlements de la Diète, il voterait sim-

plement à la majorité des voix les lois fondamentales et fiscales et agirait comme une assemblée libre et constituante.

Là était le point difficile. Le peuple avait élu une Diète, mais après l'avoir élue, et obtenu la majorité socialiste qu'il désirait, cette Diète devait se muer en une assemblée constituante. Ainsi, d'une façon aussi simple qu'habile, le pouvoir aurait passé entre les mains du parti ouvrier. Toutefois la combinaison échoua. Le parti changea alors de tactique, se cramponnant avec la plus pénible exactitude aux règlements de la Diète afin de tirer le plus grand parti possible de son importante majorité.

Aussitôt que l'échec des élections fut connu, on commença sérieusement à organiser les Gardes rouges. Auparavant elles avaient été des organisations relativement libres ; elles devaient maintenant être transformées en une véritable armée. Leur but prétendu fut d'abord la défense contre la « garde des massacreurs », c'est-à-dire contre les corps de volontaires, mais elles laissèrent voir bientôt, plus ou moins clairement, leurs intentions réelles, qui étaient purement révolutionnaires.

Dans une proclamation publiée le 20 octobre les chefs des syndicats professionnels finnois s'exprimaient de la façon suivante :

« Comme la classe bourgeoise se prépare et s'arme fébrilement contre les ouvriers pour étouffer leurs revendications les plus importantes, les chefs estiment que les ouvriers doivent immédiatement et dans tout le pays, former des gardes pour leur défense et pour toutes les éventualités. »

Dès le 16 octobre, l'ancien chef du gouvernement, M. Tokoi avait laissé entendre, dans un discours tenu à *Abo,* que l'échec électoral des socialistes n'avait aucune signification décisive, car « les ouvriers avaient d'autres moyens d'agir que des bulletins de vote pour faire triompher leurs revendications ». Il s'agissait maintenant « de combattre pour la victoire de la révolution lorsque l'heure serait venue ».

Le 31 octobre l'assemblée des délégués du parti socialiste invita les Gardes qui n'étaient pas encore tout à fait organisées à « se préparer rapidement à tout événement, à réunir les forces de tous les ouvriers, car de grands événements pourraient survenir ». Le lende-

main le « Comité directeur de la Garde ouvrière » annonça : « De grands événements peuvent nous appeler plus tôt que nous le croyons et les gardes ouvrières devront alors être prêtes à remplir leur tâche, afin que nous soyons à la hauteur des circonstances. »

C'était provoquer la révolution. La révolution contre quoi ? Le mot était privé de sens, car toutes les réformes exigées par les ouvriers avaient déjà trouvé leur solution à la Diète, ou étaient près de les trouver. Mais il s'agissait d'autre chose. La plus démocratique de toutes les lois électorales venait justement d'avoir été appliquée et cette application, qui était en même temps un arrêt, se tourna contre le parti ouvrier. Aussi fallait-il exécuter un coup d'Etat grâce auquel le parti socialiste comptait reconquérir le pouvoir au mépris de la volonté populaire clairement manifestée. Le bulletin de vote ayant déçu l'espoir qu'on fondait sur lui, on recourut à « d'autres moyens d'action ». Or ceux-ci se trouvaient pour le moment aux mains d'un groupe d'hommes qui étaient les ennemis du pays. C'est avec l'aide d'une soldatesque russe dépravée qu'on voulait combattre la majorité du peuple. Ce n'était pas une révolution, c'était une trahison. Et pour quel motif se prêtait-on à cette folie ? C'était la soif du pouvoir et la griserie provoquée par les événements de Russie. En outre les masses qui suivaient les chefs socialistes avaient été excitées à tel point qu'elles ne rêvaient plus qu'à la victoire, à la conquête du pouvoir et à l'écrasement de la « bourgeoisie ».

Les procès-verbaux de l'état-major de la Garde rouge de *Tammerfors* montrent comment on procédait à l'organisation de la Garde rouge. Dans une réunion du 6 octobre, un comité fut élu pour se procurer des armes des soldats russes. En même temps, des chefs de bataillons furent désignés.

Le 10 octobre, l'état-major décida que la Garde devait être recrutée conformément à la loi sur le service militaire. Dans le nord du *Tavastland,* onze bataillons d'hommes âgés de 21 à 40 ans furent levés. Les exercices devaient commencer aussitôt.

Le 16 octobre, le recrutement fut étendu aux classes de 18 à 21 ans et une troupe spéciale formée d'hommes particulièrement sûrs et vigoureux fut formée. Les cheminots s'engagèrent à former à eux

seuls un bataillon. Une division d'observateurs fut créée et pourvue de cartes.

Le 17 octobre, quatre interprètes furent engagés (pour la coopération avec les Russes). Les soldats russes avaient offert 500 fusils à 50 marcs finnois la pièce (mais dont la valeur était de 600-800 marcs) et 125,000 cartouches. Cette offre fut aussitôt acceptée et l'on décida également d'acheter des revolvers.

C'est ainsi qu'on voulait protéger les « pauvres ouvriers affamés » contre les « bourgeois sanguinaires ». Quelques semaines plus tard on devait voir dans quel but réel on s'était procuré des fusils russes.

NOVEMBRE

Le 1er novembre, la nouvelle Diète se réunit à Helsingfors. La tâche la plus importante qui s'imposait à elle consistait à résoudre d'une manière ou de l'autre la question fort embrouillée des rapports avec la Russie. Des pourparlers à ce sujet eurent lieu d'une part entre les différents groupes parlementaires, d'autre part entre ceux-ci et le gouverneur-général Nekrasof, le représentant du gouvernement provisoire russe en Finlande. Mais tandis qu'on attendait l'ouverture solennelle de la Diète, on pouvait suivre dans les journaux le développement de la situation intérieure. Quelques extraits en donneront une idée.

Le 1er novembre, les journaux relataient ce qui suit : Six soldats russes ont opéré une perquisition dans un comptoir d'Helsingfors ; ils ont arrêté deux personnes qu'ils ont incarcérées. Motif : une dénonciation anonyme relative à un dépôt d'armes qui n'existait pas. — A Wiborg, des cosaques se sont jugés blessés par un entrefilet paru dans un journal local. Ils ont empêché le journal de paraître et menacé d'arrêter et de cravacher ses rédacteurs. — A Helsingfors, un marin en état d'ébriété a brisé les fenêtres d'un tramway en y lançant des pavés. — Une sentinelle russe a tué un jeune Finlandais qui n'avait pas réussi à arrêter à temps son cheval. — Dans la banlieue d'Helsingfors, des soldats russes ont procédé, pour des motifs inconnus, à l'arrestation de deux personnes habitant dans une villa.

Le 2 novembre : A la suite d'une échauffourée causée à la gare de Tammerfors par des soldats ivres, le train subit un retard de deux heures. — Vingt soldats font irruption dans la rédaction du journal *Kaskö Tidning* et y font une perquisition. Motif : une femme a dit à un soldat que ce journal cachait des armes. La perquisition n'a donné aucun résultat. — Une jeune fille a été violentée par deux soldats. — Dans son domaine d'Aminne, le comte Armfelt reçoit la visite de six marins armés arrivés en automobile qui bousculent un gardien et pénètrent dans le bâtiment principal dans l'intention avouée par eux de « tuer et de piller ». Ils se retirent cependant en voyant que la maison est gardée. — Dans une fabrique de la plaine, la police interroge un individu suspect. Cela déplaît aux ouvriers qui arrêtent l'agent de police, ainsi qu'un sergent. Les agents de police reçoivent l'ordre de ne plus mettre désormais le pied sur le territoire de la fabrique. — A Wiborg, le Conseil des soldats interdit à un journal qui ne lui agrée pas, de paraître pendant toute la durée de la guerre et menace d'appliquer la force. — Le procurateur de Finlande, dans un message adressé au gouverneur général, le prie de faire éloigner du pays les troupes russes complètement indisciplinées.

Le 3 novembre : Devant le tribunal d'Abo ont lieu les débats d'une action pénale intentée à six personnes accusées d'avoir volé du beurre. La salle est envahie soudain par cinquante marins russes, bayonnette au canon, qui entourent le juge et les prévenus. Deux matelots se placent à gauche et à droite du procureur général et braquent sur lui leurs revolvers. Sous la menace des fusils et des revolvers, le tribunal reçoit l'ordre de relaxer les prisonniers. Comme la cour garde le silence, les soldats délivrent eux-mêmes les prévenus, saisissent tous les documents du tribunal et s'en vont avec les six voleurs enchantés de cette aubaine. — Deux soldats entrent dans une boutique, jettent la marchande à terre et emportent le contenu de la caisse. — Un instituteur de l'école primaire et sa femme, se promenant sur la route, essuyent sans motif des coups de feu. Ils se réfugient dans la forêt, où les soldats qui les pourchassent tirent sur eux une centaine de coups de feu. — Le soir, en plein centre de la ville d'Helsingfors, un monsieur est assailli par derrière par deux matelots

qui lui enfoncent un couteau dans la poitrine. Il est sauvé par un livre qu'il portait dans une poche.

Les journées du 4 au 7 novembre sont marquées par les incidents suivants : Une rixe se produit au cours d'un bal populaire, accompagnée de coups de couteaux et de revolvers. — Des soldats ont saisi un stock de 3000 kilos d'étain. Lorsque le propriétaire du stock se présente, les soldats veulent d'abord l'arrêter. L'homme se réfugie dans une maison, on tire sur lui et il répond à la fusillade. La maison est alors cernée, l'homme est appréhendé et transporté, ligoté, dans la caserne russe. — Un soldat ivre tire quelques coups de feu à travers une fenêtre. Les balles vont se loger dans le mur, juste au-dessus du lit d'un enfant endormi. Le soldat se livre ensuite à une fusillade en règle dans les rues et met en miettes une quantité de vitres. — Sept perquisitions domiciliaires infructueuses sont opérées par des soldats russes. — Des soldats cambriolent une école populaire et une fabrique. — A 3 heures après-midi, un citoyen d'Helsingfors qui venait précisément de retirer une forte somme d'argent dans une banque, est assailli dans le centre de la ville par des matelots russes qui le traînent dans une allée, l'assomment de coups et le dépouillent lorsqu'il est évanoui. — Une prostituée est arrêtée pour vol. Des soldats russes réclament sa mise en liberté immédiate, faute de quoi ils la délivreront de vive force. — Le gouvernement, qui a fait des efforts énergiques pour réorganiser la police régulière, si nécessaire à Helsingfors, est informé par une députation de soldats russes que les troupes en garnison à Helsingfors empêcheront par la force des armes toute tentative faite dans ce sens. — Il ressort du procès-verbal d'une assemblée de soldats publié dans un journal russe que les soldats ont entrepris des voyages en Russie, afin d'y chercher des armes pour les ouvriers finlandais.

* * *

La situation manquait d'agrément. Derrière les perquisitions et les arrestations auxquelles procédaient les soldats russes, il y avait le parti ouvrier qui, n'étant pas encore prêt à intervenir ouvertement, se contentait pour le moment de terroriser continuellement les

« bourgeois » en laissant commettre toutes ces violences militaires. Mais de cela, les bourgeois ne se rendaient pas compte. Ils croyaient en effet que la conduite des soldats russes était dictée par une sorte de phobie des espions et des agents allemands et que c'était leur crainte d'une opération des troupes allemandes contre Petrograde, le « cœur de la Révolution », qui les faisait agir comme ils faisaient. On avait une trop bonne opinion de ses compatriotes pour voir les choses telles qu'elles étaient, à savoir que le plus grand parti politique du pays trahissait la Finlande en complotant avec des bandes de soldats dépravés.

Nous trouvons une preuve convaincante de la bonne foi qui subsistait d'un côté et, d'un autre côté, de la félonie du parti ouvrier dans les procès-verbaux des séances de l'état-major de la Garde rouge de Tammerfors. Le 6 novembre, les conseillers municipaux prient la Garde rouge de déléguer quelques représentants afin de discuter une action commune en ce qui concerne les corps de volontaires. Cette demande est repoussée. Le 8 novembre, les conseillers municipaux envoient une nouvelle lettre : des nouvelles arrivées d'Esthonie parlent d'excès affreux commis par les soldats russes ; en conséquence, les conseillers municipaux supplient encore une fois la Garde rouge d'envoyer des délégués pour les pourparlers à entamer avec le corps de volontaires, afin de pouvoir concerter des mesures à prendre en commun au cas où les troupes russes de Finlande suivraient l'exemple des militaires d'Esthonie. D'après le procès-verbal, l'état-major de la Garde rouge répond cette fois qu'il n'y a pas lieu de craindre des désordres quelconques de la part des Russes et qu'il n'existe entre les bourgeois et les ouvriers aucune possibilité de collaborer. En même temps, l'état-major envoie deux représentants accompagnés d'interprètes à une réunion de soldats russes qui avait lieu en ce moment et qui « discute la question des armes à nous procurer ». Cette mission est couronnée de succès : les armes arrivent. Il convient de noter que l'état-major de la Garde rouge dépendait du Comité exécutif du parti ouvrier et que ce dernier — ainsi qu'il appert de plusieurs passages du procès-verbal — a aussi négocié directement avec les Russes l'acquisition d'armes.

Ce petit épisode est très caractéristique. Du côté bourgeois, on envisageait encore la Garde rouge du parti ouvrier avec tant d'optimisme qu'on la croyait prête à défendre le pays si c'était nécessaire, alors qu'en réalité elle collaborait déjà activement avec les révolutionnaires russes et s'armait de concert avec eux contre des compatriotes tout en leur affirmant qu'il n'y avait aucun danger.

Un autre acte de violence commis dans les premiers jours de novembre provoqua une sensation particulière non seulement parce qu'il coûta la vie à plusieurs personnes, mais aussi parce qu'il montra à quelles énormes difficultés pratiques s'achoppait la garde civique.

Le 9 novembre, une cinquantaine de matelots armés arrivèrent en train et en automobiles aux abords du domaine de Mommila, dans la province de Tavastland. Le propriétaire, M. Kordelin, « conseiller d'agriculture », avait précisément la visite de parents et d'amis, au nombre d'onze messieurs et onze dames. Prévenus par téléphone de l'arrivée soudaine des militaires, ils demandèrent qu'on leur envoyât quelques volontaires de la ville la plus proche. On leur envoya sept hommes. Le lendemain matin, les soldats russes envahirent la propriété, coupèrent la ligne téléphonique, capturèrent les gardiens et se mirent en devoir de fouiller la maison. Il apparut que quatre ou cinq matelots étaient en réalité des Finlandais qui avaient revêtu des uniformes russes et que deux de ceux-ci étaient des individus très mal famés dans la contrée. Au cours de la « perquisition », des montres d'or, des bagues, des bracelets, des vêtements et d'autres objets encore disparurent. Puis les matelots s'assirent à la table sur laquelle était servi le déjeuner, qu'ils dévorèrent de bon appétit. Lorsqu'on leur demanda pourquoi ils commettaient cet acte de brigandage, ils invoquèrent les motifs les plus variés, prétextant qu'ils étaient à la recherche de céréales, d'armes ou d'espions allemands, tout cela suivant les circonstances. Lorsque la maison eut été fouillée de fond en comble, les onze hôtes masculins de M. Kordelin furent arrêtés, afin d'être conduits à Helsingfors.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de cet incident s'était répandue et trente hommes de la Garde civique de Lahti, ville du voisinage, se rendirent à Mommila afin de se rendre compte *de visu* de ce qui

s'y passait. Sur la route, à quelques kilomètres du domaine, ils croisèrent une automobile bondée de matelots armés, suivie de divers véhicules transportant les onze prisonniers surveillés par des marins. Le chef des Gardes civiques fit signe à l'automobile de s'arrêter et demanda aux soldats ce qu'ils avaient l'intention de faire. Pour toute réponse, ceux-ci ouvrirent le feu, et aussitôt commença une vive fusillade qui dura quarante minutes. Les prisonniers des Russes s'enfuirent dans la forêt ; mais deux d'entre eux, M. Kordelin, et l'ingénieur Petterson, directeur d'une grande fabrique, furent tués par leurs gardiens avant même d'avoir tenté de fuir. Les coups de feu furent tirés par un matelot qui se tenait derrière eux et qui était manifestement un Finlandais déguisé en marin russe. Une bague de prix que M. Kordelin portait au doigt disparut et fut retrouvée quelques mois plus tard lorsqu'un soldat russe d'infanterie voulut la vendre. Dans ce combat en règle, deux Gardes civiques, un photographe et un garde-chasse furent tués ; il y eut plusieurs blessés. Les Russes s'enfuirent de tous côtés et quelques-uns d'entre eux furent capturés plus tard, mais remis naturellement en liberté dès qu'ils furent livrés aux autorités militaires. Ensuite, la Garde civique d'Helsingfors se transporta sur les lieux, ce qui provoqua une grande agitation parmi les troupes russes. Elles occupèrent le nœud de voies ferrées de Riihimäki, ouvrirent le feu, dans leur affolement, sur un train de prisonniers allemands invalides et envoyèrent à Mommila 400 hommes armés de fusils et de mitrailleuses. Pour éviter de plus grands combats, la Garde civique d'Helsingfors se retira.

M. Kordelin était un homme extrêmement riche. Il avait fait un testament par lequel il laissait toute sa fortune de plus de 40 millions de marcs à diverses sociétés et institutions servant à l'instruction populaire. On espérait que les tragiques événements de Mommila ouvriraient les yeux des ouvriers et les convaincraient de la nécessité de s'unir aux bourgeois pour agir en commun contre les excès russes et les bandits finlandais. Tous les journaux exprimèrent l'espoir que les Gardes civiques et les Gardes rouges allaient désormais défendre de concert la tranquillité et la sécurité.

* * *

On pouvait d'autant plus nourrir de telles espérances qu'à la suite des événements de ce jour, la Finlande s'était détachée en fait de la Russie. Le 7 novembre avaient éclaté à Petrograde les troubles bolchévistes et le gouvernement provisoire avait été renversé. La Russie était privée de gouvernement, car le pouvoir des Soviets n'était reconnu que par les bolchéviks, et il était clair, en tout cas, que le pouvoir exercé par l'empereur en sa qualité de grand-duc de Finlande ne pouvait pas passer incontinent à un comité russe qui s'était emparé du gouvernement par la violence. La Finlande devait donc prendre en mains ses propres destinées.

Le pays vivait une des plus grandes heures de son histoire. La désagrégation de la Russie était maintenant si avancée qu'il était désormais loisible à la Finlande de suivre entièrement sa propre voie et de montrer qu'elle était vraiment une nation d'une civilisation moderne, capable de maintenir son rang parmi les Etats de l'Europe.

Mais le parti ouvrier ne l'entendit pas de cette façon. Le 8 novembre, la Diète devait déjà, conformément aux anciens usages gouvernementaux, choisir un lieutenant-général de l'Empire pour la Finlande. En présence de la dispersion des partis, la présidence de la Diète pensa qu'il était plus indiqué de proposer la création d'un Comité de lieutenance-générale composé de trois personnes. Le parti ouvrier fit une contre-proposition renfermant un programme de complet bouleversement social et demandant notamment de confirmer la fameuse loi dite « du pouvoir », qui avait entraîné la dissolution de l'ancienne Diète. En conséquence, ce parti était toujours d'avis, ainsi que le proposait cette loi, de confier toutes les affaires militaires et de politique extérieure à un gouvernement russe inexistant. Finalement, après mille difficultés, il fut décidé que le pouvoir suprême serait exercé en Finlande par la Diète. [1]

Cependant, le parti ouvrier s'était avisé qu'il était temps de se

[1] On trouvera un tableau très clair des événements extrêmement mouvementés qui se succédèrent en 1917 à la Diète dans les deux brochures écrites en suédois par le baron R.-A. Wrede : *Självständighetsfragan och Finlands landtdag* (La question d'indépendance et la Diète) et *Andra landtagen och Finlands självständighet* (La seconde Diète et l'indépendance de la Finlande). — Chez Sœderstrœm & Cie, Helsingfors.



servir des « moyens extra-parlementaires » qu'il avait mainte fois menacé d'employer. Le 13 novembre à minuit, il proclama la grève générale dans tout le pays et sa première mesure fut d'occuper les imprimeries de tous les journaux bourgeois, de sorte qu'aucun journal du matin ne put paraître le 14 novembre. A partir de ce moment, la Garde rouge entra en scène.

Pour quels motifs les socialistes se livraient-ils si soudainement à cette manifestation ? Les revendications qu'ils énonçaient dans leur proclamation de grève n'élucident pas cette question. Ils y demandaient un règlement radical du problème de l'alimentation et du chômage conformément aux directives établies par le parti, la confirmation de la loi dite « du pouvoir », de la loi sur la journée de huit heures et de la loi extrêmement radicale sur les élections communales, ainsi que des garanties pour les assurances-vieillesse, pour l'imposition des gros revenus et des bénéfices de guerre, pour l'affranchissement des petits fermiers, l'extension du droit de vote aux citoyens âgés de vingt ans et la convocation d'une Assemblée constituante.

Il est difficile d'apercevoir quelle influence heureuse une grève générale pouvait avoir, par exemple, sur l'importation de vivres ou sur le chômage, et on ne saisit pas pourquoi le moment était venu de réclamer maintenant la « loi du pouvoir » qui prévoyait une solution si insuffisante de la question des rapports de la Finlande et de la Russie. On soupçonnait généralement, non sans raison, que le but réel de la grève était tout autre que celui qui était indiqué dans la proclamation socialiste et que celle-ci n'était qu'un trompe-l'œil. On commença à s'en rendre compte en constatant que la grève ne cessa pas lorsque la Diète eut voté les deux lois dont l'application était possible (celles sur la journée de huit heures et sur les élections communales), mais seulement quelques jours plus tard, bien qu'à ce moment aucune des nombreuses autres revendications socialistes n'eût été acceptée. Le but réel de la grève ressort aussi du fait que le mouvement était dirigé par un comité qui portait le nom de « Conseil central révolutionnaire ». C'était donc bien une révolution que l'on voulait provoquer. Enfin, la déclaration enregistrant la cessation de

la grève contenait un passage qui est un aveu : « La classe bourgeoise de la Finlande, y disait-on, n'a pas encore été forcée de s'agenouiller devant la classe ouvrière. » Mais on ajoutait aussitôt, en guise de consolation et de promesse : « La grève générale est terminée, mais la Révolution continue. »

Des documents datant des journées précédant la grève générale nous permettent maintenant de nous faire une idée du but véritable des chefs socialistes. Le 9 novembre se réunit à Abo un comité choisi par « l'organisation socialiste communale ». La tâche de ce comité devait consister à diriger la « future grève » (dans le procès-verbal, on peut lire, ajoutés au-dessus de la ligne, les mots suivants : « ou la révolution »). L'assemblée désigna deux personnes qui devaient se rendre avec un interprète à la réunion simultanée du « Comité exécutif » russe et du Comité bolchéviste, afin d'y délibérer les mesures communes à prendre lors de la future révolution. La séance fut suspendue jusqu'au retour des émissaires et reprise à minuit. A la reprise, deux représentants du Comité exécutif russe étaient présents.

Voici un extrait du procès-verbal :

Les camarades russes firent part de leurs projets, puis nous exposâmes la situation de notre point de vue. Nous tombâmes d'accord que le signal de la lutte devait être annoncé par trois coups de canon (d'abord un premier, puis, après un intervalle, deux autres se succédant rapidement). Les Russes dirent qu'ils ne s'opposaient pas à ce que les nôtres choisissent l'Hôtel Phœnix comme quartier général, à l'exception des pièces déjà occupées par le Comité de soldats russes. On communiqua aux Russes que, cette nuit encore, nous allions élaborer un plan stratégique pour la conquête de la ville. Ce plan sera ensuite soumis aux Russes.

Le lendemain, l'assemblée discuta ce « plan stratégique » et l'approuva avec quelques légers amendements, après quoi il fut envoyé aux soldats russes. On arrêta également une liste spéciale de notables bourgeois qui devaient être arrêtés dès le déclenchement de la révolution et l'on décida que tous les « points centraux » de la localité devaient être occupés.

A Tammerfors, la grève fut aussi préparée de concert avec les Russes. On se répartit la besogne : les Russes devaient rechercher

toutes les armes et occuper les télégraphes, tandis que la Garde rouge finlandaise se chargeait du reste.

Il apparaît donc clairement que la grève générale de novembre n'avait pas d'autre but que de mettre en train la « révolution » dont le signal avait déjà été donné jadis. Le moment était désormais venu d'agir : les bolchévistes étaient maîtres du gouvernement en Russie, ils devaient aussi le devenir en Finlande. Le parti ouvrier finlandais voulait jouer son rôle dans la grande révolution et s'emparer du pouvoir dans son pays. Comparées à cela, les conséquences que cette manière d'agir devaient avoir pour l'ensemble du pays ne comptaient pas. Il semblait que les socialistes eussent perdu déjà tout sens de la responsabilité, toute notion de la légalité, d'ordre, de civilisation, et fussent acculés à la trahison, à la guerre civile et à l'anarchie.

La grève montra de quoi la Garde rouge était capable. Pendant plusieurs jours de suite, les armes russes affluèrent à la Maison du Peuple, puis les « Gardes ouvrières » se présentèrent complètement armées et équipées. Elles se répandirent dans la ville et fermèrent de vive force les magasins. Elles occupèrent le poste de police, compulsèrent le registre des criminels et détruisirent les portraits de 31 criminels qui devinrent dès ce moment les hommes de confiance de la Garde. Parmi eux, il y avait huit assassins. Une quantité de perquisitions furent opérées, et rien qu'à Helsingfors on arrêta environ deux cents personnes, notamment le préfet d'Abo. Des patrouilles déambulaient sans cesse dans les rues et tiraient des salves de temps à autre « pour maintenir l'ordre ».

Ce n'est pas tout. Sur l'ordre du « Conseil central révolutionnaire » les dix-huit bandits d'Helsinge dont nous avons parlé plus haut, furent élargis de la prison provinciale d'Helsingfors où ils étaient incarcérés. Après avoir été, à la Maison du Peuple, armés aux acclamations de la populace, ils s'empressèrent de retourner chez eux et ils commencèrent leurs exploits. Tout d'abord ils se ruèrent chez un instituteur primaire, dont ils fouillèrent le logis. N'ayant rien trouvé, ils traînèrent le malheureux dans la cour et le fusillèrent, après quoi ils s'en allèrent avec de grands éclats de rire. Ils en voulurent aussi au chef de police du district ; ils lui tirèrent dessus au

moment où il allait au-devant d'eux dans son escalier et il fut grièvement blessé. Poursuivant leur chemin, les bandits rencontrèrent un propriétaire foncier qui se promenait en voiture, et l'assassinèrent. Le propriétaire était accompagné d'un jeune négociant qui réussit à fuir. Le lendemain matin, ce fâcheux témoin de leur crime fut appréhendé chez lui et abattu d'une balle par les misérables.

Voici ce qui se passa au domaine de Hertonäs : M. Bergbom, le propriétaire, un vieillard de 69 ans, était en train de déjeuner lorsque survinrent des Gardes rouges qui crièrent : « Levez les mains ! ». M. Bergbom, qui était sourd, se tourna vers sa femme et lui demanda : « Qu'est-ce qu'ils disent ? » Au même moment on entendit un coup de feu et le vieillard s'effondra à terre, la tête traversée d'une balle. Comme si de rien n'était, les « gardiens de l'ordre » se mirent à chercher des armes qui, naturellement, n'existaient pas. En procédant à leurs investigations, ils entrèrent dans une chambre où se trouvait un agent de police en service privé, entouré de sa femme et de ses enfants. Les Rouges lui intimèrent l'ordre de les suivre, sans se soucier des supplications de sa famille qui se pendait à ses vêtements pour l'empêcher de partir. « On te le rendra, ton mari ! » dirent les Rouges pour consoler la pauvre femme. Une demi-heure plus tard, la porte s'ouvrit, un cadavre fut jeté dans la pièce et l'on entendit une voix qui criait du dehors : « Le voilà, ton mari ! »

Dans une villa isolée des environs de Helsingfors, la veuve Sahlstrœm vivait avec ses cinq jeunes fils. Ils ne s'imaginaient pas qu'ils pouvaient être l'objet de la haine ou de la méfiance du « peuple ». N'empêche qu'un matin à 7 heures, un coup de feu venant de la forêt les ayant effrayés, ils virent par la fenêtre que le chien de garde gisait dans la cour, privé de vie. Au même moment on heurta à la porte d'entrée. Le fils aîné, Gunnar, alla ouvrir. A peine avait-il passé sa tête à travers l'entre-bâillement de la porte qu'une salve retentit, et le jeune homme roula dans la cour, blessé mais encore vivant. Les Gardes rouges s'approchèrent et l'achevèrent à coups de baïonnettes. Madame Sahlstrœm s'élança alors hors de la maison avec un autre de ses fils, Ragnar, qui était encore en chemise de nuit. Dès que l'adolescent se montra, il fut aussi accueilli d'une salve de coups de fusils et

s'écroula sur le cadavre de son frère. Puis les bandits envahirent la maison, où ils trouvèrent les deux frères cadets ; le plus âgé des deux avait quinze ans. Un fusil fut dirigé sur lui, mais la mère désespérée se mit en travers et la balle manqua son but. Les brutes ne s'éloignèrent que lorsqu'ils eurent fouillé toute la maison sans y trouver les armes qu'ils cherchaient. Mme Sahlstrœm les supplia, avant leur départ, de l'aider à rentrer les cadavres de ses deux fils assassinés dans la cour, qui baignaient dans leur sang. On ne lui répondit que par des rires grossiers, et lorsque la malheureuse femme les pria de s'écarter au moins de sa vue, ils dirent qu'ils voulaient rester « pour garder la maison ». Pour la garder contre qui ? On se le demande.

La grève dura une semaine. Dans ce court espace de temps, trente-quatre personnes furent assassinées par les Rouges « gardiens de l'ordre ». Il y eut en outre de nombreux blessés et plusieurs personnes arrêtées furent dans les prisons l'objet de graves sévices. De très grandes valeurs furent perdues au cours des perquisitions et par la prétendue « saisie » de diverses marchandises. Des objets d'or et d'argent disparurent, des caves furent pillées. A Abo, on vola 60,000 marcs dans la caisse de l'Office d'alimentation et un stock de sucre fut distribué au « peuple révolutionnaire ».

* * *

On donna l'ordre de cesser la grève générale lorsqu'on constata qu'elle n'aboutissait à rien. Ce n'était en somme qu'un écho prématuré de la révolution bolchéviste de Petrograd ; mais, dès le début, on avait créé une équivoque en établissant un programme officiel de revendications à présenter au gouvernement et à la Diète, tandis qu'une véritable révolution supposait le renversement de ces deux institutions.

La grève générale cessa avec la déclaration que « la vaillante Garde rouge de la classe ouvrière serait maintenue à l'avenir comme organisation » et que « la révolution continuait ». Dans les procès-verbaux de la Garde rouge de Tammerfors, on désigne la période succédant à la grève générale comme un armistice, pendant lequel

la Garde doit être remaniée et amenée à un état de parfaite préparation militaire.

Bien des indices permettent de supposer que la grève révolution naire fut déclenchée à la suite d'un signe venu directement de Russie. A Pétrograd, Lénine et ses amis n'étaient pas encore tout-à-fait en selle, et d'autre part, leurs plus fidèles partisans étaient les marins de la flotte de la Baltique à Helsingfors. Si les bolchéviks avaient dû abandonner la capitale russe, la ville d'Helsingfors aurait donc été tout indiquée pour les recueillir. Il est permis de croire — et certains incidents des préparatifs de la grève corroborent cette hypothèse — que le terrain devait être préparé en Finlande afin de faire d'Helsingfors un sûr refuge du bolchévisme, d'où le travail pour la révolution mondiale pourrait être dirigé aussi bien et même mieux que de Pétrograd. Toutefois, c'est là une hypothèse qui ne peut être prouvée, — du moins pour le moment.

Lorsque la grève éclata, le pays était complètement privé de pouvoir suprême et le gouvernement s'abstenait de toute activité. La caisse de l'Etat était vide et la crise alimentaire avait atteint son point culminant. La situation de la libre Finlande n'était guère enviable.

Du moment que la Diète avait assumé le pouvoir suprême, elle devait s'occuper de former un gouvernement. Le parti ouvrier déposa une proposition tendant à la création d'un Sénat entièrement «rouge », à condition qu'une amnistie générale soit décrétée pour les crimes commis pendant la grève. C'était là une condition qu'on ne pouvait accepter, et l'on choisit un gouvernement exclusivement bourgeois, présidé par M. Svinhoufvoud.

On parlait beaucoup à cette époque d'une scission dans le parti ouvrier. Plusieurs de ses membres les plus en vue, disait-on, commençaient à perdre leur admiration pour l'anarchie russe et à comprendre que si la révolution bolchéviste gagnait la Finlande, ce serait la ruine du pays. Et il est hors de doute qu'on s'apercevait à divers indices que la semaine de grève, avec les conséquences plutôt fâcheuses qu'elle avait eues pour le parti, avait pour effet de calmer quelque peu les esprits. Mais ce dégrisement ne pouvait aboutir à rien de positif du moment qu'on avait déchaîné la Garde rouge et proclamé

la continuation de la révolution. Ceux qui refusaient de marcher avec les autres durent se contenter de garder le silence ou de protester faiblement, et ils se retirèrent à l'écart. Malgré la majorité bourgeoise de la Diète, malgré un gouvernement purement bourgeois et en dépit des objections d'une partie des socialistes, le pays était maintenant livré à deux grandes organisations anarchistes et terroristes : l'armée russe en dissolution et la Garde rouge.

La première tâche qui incombait dès lors au gouvernement était le rétablissement de l'ordre ; mais il se heurta à des obstacles presque insurmontables. La police régulière, on le sait déjà, avait disparu, et elle avait été remplacée par une milice communale se trouvant sous la dépendance du parti ouvrier. Cette police ne tarda pas à être obligée de se soumettre entièrement aux exigences de la Garde rouge. Il s'agissait donc de créer un organisme nouveau, une milice vraiment nationale et indépendante de tout parti. Avant de pouvoir résoudre cette question — dont la solution positive abordée en janvier à la Diète fut le signal de la grande émeute, — les corps de volontaires devaient être renforcés et armés. Pendant la grève, l'école de police des environs de Borga, mentionnée précédemment, avait été prise d'assaut par une grande troupe de Gardes rouges et de matelots russes. Les recrues de l'école avaient pris la fuite et le personnel des cuisines avait été massacré. Quant aux chevaux, ils causèrent beaucoup d'embarras aux Gardes rouges et ceux-ci s'avisèrent plus tard d'un moyen très pratique de s'en débarrasser : ils les offrirent au gouvernement contre deniers comptants ! Il fallut donc tout recommencer à nouveau et l'on choisit la province d'Oesterbotten comme centre de la nouvelle institution.

Mais le gouvernement avait encore à remplir d'autres tâches tout aussi importantes. Il fallait sauvegarder l'indépendance de la Finlande, se procurer des denrées alimentaires et remettre de l'ordre dans les finances. On le voit : le champ d'activité était vaste. Il réclamait tous les instants des ministres, et pendant ce temps, les Gardes rouges et leurs acolytes russes pouvaient se livrer en toute liberté à leurs fantaisies.

Après la grève, la Garde rouge s'évertua surtout à soustraire à

leur châtiment tous ceux de ses membres qui avaient commis des crimes. Elle y réussit parfaitement. On ne put mettre la main sur aucun des meurtriers et des pillards qui s'étaient illustrés pendant la semaine de grève. Seul un voleur fut arrêté deux fois par des détectives et remis deux fois en liberté par ses compagnons. En outre, les Gardes rouges eurent soin de « maintenir les conquêtes de la révolution » en gardant en prison les prisonniers qu'ils avaient faits. Les préfets d'Helsingfors et d'Abo étaient incarcérés chacun dans une cellule. A Abo, les Rouges avaient aussi occupé le tribunal des échevins et la Cour supérieure de justice, de sorte que ces deux tribunaux étaient dans l'impossibilité de travailler.

Les Gardes rouges trouvèrent bientôt un nouveau genre d'activité. Ils eurent l'insolence de réclamer aux autorités des villes et des communes une indemnité pour le maintien de l'ordre pendant la grève ! A Abo, ils exigèrent le paiement d'un demi-million, en menaçant de piller la ville en cas de refus. On eut la faiblesse de céder. A Helsingfors, ils demandèrent un million, à Tammerfors seulement cent mille marcs, et ainsi de suite. C'était un chantage éhonté. En même temps, les ouvriers se mirent à réclamer des patrons leurs salaires pleins pour les journées de grève.

DÉCEMBRE

Telle était la situation lorsqu'on arriva au mois de décembre. Dès le matin du 1er décembre, les lecteurs de journaux eurent une nouvelle surprise. Sept hommes armés, vêtus d'habits civils, avaient convoyé en Finlande deux vagons de marchandises complètement remplis d'armes. Après s'être opposés à toute investigation, ils avaient veillé à ce que les deux vagons fussent acheminés vers les villes de Kouopio et de Lahti, où ils furent déchargés et où leur contenu fut transporté sous escorte dans la maison des associations ouvrières.

C'était le premier des nombreux transports d'armes de Russie qui devaient se succéder dans le courant du mois. La Garde rouge avait pris goût au sang ; mais les fusils dont elle s'était servie pendant la grève générale lui avaient pour la plupart été prêtés par les Russes

et devaient être rendus. Bien loin d'en exiger la reddition, les bolchévistes russes, qui proclamaient dans toutes leurs assemblées le droit de libre disposition des peuples et qui avaient tout particulièrement souligné le droit de la Finlande à l'indépendance, eurent l'amabilité d'envoyer des quantités d'armes et de munitions à la Garde rouge dont le programme était d'anéantir précisément le parti qui prenait vraiment à cœur le droit de libre disposition. Les autorités des douanes et des chemins de fer protestèrent de toutes leurs forces contre ces importations d'armes, mais elles étaient impuissantes. C'est ainsi que les Russes purent distribuer des armes à la Garde rouge dans tout le pays. Et ces armes n'étaient pas seulement des fusils et des cartouches, mais aussi des mitrailleuses, au nombre d'au moins une centaine. Comme les troupes russes disposaient encore d'une importante artillerie, et qu'elles collaboraient étroitement avec les Rouges, on conçoit qu'une grande angoisse étreignît tous les Finlandais patriotes lorsqu'ils songeaient à l'avenir.

On espérait toutefois, avec un optimisme qui devait se révéler exagéré, que le changement survenu dans la situation extérieure du pays exercerait aussi une influence heureuse sur la solution des problèmes intérieurs.

Le 4 décembre, le gouvernement proclama solennellement, en présence de la Diète, l'indépendance et la neutralité de la Finlande. Une note devait être adressée immédiatement aux puissances étrangères pour les prier de reconnaître l'autonomie de la Finlande. En ce qui concerne la Russie, la question devait être soumise à l'Assemblée constituante, lorsqu'elle se réunirait. On passa par dessus le gouvernement bolchéviste, que l'on ne considérait pas comme un gouvernement légal, puisqu'il n'était pas reconnu par tout le pays. Une fois que la Finlande aurait été reconnue comme un Etat autonome et séparé de la Russie, on présumait que le départ des troupes russes s'ensuivrait de lui-même. Comme, d'autre part, les bolchévistes voulaient rapidement conclure la paix et avaient commencé la démobilisation de l'armée aussitôt après l'armistice, il semblait que les troupes russes ne dussent plus demeurer longtemps en Finlande. Une fois que celles-ci auraient vidé les lieux, il n'était plus impossible de rétablir

l'ordre, car, privée de leur appui la Garde rouge viendrait sans doute à résipiscence.

Mais, en dépit de ces prévisions optimistes, les actes de violence continuèrent sans interruption. Le 4 décembre, les conseillers municipaux de Tammerfors furent enfermés par des bandes d'ouvriers qui réclamaient une augmentation de salaires et qui refusèrent de relâcher leurs prisonniers tant qu'ils n'auraient pas accepté leurs conditions. Après deux jours de captivité, les conseillers furent remis en liberté au milieu des cris de menace de la foule, et l'un d'eux fut blessé d'un coup de couteau. Un fait caractéristique se produisit à cette occasion. Comme les assiégeants, qui n'étaient qu'un ramassis de voyous, pour la plupart d'anciens travailleurs aux fortifications, avaient agi sans l'autorisation de la Garde rouge, celle-ci décida dans une assemblée, en sa qualité de « gardienne de l'ordre », de prendre sous sa protection les conseillers municipaux ; mais on vit bientôt, après une courte discussion, comment cette prétendue protection devait être exercée. La Garde rouge s'avisa de libérer les municipaux s'ils acceptaient toutes les conditions des ouvriers. En cas contraire la Garde rouge considérait les conseillers municipaux comme destitués de leurs fonctions, et il devait leur être interdit dorénavant de se réunir sans la permission de la Garde rouge. Au cours de la même assemblée, le corps de milice (police) de la ville déclara désirer collaborer étroitement avec la Garde et éliminer de ses rangs tous les éléments « indésirables ». Plus tard, les ouvriers de Tammerfors réclamèrent le paiement total de leurs salaires pour les deux jours pendant lesquels les autorités municipales avaient été enfermées.

Ce fut ensuite le tour des conseillers municipaux de Viborg, qui furent enfermés pendant une nuit. Puis ce fut celui des édiles de Kotka. Mais avec ces derniers, on innova. Un groupe d'ouvriers alla les chercher chacun à son domicile et les conduisit de vive force à l'Hôtel-de-Ville, où on les somma d'accorder sur-le-champ un crédit de 150,000 marcs à la Garde rouge. C'était le 11 décembre. Le 9 décembre la milice s'était mise en grève et la ville était privée de police. Les conseillers municipaux furent privés de nourriture jusqu'au soir du 12 décembre. Toutes les fabriques et toutes les autorités

de la ville cessèrent de travailler en guise de protestation. Pendant ce temps, des Gardes rouges et des soldats russes montaient la garde et procédaient à des perquisitions et à des arrestations. Finalement, les municipaux cédèrent aux exigences des Rouges pour ne pas aggraver la situation, et furent remis en liberté.

Les conseillers municipaux de Björneborg furent enfermés le 13 décembre et élargis le 14.

Les mêmes scandales se produisirent dans tout le pays ; mais c'est à Abo que la dictature de la populace atteignit son point culminant. Dans aucune ville la connivence entre les Russes et les Rouges ne fut aussi étroite et les éléments douteux de la rue ne jouèrent un rôle aussi actif. La populace d'Abo, qui avait eu à souffrir une infinité de menaces et de brutalités, languissait sous un régime de terreur et son courage était à bout. Ce qui, naturellement, ne faisait qu'accroître l'audace et l'insolence des Rouges. Ceux-ci s'étaient emparés du poste de police et avaient créé leur propre police. Comme elle était plus qu'insuffisante, les autorités municipales jugèrent de leur devoir de faire entendre leur voix. Mais les Rouges s'y refusèrent ; ils étaient très satisfaits de leur police et demandaient qu'elle fût rétribuée par la ville. On s'y résigna une ou deux fois, mais comme les prétentions de la milice rouge augmentaient sans cesse, les autorités estimèrent nécessaire de refuser une fois le paiement de sa solde et d'inviter les Rouges à négocier. Les Rouges répondirent à cette proposition par la grève de la milice et en menaçant de mettre la ville dans un état d'insécurité dont on ne saurait prévoir les conséquences.

Le samedi 15 décembre, les hommes de la milice furent retirés et, le dimanche soir, on lâcha la populace, afin de montrer ce qu'on était capable de faire lorsqu'on voulait. Des bandes de malandrins et d'apaches, auxquels se mêlaient de nombreux soldats russes, se ruèrent vers le centre de la ville où elles se mirent à piller les boutiques. Les vitrines furent défoncées, les magasins démolis, et les marchandises, hâtivement jetées dans des sacs, furent emportées sur des charrettes ou autrement. Les pillages durèrent toute la nuit, tandis que la milice se réjouissait de la réussite de sa grève. Lundi, la Garde rouge occupa le bâtiment des postes, les banques, etc. Dans la

soirée les pillages reprirent de plus belle. Dans la journée de mardi arrivèrent des patrouilles de dragons russes — c'était, dit-on, des Ukrainiens — qui rétablirent l'ordre le lendemain grâce à de nombreuses fusillades.

Naturellement, le parti ouvrier ne voulut pas assumer la responsabilité des incidents d'Abo et prétendit qu'ils étaient dûs aux « provocations » des bourgeois. Pour montrer l'inanité de ce prétexte, il suffit de citer l'extrait suivant du journal des soldats d'Abo : « Le comité exécutif des soldats avait eu d'avance connaissance de ces événements ; mais à la suite d'une information privée du Comité révolutionnaire finnois, il ne prit aucune mesure. »

Ainsi s'écoula le mois de décembre, au milieu de désordres incessants et sous la dictature de la rue. Et l'on n'a pu enregistrer ici que quelques-uns des incidents les plus saillants qui se produisirent. Les bandes des Rouges pillaient et dévastaient le pays, et celles des Russes en faisaient tout autant. Toute résistance contre ces excès était absolument impossible.

Quelques exemples serviront encore à compléter le tableau et à illustrer la manière d'agir des Rouges. La Garde rouge, qui croyait remplir une haute mission, était naturellement affectée péniblement par la façon dont les journaux bourgeois divulgaient ses exploits. Au cours d'une assemblée générale tenue le 29 novembre, la Garde rouge blâma sévèrement l'attitude des journaux et décida de leur adresser un « avertissement », car « il ne pouvait être actuellement question d'une suspension des journaux en raison de l'armistice ». Deux semaines plus tard, des soldats russes suspendirent un journal de Tammerfors, parce qu'il avait écrit que les soldats russes de Finlande n'étaient pas tous des bolchévistes ! Ils considéraient apparemment cette appréciation comme une offense à leur honneur... L'état-major de la Garde rouge, faisant office de censure, décida que les soldats russes pouvaient, à leur gré, interdire ou non la publication du journal « coupable ». Etrange application de la liberté de la presse et non moins étrange conception de l'autonomie de la Finlande !

Encore un incident caractéristique. Vers le milieu de décembre, six vagons de marchandises, scellés et gardés par des Rouges armés,

arrivèrent de Petrograd. Ils transportaient — prétendait-on — de l'alcool destiné à des usages industriels et on les laissa passer à la frontière comme marchandises militaires. A Helsingfors, où les vagons devaient être déchargés, l'énergique intervention des autorités eut pour résultat d'empêcher le déchargement ; leur examen par la douane fut du reste également impossible. Les vagons restèrent à la gare, gardés à la fois par des Gardes rouges et par des douaniers. Le bruit courait qu'ils renfermaient des armes ou des explosifs. On eut bientôt le mot de l'énigme lorsqu'on apprit que les mystérieux vagons transportaient en réalité 1296 barils d'eau-de-vie achetée en Russie par l'ambassade de Grande-Bretagne et destinée à la Croix-Rouge anglaise. Les barils avaient disparu de l'entrepôt des douanes de Pétrograd. Les vagons furent alors dirigés sur Tornea pour être expédiés en Angleterre.

C'est ainsi que les Rouges d'Helsingfors furent frustrés de l'eau-de-vie volée à Pétrograd, avec laquelle ils comptaient faire bombance à Noël, et ils durent célébrer les fêtes de fin d'année sans alcool.

JANVIER

Pendant que le banditisme continuait à sévir dans tout le pays, le gouvernement travaillait ferme pour obtenir la reconnaissance de l'autonomie de la Finlande. Ce grand but était presque entièrement atteint au début de janvier : le gouvernement bolchéviste de Russie reconnut en effet l'indépendance de la Finlande, de même que la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Suède, le Danemark et la Norvège. Cet heureux résultat, ainsi que les négociations de paix de Brest-Litovsk qui avaient lieu au même moment et qui faisaient éclater la complète impuissance de la Russie, ne devait pas manquer d'avoir une répercussion en Finlande.

Pour le parti ouvrier, il s'agissait de prendre position. Il était placé devant ce dilemme : se décider pour une Finlande délivrée de la dépendance et de l'anarchie russe, se développant désormais dans le calme et la liberté, ou bien vouloir une Finlande entraînée dans les tourbillons de la révolution russe et s'abîmant avec elle dans un chaos

tout asiatique et dans les affres de l'anarchie et de la terreur. C'est ce second parti que choisit le parti ouvrier. En agissant ainsi, il était victime de son passé et de la pression russe ; mais il aurait pu ne pas tomber sous la dépendance du bolchévisme, s'il avait été guidé par des idées tant soit peu raisonnables au lieu d'être entièrement aveuglé par deux passions toute-puissantes : la soif du pouvoir et la haine de classes. Dès lors, les socialistes se subordonnèrent, malgré la répugnance de quelques-uns d'entre eux, aux plans des bolchévistes russes.

Ces plans n'étaient un secret pour personne. La formule du droit de libre disposition des nationalités menaçait la Russie de la désagrégation ; et la paix de Brest-Litovsk devait consacrer, croyait-on, l'indépendance des territoires détachés de la Vieille-Russie. Toute la politique de Lénine visait indubitablement à prévenir cette catastrophe nationale, et le moyen auquel il voulait recourir à cet effet était la révolution sociale universelle. Grâce à la révolution, la force de l'Allemagne devait être brisée et la Russie devait conserver les territoires qui, sans être occupés par les troupes des puissances centrales, étaient en voie de recouvrer leur indépendance. C'est en effet ce qui se passait en Ukraine, en Estonie et en Finlande. Les bolchévistes devaient s'emparer de tout le pouvoir, en usant de la violence s'ils ne pouvaient y réussir autrement, et ces Etats seraient ainsi de nouveau rattachés à la Russie. Car les bolchévistes, pour lesquels la notion de nationalité n'existait pas, et qui disaient former un prolétariat international, avaient cependant une capitale et un chef suprême : Pétrograd et Lénine.

Les immenses ambitions de conquête de la Russie apparurent dès lors sous une forme nouvelle ; les rêves de domination universelle qui avaient exalté tant d'âmes russes sous le tzarisme se réveillèrent sous un nouvel aspect : celui de la dictature mondiale du prolétariat dirigé par la Russie. Mais si ce but obscur n'était pas atteint, les territoires qui constituaient jadis l'Empire russe devaient tout au moins demeurer sous le sceptre russe, — le sceptre du prolétariat russe.

En ce qui touche spécialement la Finlande, quelques documents qui datent de cette époque permettent de comprendre à quoi visait le

bolchévisme. Le 5 décembre 1917, dans un congrès tenu à Pétrograd, Lénine fit la déclaration suivante : « Libre aux bourgeois de commencer leurs misérables querelles et leurs marchandages méprisables au sujet des frontières de l'Empire. Les ouvriers de tous les pays et de toutes les nationalités ne se laisseront pas diviser pour un motif si grossier. *Nous sommes justement à la veille de conquérir la Finlande.* » On ne saurait être plus clair : Il est parfaitement égal que la Finlande ait la volonté de se libérer de la Russie ; cela laisse les ouvriers absolument indifférents. Grâce à eux, les bolchévistes russes vont reconquérir le pays, ce qui mettra fin au « droit de libre disposition » de la Finlande.

Le 19 décembre, l'organe officiel des bolchévistes d'Helsingfors écrivait notamment ceci : « Il y a une chose que la bourgeoisie n'a pas comprise : c'est que la libre disposition des nations n'est concevable que lorsque la domination bourgeoise est détruite. » Cela équivaut à dire que la libre disposition des peuples n'est qu'une chimère, car lorsque la « domination bourgeoise » sera remplacée par la dictature du prolétariat, il n'y aura plus de nations : il n'y aura plus que des classes sociales.

Si le gouvernement bolchéviste de Pétrograd finit cependant par reconnaître l'autonomie de la Finlande, il ne le fit, — ainsi que le déclara formellement un de ses membres, le ministre des Postes et Télégraphes Prochane, — que « parce qu'il avait confiance que le prolétariat finnois allait d'ici peu entreprendre la lutte révolutionnaire et prendre en mains les rênes de son pays ». Cette « confiance » se basait manifestement sur une promesse donnée par le parti ouvrier avant que le gouvernement bolchéviste eût reconnu l'autonomie. A en juger d'après tout ce que nous savons, la reconnaissance n'eut lieu qu'à la suite de cette promesse.

* * *

La position du parti ouvrier était néanmoins fort difficile. Les efforts du gouvernement bourgeois avaient été couronnés de succès ; l'autonomie de la Finlande était reconnue. Désormais, le gouvernement pouvait se vouer plus énergiquement à d'autres tâches, s'occuper

de l'anarchie intérieure et de sa source principale, à savoir les troupes russes. On pouvait en exiger maintenant l'éloignement immédiat avec d'autant plus de raison que le gouvernement même des bolchévistes avait reconnu l'autonomie de la Finlande. Et les Russes durent inventer toutes sortes de prétextes relatifs à un « plan général d'évacuation » et recourir à divers subterfuges tels que « la nécessité de défendre l'accès de Pétrograd, cœur de la révolution, contre l'impérialisme allemand », pour répondre évasivement aux demandes précises et parfaitement fondées du gouvernement finlandais concernant l'éloignement des troupes indisciplinées, car, sans les troupes russes, la position du parti ouvrier serait devenue précaire.

D'autre part, la Garde rouge n'était pas sans causer de graves soucis à son parti. Ses actes de pillage et de brigandage, ses abus de pouvoir incessants, le droit qu'elle s'arrogeait de saisir les stocks de vivres des autorités préposées à l'alimentation publique, en un mot la terreur qu'elle exerçait était loin d'être utile à la « cause de la révolution ». En vertu de ses statuts, la Garde devait être soumise entièrement au contrôle de la direction du parti. Celle-ci fit son possible, après la grève de novembre, pour assainir du moins l'armée rouge dans une certaine mesure et, avant tout, pour en faire un instrument docile entre les mains du parti. Mais la Garde rouge approchait de plus en plus de l'âge d'émancipation. Elle était maintenant fort bien armée et ses rapports avec les Russes étaient si intimes qu'elle savait fort bien ce que voulait dire une « libre organisation de combat » d'après le modèle russe. Ce qu'elle ambitionnait, c'était de se rendre indépendante du parti. Cela eût signifié, en fait, que la Garde rouge assumait la direction du parti, car qui est-ce qui aurait osé résister à une force armée si dénuée de scrupules ?

L'assemblée de la Garde rouge du 6 janvier, qui préluda à la révolution du Palais, se déroula de façon caractéristique. Devant une salle comble, quelques « camarades » venus de Pétrograd, après avoir fait rapport sur la tournure que prenait la révolution en Russie, exprimèrent leur surprise de la lenteur du mouvement révolutionnaire en Finlande, dont ils critiquèrent notamment l'incertitude et les hésitations durant la grève générale de novembre. Les Russes émirent

l'avis que la direction du parti à Helsingfors n'était pas révolutionnaire. Ces déclarations furent accueillies par des tempêtes d'applaudissements et l'on proposa un remaniement des statuts qui fut adopté sur-le-champ.

Une comparaison entre les anciens et les nouveaux statuts montre où l'on voulait en venir : on voulait transférer entre les mains des Rouges la direction de la « révolution intégrale ». On voulait éviter que certains membres de la direction du parti puissent avoir la « lâcheté » d'empêcher les mesures extrêmes que l'on serait peut-être contraint de prendre contre les bourgeois. Tandis que le premier article des anciens statuts disait simplement : « La tâche de la Garde est de protéger la liberté d'association, de réunion, de parole et de la presse des ouvriers et de sauvegarder d'une manière générale les droits de la classe ouvrière », cette phrase reçut dans les nouveaux statuts l'addition suivante : « ainsi que d'agir comme force révolutionnaire exécutive pour les buts des ouvriers ».

Le second article fut complètement modifié dans les nouveaux statuts. Il stipule : « La Garde rouge exécute les ordres donnés par l'état-major général de la Garde. Si un nouvel organe révolutionnaire se forme pendant la révolution, qu'il soit local ou qu'il embrasse tout le pays, le pouvoir politique passera à cet organe. »

Les anciens statuts prescrivaient ceci en ce qui concerne le commandement supérieur de la Garde : « Le commandement suprême de la Garde pour tout le pays se compose d'un comité de cinq personnes qui sont nommées et destituées dans une séance commune par le comité directeur du parti et par le comité des Unions syndicalistes. » Cet article fut remplacé par le suivant : « La Garde rouge est dirigée par un commandant en chef choisi par l'assemblée des délégués de la Garde, et par un état-major général. Ce dernier est formé de huit membres, dont deux sont élus par le Comité directeur du parti, deux par le comité des Unions syndicalistes, et quatre par l'assemblée des délégués de la Garde. »

Grâce à ces dispositions et à d'autres qui leur sont analogues, la Garde rouge fut soustraite à la tutelle du parti ouvrier. Elle se mit dès lors en devoir de prendre la direction du mouvement révolution-

naire. Les chefs du parti assistaient, complètement désorientés, aux progrès des éléments les plus extrêmes. Ce qui est typique, c'est qu'ils n'osèrent jamais donner un viril avertissement à leurs troupes, mais cherchèrent à se tirer d'affaire en prononçant des phrases vides de sens. En réalité, ils étaient contraints de se soumettre entièrement au despotisme de la Garde : la preuve en est que, plusieurs jours déjà avant la grande émeute, les députés socialistes à la Diète ne purent quitter Helsingfors sans une autorisation écrite de la Garde rouge.

Tout socialiste qui n'était pas complètement aveuglé par la haine de la bourgeoisie et par la soif du pouvoir ne pouvait pas ne pas comprendre qu'une révolution était une pure folie en Finlande. Grâce à l'influence parlementaire dont il disposait, le parti était en mesure de faire triompher presque toutes les réformes qu'il lui plaisait de réclamer et il avait déjà, comme on le sait, fait adopter toute une série de lois extrêmement radicales, tandis que d'autres étaient en préparation. Il était absurde de réclamer la convocation d'une assemblée constituante, puisque le parlement finlandais avait déjà cette qualité. Du reste, les coreligionnaires politiques des révolutionnaires finlandais, les bolchévistes russes, avaient donné un bien mauvais exemple en faisant dissoudre la Constituante russe. Le seul point sur lequel les bourgeois étaient irréductibles était la question de l'adhésion de la Finlande à la révolution russe. Le simple instinct de la conservation suffisait à faire sentir que le seul parti que le pays ne devait pas prendre était précisément celui pour lequel la Garde rouge s'était décidée.

Il faut du reste reconnaître que les chefs socialistes doués de quelque peu de sens politique n'envisageaient pas sans de très sérieuses inquiétudes la participation de la Finlande à la révolution russe. Il y avait de telles différences entre la situation des deux pays qu'il était pratiquement impossible d'exécuter en Finlande le programme révolutionnaire des bolchévistes. Avant tout, on ne pouvait concevoir la « nationalisation » du sol dans un pays où existait une classe agricole très nombreuse et indépendante. Il aurait donc fallu que la Finlande fût englobée dans la révolution russe sans y prendre part réellement !

Ces irrésolutions et cette perplexité des dirigeants du parti, l'aveu que la Garde rouge avait usurpé le pouvoir et l'appréhension des conséquences qu'aurait cette usurpation, la perception de l'impossibilité d'une révolution sociale en Finlande et les craintes que cette révolution fait naître, tout cela se reflète clairement dans un long article publié le 12 janvier par Yrjoe Sirola, le futur ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire. Dans cet article, il commence par démontrer en plusieurs colonnes que la révolution sociale est condamnée à échouer en Finlande tant qu'elle n'aura pas eu lieu dans les Etats dominés par le capitalisme.

Puis il ajoute :

Mais bien que nous estimions ne pas devoir nous jeter très prochainement dans la révolution, l'état de choses actuel peut néanmoins mener à la révolution. La lutte de classes qui se traduit maintenant en conflits économiques, en querelles communales, en litiges de préfectures et même en luttes à main armée entre francs-tireurs, peut fort bien se transformer bientôt en un combat décisif pour la possession du pouvoir. La situation devient manifestement intolérable lorsque les conditions intérieures du pays s'aggravent sans cesse. Il n'y a que les bandits et les mouchards de la réaction qui profitent de l'extension de l'anarchie. Mais l'ordre peut être maintenu soit par des voies « légales » soit aussi par des voies révolutionnaires.

Suivre les voies légales serait, pour le parti ouvrier, accepter le projet de loi qui venait d'être soumis à la Diète par le gouvernement et qui prévoyait l'institution d'une police indépendante des partis, tandis que les « voies révolutionnaires » consistaient pour le parti ouvrier à renverser le gouvernement.

Sirola poursuit ainsi :

Il existe actuellement dans notre parti des éléments qui souhaitent cette conquête du pouvoir gouvernemental, et d'autres éléments qui ne la désirent pas particulièrement. Mais ce qui est au-dessus de cette question, c'est la *nécessité*. La situation peut devenir telle que nous soyons *contraints* de faire au moins une tentative. C'est là une conviction qui peut devenir si générale que le Conseil du parti la partage aussi bien que les groupes de

la Diète (!). Mais surtout, les *ouvriers* eux-mêmes doivent être au clair. Dans chaque commune ils doivent établir s'ils peuvent garder le pouvoir en mains. Dans chaque district, le secrétaire de district et le Comité de district doivent mesurer les forces de notre parti et celles de nos adversaires. Partout, les ouvriers doivent se rendre compte clairement de la situation dans laquelle une pareille tentative peut nous placer.

Après avoir cité un passage de Marx, l'auteur continue en ces termes :

Ce qui importe avant tout, c'est de ne pas jouer avec la révolution. Il faut donc que nous sachions clairement d'avance où nous voulons aller. A mon sens, les principes suivants doivent servir de base à notre activité :

1° Ne pas faire de tentatives de révolution sociale et ne pas s'ingérer dans le contrôle de la production et du commerce dans une mesure supérieure à celle qui est nécessaire pour pouvoir vivre, c'est-à-dire dans la mesure où un Etat bourgeois est contraint de le faire, spécialement en temps de guerre et de misère générale.

2° Ne pas prendre des mesures décisives, notamment à l'égard de la Diète, jusqu'à ce que la grande masse de notre parti soit persuadée de la nécessité de ces mesures. Si elle ne l'est pas, les révolutionnaires peuvent former des groupes d'agitation pour se livrer à la propagande qu'ils désirent, sans toutefois rompre le front commun qui doit être maintenu intact contre la réaction. Si quelques groupes ne sont quand même pas satisfaits de cette procédure et veulent passer à tout prix à l'action, ils devront alors se retirer du parti et former une organisation à part. Celle-ci connaîtra ainsi sa force et son effectif et pourra décider quand viendra le moment d'agir.

3° Il ne faut pas agir de telle sorte que le prolétariat se trouve complètement isolé dans une entreprise de cette nature. J'entends par là que l'on ne doit pas indisposer contre nous, sans motifs, les petits bourgeois, les petits paysans et, d'une manière générale, les petites gens.

Et M. Sirola concluait :

« Ce dont nous avons avant tout besoin, c'est de courage ! — Je ne suis pas du nombre des plus courageux; mais chacun doit contribuer pour sa modeste part à l'œuvre commune, car la situation est grave. »

Non, M. Sirola n'était pas au nombre des plus courageux. Il voulait donner un avertissement, mais il n'osa pas aller jusqu'au bout. Il voulait faire sortir la Garde rouge du parti pour éviter à celui-ci les conséquences fâcheuses d'une défaite éventuelle; mais il n'osa pas le faire ouvertement.

Le moment psychologique était venu d'agir vigoureusement contre les tendances révolutionnaires qui se manifestaient dans le parti ; mais on ne vit rien venir d'autre que l'article pleurnichard et filandreux de M. Sirola. Bien mieux — ou bien pis — : le 15 janvier déjà, la direction du parti se rangea entièrement derrière la Garde rouge. Elle publia à cette date un manifeste sous le titre suivant :

Rassemblez les forces du prolétariat !
Le Sénat s'apprête à assaillir les classes ouvrières
avec des troupes de massacreurs !

Voici quelques extraits de ce document :

« La majorité bourgeoise a accordé à son Sénat les pleins pouvoirs pour exercer la dictature. » « Le prolétariat mécontent est menacé de gourdins et de balles, au lieu de recevoir du pain, la démocratie et l'affranchissement des fermiers. » « La Garde rouge des ouvriers est absolument nécessaire pour protéger pendant ce temps la classe ouvrière de Finlande. » « Lors de la dernière assemblée du congrès socialiste, pas une seule voix n'a proposé de dissoudre la garde ou de désarmer les ouvriers. Que les bourgeois qui insultent maintenant toute la garde ouvrière, et que le Sénat qui veut nous attaquer par la force des armes sachent bien que cela signifierait une attaque de la classe ouvrière de toute la Finlande. Contre une telle menace, les ouvriers doivent renforcer leur garde. »

Ce manifeste répondait à une résolution votée la veille dans une réunion d'officiers de la Garde rouge et par laquelle la Garde rouge demandait la convocation d'un congrès socialiste et présentait plusieurs revendications relatives à la pénurie des vivres, au chômage, etc. « Afin que ces buts puissent être atteints », disait cette résolution de la Garde rouge, « le pouvoir politique doit être assumé

par le parti socialiste. Avant de prendre les mesures propres à transmettre le gouvernement aux mains de notre parti, la direction de la garde doit être confiée à un comité élu conformément aux statuts. Si la situation le commande, le chef suprême de la Garde devra prendre en mains la direction de la révolution. »

La révolution était donc décidée par la Garde rouge et le parti ouvrier devait obéir à cette décision. La cause en était fort simple : le gouvernement et la majorité de la Diète menaçaient d'empêcher la Garde de s'emparer du pouvoir. Comme une telle prétention était inadmissible, le problème ne pouvait recevoir qu'une solution : le gouvernement devait être renversé.

* * *

Quand la Diète avait décidé, en novembre, de prendre le pouvoir suprême, les compétences du gouvernement et de la Diète n'avaient pas été très exactement délimitées. Cependant, M. Svinhoufvoud, le chef du gouvernement, avait déclaré formellement en acceptant ce poste que, pour pouvoir travailler, le gouvernement devait naturellement jouir de toutes les compétences nécessaires pour gouverner un pays. Parmi ces compétences, il avait nommé le droit de soumettre des projets de loi à la Diète et de choisir certains fonctionnaires supérieurs. Mais le parti ouvrier sut fort habilement tirer parti, pour faire opposition au gouvernement, de l'obscurité qui régnait relativement aux compétences respectives de la Diète et du gouvernement. Toutes les mesures prises par le gouvernement sans consulter la Diète étaient aussitôt taxées de tentatives de coup d'Etat, fût-ce même une mesure telle que la décision de modifier la dimension des monnaies de cuivre.

C'est par ces moyens qu'on réussit à faire accroire aux masses que le gouvernement et la majorité parlementaire qui le soutenait n'étaient qu'un ramassis de sombres réactionnaires qui abusaient ignominieusement de leur pouvoir, de ce pouvoir qu'ils avaient traîtreusement arraché au « peuple ».

Or, il arriva qu'on prit successivement toute une série de mesures qui eurent le don de déplaire au parti ouvrier. Au début de

janvier, on discuta à la Diète une motion déposée par le député A. Mikkola et consorts et demandant le rétablissement de l'armée finlandaise. Cette motion fut chaudement appuyée par les bourgeois. Rien n'était plus naturel : Un Etat qui venait de naître et qui se trouvait tellement entouré de dangers avait le besoin impérieux d'une armée, si petite fût-elle, pour diriger ses premiers tâtonnements vers la liberté. Le parti ouvrier s'évertua néanmoins à faire échouer ce projet. D'autre part, une commission de la Diète travaillait à une réorganisation de la police que l'on cherchait à rendre acceptable au parti ouvrier en plaçant la police sur une base communale. Enfin, le 9 janvier, le gouvernement remit à la Diète un projet de loi instituant une forte police sous le contrôle du gouvernement, afin de réprimer l'anarchie qui sévissait dans le pays. Comme ce projet fut qualifié par le parti ouvrier de « provocation » et de déclaration de guerre, il nous paraît indiqué de le reproduire intégralement ci-après :

A la Diète de Finlande.

Après des épreuves et des souffrances longues et pénibles, notre pays a conquis sa liberté et son autonomie politique. Mais la situation intérieure du pays ne répond en aucune manière aux conditions, même les plus élémentaires, nécessaires à la sauvegarde de cette liberté. L'ordre indispensable ne règne pas dans le pays, pas plus en ce qui touche la vie, la propriété et les droits des nationaux qu'en ce qui concerne ceux des nombreux étrangers établis en Finlande. Les rapports quotidiens des autorités, des représentants étrangers et des journaux sont tout à fait concluants sur ce point. Aujourd'hui encore, des collisions sanglantes causées par la soi-disant Garde rouge d'Helsingfors se sont produites entre elle et la population paisible dans le voisinage immédiat de la capitale et ont été accompagnées de pertes de vies humaines. La nouvelle vient d'arriver d'Abo que la Garde rouge a molesté trois Suédois séjournant dans un hôtel de la ville et a notamment jeté leurs bagages dans la rue. Des éléments anarchistes venus de Russie et établis ici commettent ouvertement des actes de violence et répandent des germes de révolution et d'anarchie parmi les soldats en garnison chez nous et dont une partie ont déjà fomenté des troubles antérieurement. De jour en jour la situation s'aggrave. Elle va d'ici peu jeter notre pays en pleine anarchie, si une amélioration ne survient pas bientôt.

Les postes de police qui, après la révolution russe de mars dernier, avaient été, du moins dans les villes les plus importantes, transformés en milice sur l'initiative des organisations, tant ouvrières que communales, ne furent pas en mesure d'empêcher ou de réprimer les désordres et les excès criminels en plusieurs endroits du pays ; ils ne sont du reste pas à la hauteur de leur tâche et, au surplus, la préparation professionnelle de la milice n'est pas satisfaisante.

Dans certaines villes, la Garde rouge s'est même emparée de la police sans pourvoir elle-même au maintien de l'ordre. De l'avis du Sénat, une milice si manifestement inférieure à sa tâche est insuffisante, quand bien même on pourrait y apporter quelques améliorations dans le sens indiqué dans le projet de loi soumis à la Diète. Il est indispensable d'avoir à côté d'elle, et pour lui servir de complément, une force armée soigneusement instruite, dans laquelle on puisse avoir confiance et qui obéisse au gouvernement. C'est là une nécessité qui est impérieusement commandée non seulement par la triste situation intérieure dont nous souffrons, mais aussi par la pression exercée sur le gouvernement par les représentants de nombreuses puissances — avant tout l'Angleterre et la Suède — dont les nationaux ont été lésés en Finlande.

En raison des motifs précités, le Sénat a jugé nécessaire de prendre sans délai des mesures pour instituer une force armée de l'Etat finlandais qui soit parfaitement suffisante et entièrement capable de maintenir l'ordre et la sécurité dans le pays.

Ces mesures nécessitent, cela va sans dire, des crédits sensiblement supérieurs à ceux que l'on avait coutume d'affecter en temps normaux à l'entretien de la police. Dans la phase actuelle de cette affaire, le gouvernement n'est pas en mesure et n'a pas jugé nécessaire de proposer quelles sommes sont indispensables à l'organisation et au maintien de son service d'ordre; mais il communiquera des précisions à ce sujet dans le projet de budget pour 1918 qui sera déposé à la Diète.

En considération de ce qui précède et comme le gouvernement a besoin de crédits plus importants que d'ordinaire pour le but indiqué, le gouvernement compte

que la Diète voudra bien accorder au gouvernement la compétence de prendre toute mesure qu'il jugera utile pour créer dans le pays une force armée puissante.

Ce projet avait bien des chances d'être accepté par la Diète. Mais le parti ouvrier s'efforça par tous les moyens dont il disposait d'en retarder le vote et il mit ce délai à profit pour armer sa Garde rouge, car la situation commençait à devenir menaçante. Le projet

gouvernemental signifiait en fait que les corps de volontaires dispersés dans tout le pays devaient être fondus en un seul « corps de police du gouvernement » que l'on ne pourrait plus braver impunément. Le moment de procéder à ce remaniement de la police paraissait être enfin venu, car, d'une part, la Garde rouge était de nouveau fort active et, d'autre part, les excès de la populace avaient soulevé une irritation si générale que l'on pouvait redouter des conflits armés dans tout le pays. Dans ces conditions, mieux valait placer sous une direction unique toutes les bonnes volontés désireuses d'extirper l'anarchie, même au danger de déchaîner la guerre civile, ce que l'on n'eût pas osé faire naguère.

On le constatait de jour en jour plus clairement : c'est dans un véritable état de guerre que se trouvait la Finlande. Durant les dix premiers jours de janvier, la Garde rouge exécuta plusieurs entreprises importantes. C'est ainsi qu'elle fit venir dans la ville de Nyslott trois cents soldats russes qui arrivèrent en train spécial et qui ravagèrent cette petite commune; les fonctionnaires de la ville furent arrêtés, il y eut des perquisitions, des vols, etc. — Le préfet d'Helsingfors, qui avait quitté un jour la prison et repris ses fonctions, reçut la visite de quelques Rouges qui le sommèrent de s'éloigner dans les quarante-huit heures de la province de Nyland, faute de quoi ils ne pourraient répondre de sa vie. — Le gouvernement reçut une lettre de la Garde rouge réclamant la destitution des préfets d'Abo et d'Uleaborg; en cas de refus, la Garde menaçait de recourir à des « mesures actives ». — Un beau jour, l'ancienne résidence du gouverneur-général d'Helsingfors qui servait alors de siège à l'Office social, fut occupée par la Garde rouge parce que celle-ci avait besoin pour son quartier général d'un vaste édifice situé au centre de la ville. — Un matin, un fort détachement de Rouges armés prit possession d'un train à la gare d'Helsingfors, se rendit par ce train aux stations les plus proches de la principale ligne de chemins de fer, les occupa et envoya une subdivision de 60 hommes piller un village voisin de la paroisse de Sibbo. Mais les paysans offrirent une assez sérieuse résistance; ils tirèrent sur les Rouges et les contraignirent à la retraite après leur avoir tué un ou

deux hommes. Les journaux dépeignirent cet incident comme un massacre de paisibles ouvriers perpétré par les bourgeois. — A Viborg, on vit affluer de nombreux apaches accourus d'Abo, d'Helsingfors et de Pétrograd, parce que la milice menaçait de faire grève et qu'on attendait de cette grève des occasions de piller. — A Frederikshamn, où quelques ouvrières en couture étaient en grève, la Garde rouge, estimant que l'on tardait trop à reconnaître leurs revendications, procéda à l'arrestation de tous les fonctionnaires municipaux avec l'aide de soldats russes et les fit mettre au secret. Après une nuit d'arrêts, les Rouges crurent le moment venu d'émettre toute une série de prétentions énormes : la ville devait par exemple payer une somme de 50,000 marcs aux Rouges pour les récompenser d'« avoir maintenu l'ordre ». Dans la soirée, après avoir été privés de nourriture pendant vingt-quatre heures, les prisonniers finirent par céder. — A Mariehamn (Aaland), des soldats russes tuèrent une personne, en blessèrent une et en arrêtèrent trois.

Outre ces excès, il y en eut encore quantité d'autres de moindre importance. Mais, de son côté, le corps des volontaires commença aussi à agir. La garde civique de la région de Sibbo, à la suite de l'échec infligé aux pillards rouges, plaça des sentinelles le long de la voie ferrée. Dans le district d'Oesterbotten, on voyait à certains indices que la force armée du gouvernement commençait à inspirer un certain respect aux soldats russes. Les citoyens raisonnables reprenaient courage. Peut-être, se disait-on, parviendrait-on vraiment à réprimer l'anarchie ; peut-être les menaces proférées par les socialistes à la Diète lorsque le projet du gouvernement fut enfin adopté après dix-huit heures d'orageux débats, n'étaient-elles que l'expression d'une rage impuissante devant la défaite subie par le parti.

Mais, une fois de plus, ces espérances furent vaines. Le parti ouvrier s'allia toujours plus étroitement aux soldats russes et ceux-ci se gênèrent de moins en moins. Plus le temps avançait, plus les soldats étaient excédés des discours, des meetings et des manifestations. Ce qui leur importait surtout, c'était de jouir de la vie. C'est ainsi que les matelots de la flotte de la Baltique avaient à leur disposition plusieurs établissements de plaisir de première classe.

Ils avaient réquisitionné à Pétrograd les deux très grands et très beaux yachts impériaux *Standard* et *Etoile Polaire* et les avaient amenés à Helsingfors. Ils avaient aussi acheté un des hôtels les plus grands et les plus modernes de la ville et y avaient installé une salle de théâtre. Des bals furent organisés dans les casernes, où de nombreuse filles de joie restèrent à demeure pendant des semaines et des mois. De nouvelles organisations de tout genre furent créées. Un club d'anarchistes prit possession du beau Casino des officiers et y hissa sa bannière : un crâne et deux ossements croisés se détachant sur fond noir. Deux bombes furent jetées une nuit contre le Casino : c'était sans doute une nouvelle organisation supra-anarchiste qui était entrée en activité. Une autre société, dénommée les « Terroristes », avait adopté un drapeau rouge orné au milieu d'une étoile noire. Elle acquit aussi une belle maison — celle du commandant russe du port — et quelques automobiles (les automobiles étaient alors un des jouets préférés du « prolétariat »). Ces terroristes se mirent à recruter des adhérents. Leur programme se résumait ainsi : « Lutte, non pas à la vie, mais à la mort, contre l'impérialisme du monde entier. »

Ces quelques exemples suffisent à montrer à quel point les troupes russes avaient renié toute discipline et toute règle. N'empêche que le parti ouvrier s'opposait toujours à leur évacuation; n'empêche que les socialistes saluèrent l'autonomie de la Finlande par une grande fête célébrée en commun avec les soldats russes, qu'ils invitèrent en disant que la place des ouvriers finnois était aux côtés, non des bourgeois, mais des soldats.

En réalité, le parti ouvrier ne voulait pas se dessaisir du pouvoir qu'il avait usurpé avec l'aide de la populace et de la soldatesque russe dépravée, tandis que tous ceux qui étaient réfractaires à l'anarchie s'apprêtaient désormais très sérieusement à abolir un despotisme répugnant qui empoisonnait tout le pays comme une peste.

Pendant ce temps, les actes de violence continuaient çà et là. Vers le milieu de janvier, les Rouges commirent deux meurtres, tandis que les soldats, tantôt en uniforme mais le visage caché par un masque, tantôt munis de tampons de ouate imprégnée de chloroforme,

se livraient à des actes de pillage et de brigandage. A Abo, les Rouges avaient élu comme quartier général l'Ecole de navigation située sur une colline. A Kaskoe, les soldats fêtèrent le Nouvel-An russe en s'enivrant avec 400 litres de cognac qu'ils avaient volés dans un magasin des douanes. Ce divertissement fut suivi d'une rixe générale qui ne cessa que lorsque les soldats eurent deux morts et plusieurs blessés.

La situation ne tarda pas à s'aggraver encore davantage. Les Rouges se mirent à attirer les corps de volontaires pour pouvoir les anéantir plus facilement. Le 21 janvier, deux trains chargés de troupes furent envoyés de Pétrograd à Oesterbotten, le centre des corps de volontaires. C'était là une mesure des plus étrange, étant donné l'indépendance de la Finlande et les nombreuses promesses qui avaient été faites de retirer les troupes russes.

De graves troubles éclatèrent à Viborg. Le samedi soir 19 janvier, une centaine de Rouges cernèrent soudain une fabrique et firent mine de l'envahir. Dix-sept personnes, dont le propriétaire de la fabrique et ses fils, se défendirent à l'intérieur du bâtiment. Une violente fusillade s'ensuivit et des soldats russes accoururent à l'aide des Rouges. Finalement, ceux-ci réussirent le dimanche matin à pénétrer dans la fabrique et à capturer ses défenseurs, dont quelques-uns étaient grièvement blessés. Les Rouges avaient voulu opérer une perquisition dans la fabrique. La fusillade se propagea ensuite dans la ville ; les Rouges envoyèrent des patrouilles dans tous les sens et fouillèrent tous les passants. Ceux qui portaient des armes furent arrêtés.

Les journées de dimanche, lundi et mardi s'écoulèrent dans un calme relatif, c'est-à-dire que les Rouges et les Russes étaient maîtres de la ville, pourchassaient les volontaires et procédaient à des perquisitions et à des arrestations. Les Rouges s'installèrent dans les casernes russes, prêts à intervenir au premier signal. Lundi soir, deux jeunes commis de bureau furent assassinés pendant une course qu'ils faisaient pour leurs affaires hors de la ville.

Cependant, les paysans des environs, en proie à une vive irritation, prirent les armes et marchèrent mardi soir sur la ville. Ils occupèrent la gare et ne se heurtèrent d'abord à aucune résistance. Puis les

Rouges et les Russes ouvrirent un feu nourri de fusils et de mitrailleuses dans les principales rues de la ville. Ils tirèrent aussi quelques coups de canon pour faire plus d'effet. Quatre personnes furent tuées, dont deux femmes. Une d'elles reçut une balle dans le corps au moment où elle sortait du Théâtre. L'autre reçut une balle dans le cou comme elle se penchait à sa fenêtre pour regarder ce qui se passait. Il y eut de nombreux blessés. Le corps des volontaires paysans reçut à la gare la visite d'une députation de soldats qui enjoignit au corps de se retirer, faute de quoi l'artillerie réduirait la ville en ruines. Devant cette menace, les paysans s'éloignèrent et la gare fut occupée par les soldats. Pendant la nuit, ils tirèrent sur un train de voyageurs et blessèrent six personnes.

Mercredi fut une rude journée. Soixante-huit personnes furent arrêtées et conduites à la caserne. Deux de ces prisonniers furent assassinés sans aucune espèce de raison : un voyageur de commerce âgé de 37 ans, dans la poitrine duquel un Garde rouge plongea soudain sa baïonnette, et un étudiant de vingt ans qui fut fusillé sans aucun motif. A minuit, la grève générale fut proclamée dans toute la ville. Dans la matinée, il arriva de Pétrograd un train plein de Gardes rouges et un autre plein d'armes et de munitions. Les soldats montrant un télégramme du gouvernement russe, exigèrent le désarmement de tous les corps de volontaires et la remise des armes à la Garde rouge, laquelle devait recevoir les ordres du représentant finlandais du gouvernement russe.

La grève continua jeudi. Dans une gare des environs de Viborg, deux employés des télégraphes furent fusillés, et le chef de gare de Viborg, un homme de cinquante ans, qui avait été arrêté, fut trouvé la tête coupée dans sa cellule. Le nombre des prisonniers s'élevait maintenant à 93 et les Rouges imaginèrent de s'en servir comme de jouets. Tantôt ils les faisaient passer par les baguettes entre deux rangs de Rouges et de Russes qui les poussaient à coups de crosses, tantôt ils les faisaient mettre en rangs et les numérotaient « pour savoir combien de balles étaient nécessaires », etc.

Pendant les derniers jours de la semaine, du 24 au 27 janvier, les Rouges furent les maîtres incontestés de Viborg. Ils parcouraient

les rues, arrêtaient et perquisitionnaient, se livraient à toutes les fantaisies les plus criminelles. C'est ainsi qu'ils tirèrent tout à coup sur un traîneau dans lequel un homme conduisait sa femme enceinte à la Maternité. L'homme fut blessé à la tête, la femme au corps, et l'enfant vint au monde prématurément.

Le mouvement s'étendait maintenant dans tout le pays. Dans la Finlande occidentale et orientale, dans l'Oesterbotten et la Carélie, les corps de volontaires avaient le dessus et ils se mirent tout tranquillement à désarmer les petits détachements de Russes et de Rouges. Mais dans le sud, une ivresse belliqueuse s'empara des Rouges. Ils occupèrent le chemin de fer, récoltèrent des armes et mendièrent des Russes des mitrailleuses et des canons. Ils obtinrent tout ce qu'ils demandaient et concentrèrent dès lors leurs forces autour d'Helsingfors.

L'heure de la révolution avait sonné.

* * *

Pendant ces journées angoissantes, le gouvernement s'efforçait par tous les moyens de tenir les soldats russes à distance de la lutte. Il s'adressa à plusieurs reprises au représentant du gouvernement russe, le « Comité de rayon » ; mais lettres, représentations, propositions, sommations, furent inutiles. Le comité était plein de prévenance et de compréhension, mais il ne fit rien du tout. Comme il n'y avait rien à obtenir de ce côté, le gouvernement décida les 25 et 26 janvier d'adresser directement un télégramme au gouvernement russe, une lettre aux gouvernements suédois, norvégien, danois, français, anglais, allemand, austro-hongrois et grec, et un manifeste au peuple finlandais.

Voici ces trois documents :

I

Au Conseil des Commissaires du peuple,

Dans plusieurs endroits de Finlande, il y a eu ces derniers jours des meurtres, des incendies et une quantité de désordres auxquels des soldats se trouvant ici ont pris part non seulement en protégeant les éléments

qui causaient les désordres, mais en commettant eux-mêmes des actes de violence qui n'auraient pu être exécutés sans l'aide des soldats. On nous communique que la participation des soldats russes se base sur des instructions et des ordres qui viennent des autorités militaires. Le gouvernement finlandais, considérant cette conduite des soldats comme une violation grossière de l'autonomie de la Finlande internationalement reconnue, a donc décidé de s'adresser au Conseil des commissaires du peuple et de lui demander de prendre aussitôt des mesures efficaces pour empêcher immédiatement la participation des soldats aux violences commises contre des citoyens finnois, ainsi que toute autre ingérence dans les affaires intérieures du pays.

Le président du gouvernement,
SVINHOUFVOUD.

II

Aux puissances étrangères,

Bien que le gouvernement russe ait officiellement reconnu, le 4 janvier dernier, l'autonomie politique de la Finlande, l'évacuation des troupes russes n'a toujours pas commencé. Au contraire, le gouvernement russe entretient toujours en Finlande de nombreuses troupes qui, tout en dévorant les maigres provisions du pays, non seulement forment un obstacle au maintien de l'ordre et de la sécurité, mais encore commettent des meurtres et toutes sortes de méfaits de concert avec les éléments les plus agités de la population. Ces crimes ne sont pas seulement commis par quelques soldats ou détachements dévoyés. Ce qui est plus grave, les représentants en Finlande du gouvernement russe contribuent directement à prolonger une situation intolérable pour un pays indépendant, en permettant que des armes et des munitions appartenant à l'Etat russe soient distribuées aux masses populaires prenant part aux troubles, et en empêchant la formation d'une police forte et obéissant aux ordres du gouvernement. Ainsi, d'après les informations parvenues au gouvernement de Finlande, le commissaire de la guerre du gouvernement russe a ordonné le 23 janvier aux militaires transférés à Viborg de désarmer les volontaires finnois venus dans la ville pour maintenir l'ordre et d'armer avec leurs armes les éléments ouvriers qui avaient fomenté des troubles sanglants dans la ville.

Enfin, le Comité des marins d'Helsingfors, à l'occasion de négociations verbales, a communiqué aux membres du gouvernement que les troupes russes de Finlande sont intéressées à la réussite de la révolution sociale en Finlande et prêtes, dans ce but, à appuyer par les armes les

masses révolutionnaires contre l'ordre légal et contre les volontaires qui le défendent.

Comme l'attitude du gouvernement russe constitue une grossière violation de la Finlande comme État indépendant, le gouvernement finlandais tient à cette occasion à formuler une protestation énergique auprès des puissances qui ont reconnu l'autonomie de la Finlande.

Au nom du gouvernement de Finlande :
P. E. SVINHOUFVOUD.

III

Au peuple de Finlande !

Le sang de nos concitoyens qui a coulé ces jours derniers oblige le gouvernement du pays à s'adresser au peuple.

Notre peuple a vu se réaliser tout récemment ses plus chères espérances. Il a obtenu son autonomie politique, qui a déjà été reconnue par plusieurs Etats d'Europe. L'évolution du peuple finnois n'est désormais plus entravée par des obstacles extérieurs. Le pouvoir suprême est exercé dans le pays par la Diète finnoise et par le gouvernement responsable devant la Diète. Nos institutions parlementaires et communales sont démocratiques.

Malheureusement il y a des hommes auxquels la voie de la paix, de la loi et de la persuasion ne suffit pas et qui recourent à d'autres moyens pour atteindre leur but. Des Russes ont répandu parmi notre peuple l'idée qu'en Finlande également une révolution pourrait seule amener un développement démocratique. Les éléments de notre peuple qui se sont laissé gagner à cette idée ont été armés par la Russie et il en est résulté que notre pays est à la veille de la guerre civile. Au cours de ces derniers jours, les troupes russes résidant ici se sont immiscées de la façon la plus brutale dans les affaires intérieures de la Finlande et des crimes révoltants ont été commis contre la vie, les biens et la liberté des citoyens finnois. Ce qu'il y a de plus regrettable, c'est que quelques citoyens finnois eux-mêmes ont soulevé les troupes russes et ont, de concert avec celles-ci, levé leurs armes contre des compatriotes et commis des crimes et des actes de violence.

Bien que le gouvernement finlandais ait été autorisé par la Diète à travailler à la création d'une forte police, il ne dispose d'aucun moyen pour maintenir la tranquillité et l'ordre dans le pays, tant que les troupes russes demeurées ici soutiennent les éléments criminels et paraissent une menace pour toute existence paisible.

En conséquence, le gouvernement de Finlande a jugé de son devoir de protester auprès du gouvernement russe contre l'ingérence des troupes russes de Finlande dans les affaires intérieures de ce pays et d'exiger en même temps l'éloignement de ces troupes. En outre, le gouvernement a aussi estimé de son devoir d'adresser aux puissances étrangères qui ont reconnu notre autonomie une note de protestation contre le séjour en Finlande et les violences des troupes russes indisciplinées.

Le gouvernement de Finlande croit nécessaire de s'adresser aussi à tous les citoyens finlandais. C'est seulement à la condition de maintenir un ordre inébranlable que nous pourrons conserver l'indépendance récemment acquise. Des perturbations peuvent anéantir complètement l'indépendance et la liberté de notre peuple et livrer notre pays à la domination étrangère ; elles peuvent aussi amener sa complète désagrégation. Tout ennemi de l'ordre est un ennemi du peuple finlandais et de son indépendance.

Mais ce qui est encore plus avilissant pour tout notre peuple est le fait que des Finlandais se rangent aux côtés des troupes étrangères et commettent avec elles des crimes et des violences à l'égard de leurs compatriotes.

Agir ainsi, c'est commettre un crime contre le peuple finnois et, en même temps, un crime contre l'Etat. Ces agissements se dirigent contre la Diète finlandaise qui représente dans notre pays le pouvoir suprême. Si ces agissements devaient avoir le dessus, notre peuple disparaîtrait du rang des peuples civilisés, l'Etat finlandais cesserait d'être un Etat juridique.

La détresse où se trouve notre patrie nous oblige à nous adresser à vous tous. Nous espérons que tous les citoyens finlandais seront prêts à consentir les sacrifices qu'exige de tous, en particulier et en commun, la grave situation de notre pays. Les efforts communs de tous ne doivent tendre qu'à un but : maintenir la paix intérieure. Tout acte ou toute mesure de nature à troubler l'ordre public ne sauraient être tolérés sous aucun prétexte, de même que tous les agissements privés qui sont en contradiction avec les dispositions de la police.

Compatriotes ! Serrez les rangs, afin de protéger ensemble la paix de vos foyers, la vie, les biens, la liberté individuelle et l'inviolabilité de vos proches. Maintenir l'ordre, c'est défendre l'indépendance et l'avenir du peuple finnois.

Le Sénat de Finlande.

Quelle fut l'attitude du Comité directeur du parti ouvrier ? On pouvait croire qu'il viendrait enfin à résipiscence. S'il ne pouvait

plus retenir la Garde rouge, ne pouvait-il pas du moins se désolidariser d'avec elle, jeter un cri d'alarme et de protestation ? Il n'en fit rien. Bien au contraire. Le 24 janvier, le Conseil du parti ouvrier adressa aux soldats russes une proclamation ampoulée dont voici les passages essentiels :

Camarades russes !

Depuis des mois, les bourgeois s'acharnent à salir les troupes révolutionnaires russes fixées en Finlande et à ameuter contre elles l'opinion. Ces excitations ont rempli d'amertume les Russes aussi bien que leurs camarades finnois. On ne cesse également de calomnier grossièrement la social-démocratie révolutionnaire de Finlande et ses institutions. La presse bourgeoise veut faire endosser par les militaires révolutionnaires et par les ouvriers la responsabilité des actes de violence commis par des individus ou par des groupes qui ne comprennent pas les enseignements de la Révolution, bien que ces actes soient en réalité une résultante de la corruption bourgeoise. Aussi les bourgeois exagèrent-ils impudemment ; ils dénaturent les véritables événements et inventent toute sorte de mensonges. Tous leurs efforts tendent à insulter et à diffamer la révolution, afin de préparer ainsi le terrain à la contre-révolution. Nous comprenons parfaitement bien, cela va sans dire, qu'une telle conduite doit offenser les militaires russes de Finlande lesquels, demeurant immuablement fidèles à leurs principes, ont reconnu l'indépendance politique de la Finlande. Nous, les représentants des ouvriers de Finlande, nous combattons fidèlement à vos côtés contre ce flot d'outrages et de mensonges provocateurs déversé par les bourgeois et nous exprimons notre désapprobation formelle des efforts contre-révolutionnaires de la presse bourgeoise.

La social-démocratie de Finlande luttera sans se lasser contre le militarisme, et une des revendications lancées par notre congrès est que la Finlande, même devenue autonome, n'a pas besoin d'une armée permanente. Comme il est naturel, des troupes russes ne pourront pas non plus être maintenues en Finlande dès que leur évacuation sera possible, et dans aucun cas après la conclusion de la paix seulement. Mais les ouvriers de Finlande ne sont pas d'accord avec les bourgeois lorsque ceux-ci demandent de façon provocatrice que les militaires soient éloignés sans délai du pays, bien que la disette soit encore accrue par la présence des troupes.

Etrange logique que celle dont s'inspire ce document ! Les antimilitaristes voulaient conserver les militaires, les affamés voulaient

retenir au pays ceux qui augmentaient la famine, et ceux qui empêchaient la Finlande de devenir libre étaient salués comme les hommes qui lui auraient donné la liberté.

Le 26 janvier, le congrès socialiste institua un « Comité exécutif révolutionnaire » dont les décisions devaient avoir force de loi pour les ouvriers organisés de Finlande et pour leur Garde. En même temps les articles incendiaires se succédaient dans le principal journal socialiste, le *Tyœmies*. Pour ne citer qu'un exemple, voici comment ce journal commenta le manifeste du gouvernement au peuple finlandais, reproduit plus haut :

> Lorsque la proclamation du gouvernement finnois fut connue dans les milieux ouvriers, elle y suscita une irritation inouïe et une haine indicible. Rien d'étonnant à cela, car son contenu est si criminel, si insolent, si grossier et si sanglant (*sic*). La classe ouvrière et sa révolution y sont insultées. Y sont insultés aussi ceux qui ont accompli les actions les plus nobles pour le bien de notre peuple. En guise de remerciement de tout ce que les camarades russes ont fait pour la liberté de notre peuple, pour notre indépendance, pour notre affranchissement de l'oppression et des oppresseurs, ils sont outragés et traités de criminels, et on les rend responsables de toutes les ignominies dont notre classe possédante porte elle-même la responsabilité.

Que fit enfin l'autorité qui aurait pu la première atténuer les effets de la guerre civile devenue désormais inévitable ? Que fit le gouvernement russe pour empêcher ses troupes de lutter contre la force armée légale de la Finlande ?

Le 26 janvier, lorsque le représentant du gouvernement finlandais s'adressa au « commissaire des affaires de guerre », c'est-à-dire au ministre de la guerre Pokrovski, celui-ci lui communiqua ce qui suit : « D'après les informations parvenues à Pétrograd, la révolution sociale a commencé en Finlande. Conformément à ses principes, le gouvernement russe a le devoir d'aider le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie finlandaise. *Le commissaire a envoyé en Finlande de l'aide aux Gardes rouges finnois et il le fera encore à l'avenir.* » [1]

[1] Les italiques sont de l'auteur.

Ainsi, tous les dés étaient jetés. Le peuple finlandais avait à choisir entre la mort dans les flots rouges de la révolution russe et le combat pour la vie et la liberté. Il choisit le combat, et il remporta la victoire. Mais le combat qui mena à la victoire fut cruel et sanglant.

C'est ce que nous allons voir en jetant un rapide coup d'œil sur le régime de terreur déchaîné par les Rouges pendant les mois suivants.

La Révolution rouge

Caractéristique générale des Rouges et des Blancs.

Dans les chapitres précédents, nous avons relaté les événements antérieurs à la Révolution rouge. Cet aperçu était nécessaire si l'on veut connaître les origines et les causes de ce mouvement. Elles peuvent être résumées très sommairement de la façon suivante :

A l'arrière-plan, nous voyons d'une part les vingt annés d'oppression russe qui avaient fait osciller l'Etat dans ses bases, d'autre part le mouvement révolutionnaire russe qui avait inoculé son fanatisme et ses utopies aux ouvriers finnois.

Il y a donc eu contagion russe.

La cause principale de la Révolution russe paraît être la révolution bolchéviste de Russie, qui tourna la tête au parti ouvrier et l'induisit à suivre l'exemple des léninistes s'emparant du pouvoir.

Ici encore, il y a eu contagion russe.

Une autre cause accessoire qui contribua puissamment à faire dégénérer le mouvement en guerre civile, fut le projet du gouvernement bolchéviste russe tendant à reconquérir des territoires libérés et à déchaîner la révolution mondiale.

Donc, une fois de plus, contagion russe.

Le rôle et le programme du parti ouvrier finnois étaient beaucoup plus simples. Les socialistes finnois luttèrent uniquement pour la conquête du pouvoir, ou, plus exactement, pour *montrer* et *faire sentir* leur pouvoir. La majorité parlementaire dont ils disposaient au printemps et en été 1917, ne leur suffisait pas. Des grèves innombrables furent fomentées. Puis, lorsqu'ils perdirent la majorité à la Diète, ils recoururent à des moyens « extraparlementaires » et créèrent la Garde rouge. Enfin, lorsque celle-ci se heurta à la résistance du gouvernement, le gouvernement fut renversé. Bien que le

parti ouvrier n'eût pas l'intention de faire la révolution sociale, il mit en œuvre, sans réfléchir, tout l'appareil de combat du bolchévisme russe : propagande, mots d'ordre, excitation, sans négliger non plus les armes.

Les pages qui précèdent permettent aussi, croyons-nous, de comprendre comment il se fit qu'une révolution, ou plutôt une sédition, privée de toute impulsion idéaliste, n'ayant pas d'autre but que de précipiter la Finlande dans un chaos asiatique et de donner le pouvoir à une poignée d'aventuriers politiques, eut de si nombreux adhérents. Car les bandes rouges comptaient plus de cent mille hommes.

La cause en est que les masses ne saisissaient nullement la portée des événements auxquels elles étaient mêlées. La situation empira petit à petit, par gradations insensibles. Une grève succédait à une grève, les troubles se suivaient, et l'on appelait cela la « révolution » ! Les autorités légales étaient impuissantes à rétablir l'ordre et, conséquemment, c'était le « peuple » qui détenait le pouvoir. Chaque fois que les « bourgeois » tentaient de faire respecter la loi, on taxait leur tentative de coup d'Etat et d'essais de contre-révolution. C'est pour les empêcher qu'on entrait dans la Garde rouge, qu'on s'armait et qu'on était prêt à se battre contre les gardes de « massacreurs ». On considérait comme un point d'honneur de servir la cause du prolétariat et de l'aider à conquérir le pouvoir. Chaque fois que des scrupules naissaient, on les faisait taire en prononçant le mot magique de « révolution ». Ce mot suffisait aussi à calmer les consciences lorsqu'elles commençaient à être troublées par les crimes des camarades. Et lorsqu'il ne suffisait pas, on recourait à d'autres mots : « provocation », « massacreurs », qui eux ne manquaient jamais leur effet.

Lorsque le gouvernement voulut s'opposer aux « légitimes revendications » du prolétariat, lorsqu'il voulut « frustrer la classe ouvrière des fruits de sa lutte », rien ne fut plus facile que d'écarter ce gouvernement. Deux fois déjà, le gouvernement finlandais avait été renversé en suivant les voies révolutionnaires, en novembre 1905 et en mars 1917. Les deux fois, le peuple entier avait acclamé sa chute. Pourquoi ne serait-il pas renversé une troisième fois ? Ne dirait-on pas, cette fois encore qu'il était « noir », « contre-révolu-

tionnaire » et ennemi de la liberté, comme jadis ? Les simples raisonnaient ainsi : la révolution est la révolution, les « messieurs » sont les messieurs, et puisque le prolétariat détient le pouvoir, il doit le garder à tout prix.

La sédition fut la conséquence inévitable de tout ce qui l'avait précédée. Aussi la plupart des Rouges ne se posèrent-ils pas même cette question : Ai-je raison de me soulever contre l'autorité légale ? On ne se posa cette question que dans les groupes qui se trouvaient pour ainsi dire à égale distance entre les « prolétaires » et les « bourgeois »: parmi les employés de chemins de fer, des postes, parmi les fonctionnaires des douanes, les cochers de fiacres, les employés de tramway, etc. Dans ces milieux-là, on était très partagé, et l'on était « rouge » ou « blanc » suivant la façon dont on avait été impressionné par la campagne d'excitations de la presse socialiste.

D'autre part, il convient de remarquer qu'un nombre considérable d'ouvriers isolés furent écœurés par le spectacle de corruption qu'offrait la révolution à mesure qu'elle se développait. Ce qui les ébranla, ce ne fut guère la révolution même, ni la chute du gouvernement ; mais ils reculèrent lorsqu'ils virent les éléments les moins recommandables prendre de plus en plus le dessus dans leurs organisations, lorsqu'ils connurent les nombreux actes de violence commis par eux. Ces ouvriers se trouvèrent dans une situation des plus difficile, car ils risquaient leur vie en refusant d'entrer dans la Garde rouge s'ils étaient affiliés à un syndicat. On les obligeait à force de menaces et de violences à prendre part au mouvement, et quelques coups de fusils réglaient vite le compte de ceux qui étaient récalcitrants jusqu'au bout.

On aura peut-être peine à croire que les masses ouvrières se fissent une idée si confuse et si fausse de la situation. C'est cependant ce qui se passa. Il est absolument faux de prétendre que la faim et le capitalisme aient été les causes de la révolution rouge : celle-ci n'éclata pas parce qu'un prolétariat asservi voulait se promouvoir à une existence plus digne, mais parce que les masses avaient réussi, à la faveur des circonstances, à établir une dictature, une terreur dont ses chefs ne voulaient pas se dessaisir. Au surplus,

lorsqu'on songe combien la situation de la Finlande a été anormale pendant une vingtaine d'années, lorsqu'on se rappelle que pendant ces vingt ans le peuple n'a tendu que vers un unique but : s'affranchir de l'oppression politique, alors on comprend que des sentiments puissants sommeillaient dans l'âme populaire et n'attendaient qu'une occasion de s'enflammer pour tout mouvement qui avait l'apparence d'une lutte pour la liberté, d'un soulèvement populaire, d'une révolution sous n'importe quelle forme. C'étaient là des cordes qui vibraient au moindre attouchement, c'était un feu qui couvait sous la cendre et qui pouvait tout enflammer du moment où un combustible venait à sa portée.

Le grand crime dont les chefs du parti ouvrier se rendirent coupables fut de faire dévier ce courant de liberté et d'émancipation contre leurs propres compatriotes, contre le premier gouvernement de la Finlande autonome, contre le plus démocratique de tous les parlements. En faisant passer pour des suppôts du tzarisme, de sombres réactionnaires et des bourreaux du peuple ceux qui s'étaient battus au premier rang contre l'oppression russe et qui étaient les vrais héros de la liberté finlandaise, ils commirent une ignominie et une infamie qui ne pourront jamais leur être pardonnées, car ils le firent le sachant et le voulant et ils mentirent sciemment. En dernière analyse, les meneurs socialistes spéculèrent sur l'antique soif de liberté des masses, laquelle se condensa bientôt en une haine violente des détenteurs du pouvoir quels qu'ils fussent. C'est pourquoi les questions sociales ne jouèrent presque aucun rôle dans toute la tragédie.

Si tels furent les mobiles des Rouges, ceux des « Blancs » peuvent être résumés encore plus brièvement. Les Blancs, c'étaient d'abord tous ceux qui comprenaient que, pour échapper à la mort, la Finlande devait être sauvée du tourbillon de la Révolution russe. C'étaient ceux qui distinguaient entre un Etat jouissant des bienfaits de la civilisation européenne et le chaos asiatique de la Russie et qui voyaient dans quel abîme la dictature du prolétariat, comme celle des bolchévistes, jetait un peuple et un pays. Tels étaient tous les « bourgeois », tous les gens cultivés, sans tenir compte de leur situation de fortune. Les Rouges se heurtaient à une résistance absolument

unanime de la part des instituteurs primaires, des fonctionnaires, des employés de bureau, des techniciens, etc. Etaient encore « blancs » tous ceux qui avaient pu directement ressentir les effets du régime dictatorial des Rouges, à savoir tous les paysans, qui formaient la majorité de la population. Eux aussi éprouvaient le même besoin de liberté que tous les Finlandais, mais chez eux ce besoin était demeuré sain. Ils supportaient impatiemment la violence, qu'elle vînt d'en haut ou qu'elle vînt d'en bas, et ils la combattirent. D'ailleurs, la population campagnarde était très faiblement représentée parmi les Rouges. Seule la population errante qui avait été pendant la guerre occupée aux travaux de fortification, avait pris parti pour les Rouges, ainsi que la plus grande partie des ouvriers dans les communes industrielles. Mais la part prise à la révolution par les domestiques de campagne et les petits fermiers fut très réduite ; ils se bornèrent à faire les tyranneaux dans leur village, c'est-à-dire à s'emparer de la police et de l'autorité et à commander leurs anciens maîtres.

Ce qui réduisit les paysans au désespoir, ce fut moins le renversement du gouvernement que les longs mois de misère pendant lesquels la populace régna. Tous les bandits, tous les soldats russes, tous les malandrins et les criminels purent ravager librement le pays. Le seul moyen qu'avaient les paysans de rétablir l'ordre et la sécurité était de prendre les armes et d'abattre eux-mêmes la terreur rouge des Russes. Les Blancs luttèrent pour la liberté, l'ordre et la légalité. Leur combat fut un combat défensif contre toutes les forces qui détruisaient et désagrégeaient la Finlande. Leur guerre fut une guerre d'affranchissement et non pas une lutte pour conquérir le pouvoir.

Le caractère russe des Rouges se trahit peut-être avec le plus d'évidence dans le fait précisément que les notions de légalité et d'ordre leur étaient parfaitement étrangères. Leur régime tyrannique portait une empreinte nettement asiatique ; il était totalement dénué du respect du droit d'autrui, de la valeur de la vie humaine, du sens de la discipline. C'est en quoi les Rouges se distinguaient des socialistes de l'Europe occidentale. Ils étaient dominés par la manie purement russe de prodiguer à tous les vents des ordres, des décrets, des manifestes et des ordonnances... qui n'étaient suivis par personne.

Comme les Russes, ils pouvaient pendant des nuits entières se griser de discours et de discussions, s'exalter les uns les autres à force de fumer et de parler, vivre de l'atmosphère fiévreuse et artificielle des assemblées publiques, se laisser emporter de-ci de-là, comme les feuilles d'automne balayées par le vent, au gré des passions déchaînées par une foule irresponsable. Ils devaient s'enivrer littéralement de pouvoir, et leur vie devait être faite d'une succession de sensations violentes. Des automobiles allant à fond de train, des sonneries affolantes de téléphones, des masses de télégrammes, des ordres s'entrecroisant sans cesse, manger un morceau quand on en trouvait l'occasion, dormir une heure n'importe où, quand on en avait le temps : telle devait être la vie des Rouges. A quoi bon l'ordre et la propreté, à quoi bon mener une existence paisible et réglée ? Avant tout, il fallait vivre dans la fièvre, jouir du pouvoir et renier toutes les idées bourgeoises. La Révolution rouge fut parfaitement étrangère à notre mentalité et à notre tempérament, de même qu'elle n'eut rien de commun avec un mouvement politique soigneusement préconçu et exécuté de sang-froid. Elle était issue des passions collectives des assemblées populaires. Ce fut une « émeute » et non pas un complot.

Les détails et les faits que nous allons relater dans les pages suivantes serviront à préciser cette impression générale. Notre but n'est pas de faire l'histoire de la guerre civile. Nous nous bornerons à décrire certains aspects de la terreur rouge telle qu'elle a sévi dans la Finlande méridionale, et nous raconterons brièvement comment la Révolution a éclaté et comment elle a été finalement réprimée.

Comment la Révolution a commencé

Le samedi 26 janvier, il apparut avec évidence que les Rouges avaient l'intention bien arrêtée d'entrer en activité. On ne savait guère, à vrai dire, jusqu'où ils comptaient aller. Voulaient-ils attaquer les corps de volontaires dans tout le pays ou attaquer aussi le gouvernement ?

Les troupes rouges furent concentrées à Helsingfors, où arrivèrent également des Gardes rouges et des soldats de marine de Pétrograd. Le samedi soir, le petit corps de volontaires quitta la ville afin d'éviter des combats de rue qui n'auraient abouti à rien, et quelques membres du gouvernement se réfugièrent à Vasa, dans la province d'Oesterbotten, afin de pouvoir, si les choses tournaient mal, maintenir dans cette ville le gouvernement légal.

L'activité des Rouges commença le dimanche matin 27 janvier. De grandes quantités de fusils et de munitions provenant des arsenaux russes de la forteresse de Sveaborg furent transportés dans la ville, et les Rouges occupèrent la gare, les postes de police, la centrale des téléphones, les télégraphes et les imprimeries des journaux bourgeois. La prison provinciale reçut l'ordre de préparer 150 cellules pour recevoir les prisonniers des Rouges. On procéda à plusieurs perquisitions et arrestations. Les Rouges attendaient apparemment le corps de volontaires et comptaient bien pouvoir glorieusement conquérir la ville par les armes. Ils savaient parfaitement que les volontaires leur étaient très inférieurs en nombre.

Ce qui prouve qu'ils espéraient un combat avec les volontaires, c'est notamment un manifeste qui fut affiché à tous les arbres et à tous les poteaux électriques et dont voici la traduction littérale :

« Aux habitants d'Helsingfors !

Tous les habitants pacifiques d'Helsingfors sont invités à se tenir loin des rues pendant les combats avec les gardes de massacreurs. En cas contraire, ils courent le danger d'être atteints par les balles.

La Garde rouge révolutionnaire veut éviter de répandre le sang de personnes innocentes.

Helsinfors, le 27 janvier 1918.

Le Comité exécutif des Ouvriers. »

Comme aucune force ennemie ne se montrait, les Rouges durent se contenter de tirer des coups de feu dans l'air et de « maintenir l'ordre » avec énergie. Pendant la nuit, ils se mirent à la recherche des membres du gouvernement, mais ils n'en trouvèrent aucun à son domicile. Le lundi matin de bonne heure, toutes les autorités furent gardées militairement et un manifeste proclamant l'état de grève fut publié.

Enfin, le public sut à quoi s'en tenir lorsqu'on distribua dans le courant de la journée une « proclamation révolutionnaire au peuple de Finlande » dont voici le texte :

L'heure de la grande révolution a sonné pour la classe ouvrière de Finlande.

Aujourd'hui les ouvriers de la capitale ont pris hardiment d'assaut le quartier général du sombre pouvoir minoritaire qui commençait une guerre sanglante contre son peuple.

Les membres du criminel Sénat préparaient aussi dans la capitale du pays une guerre civile abominable, une attaque perfide contre les ouvriers organisés de Finlande. En même temps, ils se rendaient coupables d'une trahison effrontée en priant des gouvernements monarchiques étrangers d'envoyer des bandes d'assassins pour massacrer le peuple laborieux de Finlande. La vie et la liberté de notre peuple sont donc exposées aux plus grands dangers.

Maintenant tout pouvoir est enlevé à ce Sénat sanguinaire. L'ordre a été donné d'arrêter les membres criminels de ce Sénat partout où on les trouvera, car la prison est depuis longtemps le seul séjour qui leur convient.

Le peuple travailleur de Finlande prendra tout le pouvoir de l'Etat en ses mains éprouvées.



C'est ainsi que la classe ouvrière fut finalement contrainte de se soulever, afin de se sauver, elle-même et le pays avec elle, du malheur et de la détresse où a plongé notre peuple la politique criminelle des capitalistes. Les intrigues du dangereux et inquiétant Sénat et de ses suppôts ont été dévoilées. Afin de s'emparer du pouvoir, lequel doit naturellement appartenir au peuple lui-même, le Sénat commit illégalité sur illégalité. Le but principal de ces menées était d'étouffer le mouvement ouvrier de tout le pays, d'anéantir tous les succès démocratiques, d'enterrer à jamais les espoirs naissants du peuple souffrant dans un véritable travail de régénération.

Mais la classe ouvrière de Finlande ne se laissera jamais asservir sous un joug si terriblement réactionnaire. Une si odieuse tentative de coup d'Etat doit sombrer dans l'opprobre et l'ignominie. Et la soumission complète a maintenant commencé. Ce pouvoir oppressif de dangereuse réaction doit être extirpé dans ses racines et être rendu inoffensif.

L'organe suprême révolutionnaire des ouvriers de Finlande, institué par le Comité directeur du parti socialiste, fait savoir que

> *tout le pouvoir révolutionnaire de Finlande appartient désormais aux ouvriers organisés et à leurs organes révolutionnaires.*

Un gouvernement socialiste révolutionnaire doit être maintenant formé sans délai. Les noms des membres de ce gouvernement seront publiés sous peu.

Il ne s'agit plus maintenant de mettre des hommes nouveaux à la place des anciens, mais de renverser tout le système bureaucratique.

Que maintenant nos organisations et notre Garde fassent partout leur devoir vis-à-vis de la Révolution, chacune suivant ses capacités. Nous devons observer dans nos rangs une sévère discipline révolutionnaire !

Il faut se comporter partout amicalement avec les soldats russes, car nous savons que les soldats russes sont les amis des ouvriers révolutionnaires.

Pour que la révolution générale réussisse, il n'est pas nécessaire qu'une grève générale ait lieu dans tous les endroits. Les ouvriers

révolutionnaires décideront eux-mêmes, avec leur organisation, où il faudra recourir à ce moyen. Mais, pour le salut de la Révolution, il importe à notre avis que la grève générale soit proclamée aussitôt à Helsingfors.

Les ouvriers prendront en mains, partout où cela paraîtra opportun et utile, les administrations communales et autres prérogatives.

Personne ne doit nous abandonner ou fléchir ! Pas de longs pourparlers avec des ennemis armés et perfides ! Il faut que la victoire des ouvriers soit une victoire intégrale !

Les citoyens paisibles qui ne désirent pas appuyer les ennemis des ouvriers n'ont rien à craindre de la révolution. Que les petits gens de la campagne et des villes n'ajoutent pas foi aux mensonges d'après lesquels les ouvriers voudraient s'emparer de leurs biens. Au contraire, la victoire de la classe ouvrière peut aussi améliorer leur situation dans l'Etat. Le pouvoir des ouvriers est un pouvoir équitable, qui cherche toujours à empêcher les violences inutiles et à soulager les maux des innocents.

Mais les mercenaires du Sénat renversé seront poursuivis sans ménagement. Que ceux qui ont été enrôlés par traîtrise jettent aussitôt leurs armes dès qu'ils auront compris qu'on veut les forcer à combattre contre la noble cause du peuple travailleur.

La révolution des ouvriers est généreuse, mais dure : dure pour les ennemis du peuple, mais secourable à tous les opprimés et à tous les malheureux.

Ayez confiance dans la puissance révolutionnaire des ouvriers ! Des combats ont lieu en plusieurs endroits ; mais la victoire va s'attacher irrésistiblement à nos drapeaux.

Nous croyons fermement que la génération actuelle, ainsi que les générations futures du peuple travailleur de notre pays, béniront souvent encore cette révolution qui va faire entrer la Finlande dans une nouvelle ère de bonheur.

Le Comité exécutif des ouvriers de Finlande :

Eero HAAPALAINEN, président.



En même temps que cette proclamation, paraissaient plusieurs « prescriptions » relatives au devoir d'aider les troupes rouges, etc. Ici encore la Finlande est déclarée en « état de guerre révolutionnaire », état dont la véritable signification ne fut du reste jamais précisée. Mais comme, pendant toute la guerre, la Finlande s'était trouvée à la fois en état de siège et en état de guerre, on avait besoin de quelque chose de nouveau pour impressionner l'opinion.

Pendant toute la journée, la ville fut parcourue dans tous les sens par des automobiles bondés de Rouges et de Russes armés, qui tiraient des coups de feu dans l'air et contre les façades des maisons. Les patrouilles des Gardes rouges tiraient aussi à tout instant des salves. Heureusement deux personnes seulement furent blessées. Tout cela était une fidèle copie des événements de la révolution de mars : c'est ainsi, pensaient les Rouges, et pas autrement, qu'une révolution doit se dérouler.

Ce même jour, une tentative fut faite aussi d'imiter la tactique suivie pour les meurtres d'officiers. Le boursier communal fut arrêté à son bureau, puis relâché dans la soirée. Afin qu'il pût regagner indemne son domicile, on lui donna une escorte de deux Gardes rouges. Comme les trois hommes arrivaient dans une rue écartée, les deux gardes laissèrent prendre de l'avance au prisonnier confié à leur protection. Le boursier communal entendit un maniement de fusil et tourna la tête. Au même instant une balle lui traversa la nuque et sortit par l'oreille. La victime s'effondra par terre et les Rouges s'enfuirent. Le blessé fut ensuite relevé par des passants et réussit à guérir grâce aux soins qu'on lui prodigua.

* * *

Mardi, on publia les noms des membres du nouveau gouvernement et leur programme. Le gouvernement — cela va sans dire — était composé suivant le modèle de celui de Lénine. Il était formé de « commissaires du peuple », non pas de ministres, et au-dessus du gouvernement il y avait, comme en Russie, un « Conseil central » chargé de contrôler l'activité des commissaires. En réalité, le gouver-

nement fut exercé par quatre commissaires qui étaient des socialistes bien connus. C'était d'abord le président du gouvernement Kullervo Manner, qui avait été président de la Diète l'été précédent et qui avait inauguré sa carrière politique dans les premières années du siècle en se mettant au service du tzarisme russe. C'était un arriviste dévoré d'ambition. Le second des nouveaux maîtres de la Finlande était Oscari Tokoi, le chef du ravitaillement ; véritable type d'aventurier, ancien ouvrier mineur en Amérique, puis homme de confiance de son parti, il fut une fois président de la Diète et chef du gouvernement au printemps et en été 1917. C'était un esprit lucide, mais un homme sans caractère et sans dignité. Le troisième était Yrjoe Sirola, un ancien étudiant comme Manner, journaliste et grand homme de son parti, maintenant ministre des affaires étrangères : un fanatique silencieux et un habile politicien. Enfin, Eero Haapalainen, un ancien étudiant dévoyé, homme brutal et violent, qui avait eu souvent maille à partir avec la police lorsqu'il était en état d'ébriété et que, incapable de se dominer, il éclatait en querelles et en grossièretés. Tel était le nouveau ministre de l'intérieur et le commandant en chef de la Garde rouge.

Le programme du gouvernement était naturellement farci de promesses de réformes ; mais il ne soufflait mot de l'Assemblée constituante, réclamée jadis avec tant d'énergie par les socialistes. On n'y trouvait rien non plus concernant le partage des terres, et en cela il s'écartait sur un des points les plus importants du programme des bolchévistes russes. Par ailleurs, voici brièvement résumées, les réformes promises par les révolutionnaires finlandais: transformation complète de l'Etat et de son organisation, suppression totale de la bureaucratie, abolition définitive de l'indépendance de tous les tribunaux, remaniement de la forme du gouvernement afin de garantir les droits des ouvriers, assurance vieillesse et invalidité, élimination de toute tendance réactionnaire dans l'éducation populaire, affranchissement des fermiers et des petits paysans de l'asservissement des grands propriétaires, socialisation des banques et des grandes entreprises industrielles et commerciales.

Toutes ces réformes, ajoutait le programme, ne peuvent être

réalisées que par des moyens révolutionnaires qui ont été décidés par les « organes révolutionnaires ».

La première démarche officielle du nouveau commissariat consista à adresser un message de cordiales salutations au gouvernement de Pétrograd. Puis il notifia la révolution aux gouvernements des Etats qui avaient reconnu l'autonomie de la Finlande. Ainsi, les commissaires estimaient avoir mis de côté le gouvernement légal de la Finlande, autonome depuis dix semaines, et avoir placé le pays sous la dictature du prolétariat.

Mais les choses n'allaient pas aussi facilement qu'ils le croyaient. Le gouvernement renversé ne tarda pas à se regrouper à Wasa. Quoique quelque peu décimé, il n'en demeurait pas moins une menace pour les commissaires du peuple. En même temps, on vit apparaître sur la scène un homme entièrement nouveau : c'était le général Gustave Mannerheim. Un petit nombre de gens bien renseignés étaient seuls à savoir qu'il dirigeait depuis quelques semaines l'organisation des corps de volontaires dans l'Oesterbotten. Il est impossible de décrire la joie avec laquelle son premier bulletin, répandu clandestinement à Helsingfors, fut accueilli par tous ceux qui avaient lu avec dégoût les manifestes révolutionnaires des Rouges et contemplé avec horreur les débordements des hordes rouges tirant dans les rues. Il y avait dans le télégramme de Mannerheim un accent nouveau, un accent de confiance et d'espoir, qui donnait à son tour la confiance.

Voici ce télégramme, qui vint réconforter la population de la Finlande méridionale en proie au désespoir :

« Les actes de violence, les pillages et les meurtres commis contre la population paisible par les pires éléments du peuple, de concert avec les militaires russes, et notamment les événements de Wiborg qui ont exaspéré les paysans avides de liberté de l'Oesterbotten, m'ont engagé à désarmer les troupes russes à Wasa, Lappo, Ylistaro, Seinaejoki, Jacobstad, Gamla Karley et autres localités.

» Si les Gardes rouges ne se soumettent pas au gouvernement légal, les troupes de paysans justement irritées exécuteront elles-mêmes, les armes à la main, les traîtres à la patrie.

» Leur sécurité personnelle est garantie aux 5000 soldats russes désarmés et ils seront immédiatement remis en liberté dès qu'un accord à ce sujet sera intervenu entre la Finlande et la Russie.

» *Le commandant en chef des volontaires :*
Général MANNERHEIM. »

On apprit ainsi qu'il y avait aussi une armée blanche, et pas seulement une armée rouge. Pas un instant on ne douta de la victoire finale des Blancs.

Mais il importait de résister aux Rouges aussi dans les contrées où ils s'étaient déjà emparés du pouvoir. Une grève générale des fonctionnaires fut ordonnée et exécutée sans la moindre défaillance. Seuls les médecins et les offices de ravitaillement ne cessèrent pas le travail. Les banques furent fermées et le syndicat patronal suspendit le travail dans toutes les fabriques. La vie devint extrêmement difficile. Les Rouges se mirent à pourchasser les membres du gouvernement et de la Diète, les fonctionnaires, les banquiers, afin de les arrêter, et tous ceux-ci, de même que tous ceux qui s'étaient occupés de près ou de loin des corps de volontaires, durent vivre cachés. On se réunissait à plusieurs dans un même appartement, on déménageait fréquemment, on se laissait pousser la barbe et on négligeait à dessein sa mise. Grâce à ces précautions, on pouvait parfois risquer une promenade dans la soirée. A Helsingfors, il était interdit de sortir après 9 heures du soir. On n'en avait du reste guère envie, car chaque soir des coups de feu retentissaient dans les rues.

Le plus difficile à supporter était peut-être la complète incertitude dans laquelle on se trouvait. La Finlande rouge était entièrement isolée du reste du monde et ne communiquait plus qu'avec Pétrograd et Lénine. On ne recevait aucun journal scandinave, aucune lettre, aucun télégramme. Les bruits les plus divers circulaient et la seule source de nouvelles dont on disposait étaient les journaux des Rouges, qui n'inspiraient aucune confiance. Ils s'étendaient surtout sur les atrocités commises par les « massacreurs » et sur les pertes énormes subies par eux dans les combats. Quant aux informations de l'étranger, elles se bornaient à dire que l'empereur d'Allemagne avait

été renversé, que la révolution était sur le point d'éclater en France et en Norvège et que la puissance des bolchévistes russes s'accroissait de jour en jour. Accablés, les Finlandais se morfondaient chez eux, préoccupés d'une seule pensée : Quand Mannerheim arrivera-t-il ?

Pendant ce temps, les Rouges ne demeuraient pas inactifs. Ils multipliaient les perquisitions, les arrestations et les saisies, s'efforçaient d'organiser leur armée et de remplacer par leurs partisans les fonctionnaires absents. Tous les efforts des Blancs comme des Rouges se portèrent vers les opérations militaires, car tout dépendait de leur issue. Il est donc nécessaire de parler tout d'abord de l'armée rouge.

L'armée rouge

Pour pouvoir faire partie de la Garde rouge, certaines conditions étaient requises : il fallait être membre du parti ouvrier, connaître les méthodes de la social-démocratie et avoir la « conscience de classe ». La Garde, conséquemment, constituait un véritable parti politique. Chaque association ouvrière locale formait sa Garde rouge à elle. Il en résultait qu'il y avait une multitude innombrable de petits groupes, une masse d'« états-majors » et de « commandants en chef ». Les Rouges avaient bien l'intention de créer une organisation uniforme, — les statuts mentionnent des brigades, des divisions et des corps d'armée, — mais on n'y réussit jamais. Dans les villes importantes, on forma des compagnies et des bataillons, mais jamais on n'entendit parler de régiments. Conformément à l'exemple donné par les bolchévistes russes, la souveraineté appartenait aux soldats ; les ordres des officiers étaient discutés dans les soviets de soldats qui les ratifiaient ou les repoussaient. En outre, les assemblées de soldats pouvaient destituer les chefs qui leur déplaisaient et les remplacer par d'autres. Mais, sur ce point, on ne trouve pas les traces d'un système vraiment uniforme ; tantôt c'étaient les officiers et tantôt les soldats qui décidaient.

A l'origine, la tâche de la Garde rouge était purement locale. Chaque contingent devait prendre le pouvoir dans la localité où il s'était constitué et le maintenir. Aussi les Rouges furent-ils surpris fort désagréablement lorsqu'ils apprirent que les Blancs étaient en train d'occuper tout le Nord du pays et lorsqu'une campagne s'imposa en plein hiver. De ce fait, le service de l'intendance fut placé devant une tâche qu'il ne put pas remplir et les soldats furent contraints de fournir aussi un effort beaucoup plus considérable qu'ils ne s'imaginaient. Malgré les armes et les munitions données par les Russes, l'armée rouge fut complètement désorientée par ce changement de programme. Et ce fut fort heureux, car l'armée blanche,

elle aussi, manquait de tout : c'est à peu près sans armes qu'elle entreprit sa tâche gigantesque.

La question la plus importante qui se posait aux Rouges pour la conduite des opérations militaires était étroitement liée à celle de l'attitude des troupes russes. Celles-ci allaient-elles rester neutres ou prendre ouvertement le parti des Rouges ? La réponse à cette question arriva bientôt.

Le 30 janvier, le ministre russe des postes et télégraphes fit une visite au gouvernement rouge d'Helsingfors et lui déclara ceci : « *Le gouvernement des frères russes espère que les frères finlandais termineront heureusement la lutte commencée et leur promet tout son appui dans le combat contre la bourgeoisie, laquelle est l'ennemie du peuple, puisqu'elle appartient à la classe internationale des exploiteurs.* » Cette déclaration officielle doit sans nul doute être considérée comme une déclaration de guerre du gouvernement de Lénine.

Du reste, deux jours avant, les troupes russes de Finlande avaient déjà déclaré la guerre pour leur propre compte. Ces troupes constituaient le 42me corps d'armée russe, dont l'état-major se trouvait à Viborg. Mais l'état-major avait été remplacé par un « comité de corps d'armée ». Ce comité envoya le 28 janvier à tous les détachements de troupes un ordre dont le premier point avait la teneur suivante : « *A partir du 16* (28 nouveau style) *janvier de cette année, les troupes de la 42me armée se trouvent sur le pied de guerre avec la Garde blanche bourgeoise de Finlande.* »

Il y avait encore une autorité qui avait son mot à dire. C'était le « Comité de Rayon de l'armée, de la flotte et des ouvriers (russes) de Finlande », qui avait été nommé le 4 décembre par Lénine seul représentant du gouvernement russe en Finlande. La commission militaire de ce comité se considérait comme la plus haute autorité militaire russe de Finlande. Elle ne fit pas de déclaration de guerre ; mais, le 28 janvier, elle donna au 42me corps d'armée l'ordre de commencer des opérations décisives contre la Garde blanche.

Ce furent les Russes qui prirent naturellement la direction de l'armée rouge, car les Finnois étaient dénués de toute connaissance

militaire. Le 15 février déjà, le commandant en chef de l'armée occidentale en Finlande, Michail Stepanovitch Svetchnikoff, parlant de la Garde rouge, la désigna comme une troupe auxiliaire des corps russes, et les Rouges finlandais étaient tous placés sous le commandement des chefs de district russes. Svetchnikoff fut alors nommé commandant en chef de la Garde rouge, de sorte que celle-ci fut en réalité agrégée à l'armée russe.

Le commandement suprême était donc exercé par des officiers russes, et des troupes russes faisaient la guerre aux corps de volontaires finlandais. Des rapports télégraphiques sur les opérations militaires furent adressés régulièrement au ministre de la guerre de Russie, au gouvernement de Lénine et aux commandants de forteresses de Cronstadt et de Reval.

Ce qui ressort clairement de tout cela, c'est que le gouvernement bolchéviste russe avait l'intention bien arrêtée de reconquérir la Finlande avec l'aide des Gardes rouges. Et, pour ce motif, on pense involontairement à ce gouvernement lorsqu'on se demande d'où venaient les impulsions qui déclenchèrent la révolution finlandaise. Il faut du reste souligner la connexité qui existe entre la révolution finlandaise et les grandes grèves qui éclatèrent simultanément en Autriche et quelques jours plus tard en Allemagne, car ces grèves furent commentées dans les journaux socialistes de Finlande avec une grande prolixité et de façon très tendancieuse.

Toutefois, le commandement russe se trouvait dans l'impossibilité de diriger les opérations militaires avec ordre et méthode. Les troupes étaient beaucoup trop indisciplinées pour cela. En outre, la démobilisation de l'armée avait été ordonnée avant que la révolution rouge eût éclaté. Un grand nombre de soldats voulaient rentrer en Russie et n'avaient aucune envie de recommencer la guerre. La démobilisation n'en fut pas moins empêchée par tous les moyens, et on réussit à retenir à leur poste les soldats qui avaient obtenu un congé en les transformant en « volontaires » et en leur payant une solde élevée.

D'autre part, des armées rouges créées en Russie ne tardèrent pas à affluer. D'après les rapports et les documents dont on dispose, on peut établir au moins la présence en Finlande des unités russes

suivantes : Le 42me corps d'armée, une armée lettonne, les détachements de volontaires russes formés de soldats démobilisés, l'armée rouge socialiste-nationale, l'armée rouge des ouvriers et des paysans, et enfin le corps des anarchistes formés d'environ 300 matelots. Comme, en outre, la Garde rouge finnoise admettait des volontaires russes et que toutes ses troupes spéciales étaient formées de Russes, on comprendra qu'il soit impossible de se rendre compte du nombre exact des effectifs russes en Finlande. Ce qui est certain, c'est que ces effectifs étaient extrêmement considérables.

C'était néanmoins la Garde rouge finnoise qui formait le noyau de l'armée révolutionnaire. Elle disposait d'une grande quantité de soldats. Leur armement et leur équipement incombaient aux Russes, qui firent de leur mieux. Lorsque, le 2 février, l'état-major de la Garde rouge approuva le budget pour les deux mois suivants, ce budget comportait les postes suivants :

Solde pour 30,000 hommes	36,000,000	marcs
Solde pour les réserves	6,000,000	»
Solde pour les services sanitaires	3,000,000	»
Allocations pour les veuves	2,000,000	»

Les dépenses pour les vêtements, le ravitaillement et les armes ne sont pas mentionnées. Les vêtements et les vivres étaient procurés par des saisies, c'est-à-dire par le pillage pur et simple des provisions privées et publiques. Quant aux armes, elles étaient fournies par les Russes qui les faisaient venir de Pétrograd et de Reval. De plus, toutes les troupes russes quittant la Finlande — le 26 février on fit partir tous les soldats polonais, ukrainiens et esthoniens, car ils n'étaient pas bolchévistes — reçurent l'ordre de remettre leurs armes à la Garde rouge finnoise. Enfin, le 20 février, le gouvernement rouge de Finlande prit possession de tous les biens mobiliers de Finlande appartenant à l'Etat russe. Ainsi, des stocks fort importants d'armes, de munitions, d'explosifs, de vivres, etc., tombèrent entre les mains de la Garde rouge. Ces stocks devaient naturellement être payés, et le principal représentant *de la Finlande* dans les Comités de liquidation qui furent institués partout, fut le Russe Svetchnikoff !

Des soldats spécialement instruits étaient nécessaires pour servir les sept trains blindés que l'on possédait, ainsi que les automobiles blindées, les canons et les mitrailleuses. On les fit venir de Russie et on chercha à en embaucher par la voie des journaux « indépendamment de toute nationalité ». Les artilleurs reçurent un traitement mensuel de 1200 marcs finnois, les mitrailleurs un traitement de 900 marcs. Mais il semble que les Rouges ne réussirent jamais à avoir en suffisance des troupes spéciales, tant ils avaient d'armes.

Pour montrer combien étroite était la collaboration entre les Russes et les Rouges finlandais, citons encore le télégramme suivant qui fut expédié en commun par Svetchnikoff et par l'adjoint du Commissaire de l'intérieur Taimi :

« A l'état-major spécial à Pétrograd.

» Sur l'ordre du gouvernement finlandais, nous vous prions d'accélérer l'envoi de volontaires à l'état-major général de la Garde rouge d'Helsingfors, 10 officiers de l'état-major général, 20 officiers d'artillerie, 20 officiers mitrailleurs, 20 officiers du génie et ingénieurs. En outre, il nous faut absolument 50,000 fusils à trois lignes, 200 mitrailleuses (Maxim), 50 canons à tir rapide à trois pouces, 200,000 charges pour canons à trois pouces, 3,000,000 de cartouches japonaises, 10,000,000 de cartouches pour fusils à trois lignes et 100,000 cartouches pour revolvers de tous calibres. »

Il est vraiment curieux de constater avec quelle simplicité on « commande » dix officiers d'état-major *volontaires !*

Dans ces conditions, on peut se demander ce qui restait à faire au commandant en chef et à l'état-major finlandais. On leur laissait sans doute le soin de liquider quelques bagatelles ; mais pour le reste ils n'étaient que des personnages décoratifs. Lorsqu'il fut nommé commandant en chef, Haapalainen accepta ce poste en remerciant, mais il déclara tout aussitôt qu'il ne possédait aucune connaissance militaire.

* * *

Dans les procès-verbaux de l'état-major général, il y a un passage qui est particulièrement caractéristique. Toute la scène qui y est décrite mérite vraiment d'être relatée. La séance du 23 février fut marquée par l'intervention d'un « camarade » qui arrivait de Pétrograd. « On s'y plaignait, dit-il, de la façon défectueuse dont la Garde rouge était dirigée, et l'on s'y demandait si l'on pouvait encore risquer l'envoi de nouvelles armes en Finlande. » Cette communication fut naturellement accueillie avec quelque amertume et, dans la vive discussion qui suivit, il fut déclaré que « l'activité offensive n'avait pas cessé d'être conduite à l'insu de l'état-major général ». Le « général » Haapalainen dut prendre note d'un ordre du jour rédigé en termes sévères, remarquant que « l'état-major général n'assumait pas la responsabilité des échecs qui pouvaient survenir dans une lutte dirigée à l'insu de l'état-major général et sans qu'il ait rien décidé ». On décida ensuite de recourir aux services d'un général doué des plus hautes qualités et l'on désigna une députation chargée de rendre visite à Krylenko, le commandant en chef de l'armée russe, et au ministre de la marine russe Dybenko, afin de supplier l'un d'entre eux de prendre le commandement des troupes en Finlande, ne fût-ce que pour peu de temps. Ce plan ne fut cependant pas exécuté, car comme on reprenait la séance dans la soirée après une suspension, on apprit que Dybenko était attendu à Helsingfors et pouvait peut-être être amené à accepter.

L'assemblée rassembla alors toute son énergie. Elle décida de faire venir des aéroplanes, et de former une armée à Arkhangel, où se trouvaient des armes et de nombreux ouvriers. Cette armée devait envahir la Finlande par le Nord. En outre, un plan secret devait être élaboré pour rechercher les armes cachées à Helsingfors par les bourgeois : chaque maison de la ville devait être examinée minutieusement de la cave au grenier. Ensuite, on convint de la manière de répartir le prochain arrivage d'armes de Pétrograd, et finalement, en guise de récompense pour l'énergie déployée, on prit connaissance d'une requête amicale présentée par le maréchal des bolchévistes. Lénine en personne demandait que l'on mît à sa disposition une compagnie de Gardes rouges finnois « dans l'uniforme de la Garde ». Les

soldats devaient partir sans armes pour Pétrograd, où ils seraient armés et approvisionnés. L'état-major général acquiesça naturellement à cette demande, mais émit l'opinion que la compagnie, pouvant être aussi de quelque utilité pour l'armée rouge, devait revenir au bout de quelque temps avec ses armes et être remplacée par une nouvelle compagnie sans armes. « Le côté politique de l'affaire doit être réglé par le gouvernement », stipule le procès-verbal à la fin

Mais les Russes causaient souvent des difficultés. Le 19 février, deux plaintes furent adressées à l'état-major général. A Viborg, on avait enrôlé des soldats russes. Une fois arrivés, ceux-ci avaient « pris » tout un hôtel et refusaient d'aller au front avant d'avoir reçu de nouveaux fusils et d'avoir été entièrement vêtus de neuf, de la tête aux pieds. Du front de Bjoerneborg parvint la nouvelle qu'une bande de marins qui venaient d'y arriver avaient soudain fait volte-face et s'étaient mis à dépouiller la population paisible de ses objets d'or et d'argent. Quelqu'un leur avait raconté qu'il y avait du vin dans une église. Ils avaient fait irruption dans le temple, avaient bu le vin destiné à la communion et avaient commencé à piller les villages voisins. Pas plus les camarades russes que les finlandais n'osèrent les en empêcher, « car un grand conflit aurait pu s'en suivre ».

D'après le projet de budget du 2 février, la Garde Rouge se composait de 30,000 hommes. A supposer qu'elles reçussent la demi-solde, les réserves comptaient 10,000 hommes. Les Rouges avaient donc une armée de 40,000 hommes. Or, d'après les documents officiels, les effectifs de la Garde s'élevaient en mars à 75,000 hommes. Il faut attribuer en première ligne cette augmentation à la conscription qui était en cours d'exécution. Auparavant déjà, une pression morale avait été exercée par toutes sortes de moyens sur les ouvriers pour les contraindre à entrer dans la Garde, laquelle ne paraît pas avoir été très populaire. Lorsqu'éclata la révolution, on y attira les ouvriers en leur promettant une solde extraordinairement élevée, ainsi que la nourriture et l'habillement gratuits. Mais maintenant on obligeait aussi à entrer dans la Garde les hommes qui ne s'y étaient pas décidés de leur plein gré. On leva d'abord les

ouvriers citadins des services municipaux et les chômeurs. Plus tard, on ordonna la mobilisation forcée de tous les hommes en général, que l'on cueillait tout simplement dans la rue. Mais ce n'est qu'en Finlande orientale qu'on réussit à exécuter cette mesure de telle sorte qu'un grand nombre de « bourgeois » furent effectivement envoyés au front et incorporés dans l'armée rouge. Dans d'autres endroits, on ne fit que les arrêter et les incarcérer.

Si l'on feuillette les papiers de la Garde rouge qui sont encore conservés, on peut se faire une idée exacte de l'étrange discipline qui régnait dans cette troupe. Nous donnerons ici quelques détails, qui caractérisent le degré de préparation militaire et morale de la Garde rouge :

Dans un ordre du jour du 26 février, les soldats russes sont sommés de ne pas vendre leurs fusils aux ennemis. — Le 13 mars, 1079 colis de comestibles sont saisis à Raumo. Ils appartenaient à la Croix-Rouge, mais l'intendance de la Garde rouge décide que la Garde doit les consommer, « bien que cela soit peut-être contraire aux conventions internationales ». — Le caissier de la Garde rouge d'Helsingfors demande que le commandement de la milice se procure une liste des criminels, « afin que, tout en établissant les registres de solde, nous puissions nous rendre compte du nombre des voleurs et autres criminels de profession qui se trouvent dans la Garde ». — Le 7 avril, comme les troupes allemandes avaient déjà débarqué et marchaient sur Helsingfors, le commandement suprême de la Garde rouge — composé alors d'un comité de trois hommes — adressa avec l'état-major général l'ordre suivant à l'état-major d'Helsingfors : « Vous avez sans doute aperçu sur la ville un avion muni d'une croix noire sur les ailes. Etablissez quel genre d'avion est cet appareil. Placez des canons Zenith aux endroits appropriés et abattez-le *si c'est un ennemi.* » Il convient de remarquer que, depuis des semaines, la population de la ville s'était habituée à voir souvent des avions que l'on reconnaissait à leur croix de fer.

Le 27 mars, le commandant en chef du front est adressa à toutes les troupes qui étaient sous ses ordres une circulaire qui devait être

portée à la connaissance de chacun. Voici, traduite textuellement, cette circulaire, dont le style aussi bien que le contenu sont très caractéristiques : « Comme les hommes dans la contrée de Kawantsaari ont manifesté l'idée qu'ils pouvaient avoir une permission et s'ils ne la reçoivent pas, ils la prennent d'eux-mêmes, et ils savent pourtant que s'ils abandonnent le front, les massacreurs pourront entrer librement, pour conquérir peut-être toute la Finlande, et assassiner les ouvriers et noyer la révolution dans un bain de sang. » — Le 9 mars, une commission fut instituée à Helsingfors afin d'examiner ce qu'il était advenu des troupes parties de la capitale, car on savait seulement qu'elles étaient dispersées sur les divers fronts et qu'elles manquaient d'officiers. La commission partit ; mais un de ses membres rapporta bientôt que les commissaires s'étaient pris de bec en voyage et qu'en conséquence la commission s'était dissoute. — Le 1er mars, le commandant en chef du front ouest est soumis à un interrogatoire, parce qu'il était généralement sous l'influence de l'alcool et que, de ce fait, il avait fourvoyé ses troupes. — Une troupe part pour le front, mais elle découvre dans le train qu'elle a deux chefs. Pour décider lequel des deux aura le commandement suprême, on recourt à l'expédient suivant : les deux « maréchaux » saisissent chacun le bout d'une corde et tirent de toutes leurs forces. Le commandement échoit au vainqueur.

Les officiers et les soldats différaient souvent d'avis. Les protestations et les accusations foisonnent. Citons à titre d'exemple l'extrait suivant du procès-verbal d'une assemblée tenue par les soldats du détachement des automobiles : « Vient ensuite en discussion la demande du commandant en chef Salminen tendant à mettre à pied le chef du détachement des automobiles, K. Siintola, au besoin par les armes. Après de nombreuses déclarations, il est décidé à l'unanimité d'adresser une énergique protestation au commandant en chef pour sa conduite ignominieuse à l'égard du chef du détachement des automobiles. »

La Garde rouge avait une quantité de femmes à son service. Une partie d'entre elles servaient en qualité de soldats ordinaires, car on avait formé plusieurs bataillons féminins ; d'autres servaient d'infir-

mières, d'autres encore faisaient... on ne sait trop quoi. Mais ce qu'il vaut la peine de relever, c'est qu'il n'était pas permis aux femmes des gardes rouges d'entrer dans la Garde. Sans doute préférait-on avoir à faire à des dames ayant des mœurs plus faciles ? Cette supposition est confirmée par une lettre de l'Office communal de placement d'Helsingfors, annonçant à la Garde rouge qu'un grand nombre de femmes de la ville sont sans travail. « Cela tient en partie », ajoute le bureau avec un mélange de politesse et de familiarité, « à ce que la Garde rouge fait dans une certaine mesure du favoritisme lorsqu'elle enrôle des femmes, et il en résulte qu'il se trouve au service de la Garde des femmes que leur moralité ne rend guère propres à cette tâche. »

Un caissier de la Garde se plaint dans une lettre des malversations dont son personnel se rend coupable. — Le chef de l'état-major général est arrêté dans la rue avec un colonel russe pour ivrognerie. — Le 26 mars, l'état-major d'Helsingfors décide que les chefs de bataillon sont tenus de suivre leurs hommes quand ils vont au front !

Ces quelques traits nous paraissent devoir suffire. Ils ne donnent pas une très haute idée de la valeur combattive de l'armée rouge. Comment se fait-il donc qu'elle ait pu tout de même livrer une résistance appréciable ? Sans parler de la grande quantité d'artillerie et de moyens de combat dont elle disposait, cela s'explique du fait que la guerre civile était par bien des côtés une guerre à la « vieille mode » et que les innombrables embuscades, escarmouches et petites rencontres dont elle était faite, exigeaient plus de courage personnel que de discipline. Et de ce courage personnel, les Rouges n'en manquaient généralement pas.

Le régime des Rouges

Non sans présomption, les Rouges déclaraient souvent dans leurs journaux qu'ils agissaient comme un autre peuple élu dans l'histoire : Ils élevaient leurs temples, la truelle dans une main, l'épée dans l'autre. La comparaison est juste si l'on ajoute que leur droite ignorait généralement ce que faisait leur gauche, car leur épée ne respectait pas ce qui était édifié par leur truelle.

Le grand programme de réformes du gouvernement rouge ne fut — cela va sans dire — jamais exécuté ; mais, dès le début, il fut critiqué par les propres partisans du gouvernement. Une adresse publiée le 8 février exprime la déception des milieux ouvriers qui avaient espéré une véritable révolution sociale. C'étaient les ouvriers de la fabrique Kymmene, la plus grande usine de Finlande, qui donnèrent cours à leur déception dans une réunion fréquentée par des « milliers de personnes ». Le programme du gouvernement, est-il dit très justement dans l'adresse envoyée par l'assemblée au gouvernement, « oscille entre des tendances réformistes dignes de petits bourgeois et les principes de la révolution économique », et c'est pourquoi le programme ne satisfait pas entièrement les ouvriers révolutionnaires. L'assemblée exprimait en conséquence le vœu que le gouvernement « fît connaître le plus tôt possible au peuple les points essentiels de son programme, programme qui, d'après le désir unanime de l'assemblée, doit reposer sur la base du bouleversement économique. »

Le « gouvernement » n'obtempéra point à cette injonction. Au contraire, ses membres s'efforcèrent d'expliquer à leurs partisans, dans des discours et des articles de journaux, qu'une révolution sociale n'était ni projetée ni possible : il y avait simplement ceci que les bourgeois étaient trop corrompus pour faire leur devoir et que les ouvriers avaient été ainsi obligés d'assumer la tâche — fort lourde du reste — de gouverner le pays.

En réalité, le gouvernement garda toutes les anciennes fonctions

et administrations ; mais il y plaça des hommes nouveaux, sans aucune expérience, et changea leurs noms. Toutes les autorités furent transformées en « conseils » : l'office des chemins de fer devint le conseil des chemins de fer, le Département de l'instruction publique le conseil des écoles, et ainsi de suite.

Le gouvernement déploya très vite une grande activité législative, dont le but était du reste fort transparent : il s'agissait de recruter des partisans en dehors aussi du cercle assez restreint des ouvriers des villes. A en juger d'après tout ce que nous savons, les Rouges étaient fort déçus de voir que la population de la campagne était si peu « révolutionnaire ». On s'empressa donc de la combler de bienfaits pour l'attacher au nouveau régime. On commença par s'intéresser au prolétariat rural formé de petits fermiers. Une loi du 31 janvier disposait que les fermiers devaient à l'avenir cultiver leurs champs sans payer aucun fermage. Une ordonnance prise plus tard accordait cependant aux propriétaires des fermes, dans certains cas, une indemnité sous forme d'obligations de la Dette publique. Les paysans indépendants reçurent aussi quelques avantages : la corvée qui leur incombait de construire et d'entretenir les routes et chemins fut transférée à l'Etat contre paiement d'un impôt dont le taux devait être fixé plus tard.

Un autre groupe de citoyens, dont la répugnance pour le régime rouge exaspérait au plus haut point les puissants du jour, était formé par les maîtres et maîtresses d'école, spécialement par les instituteurs primaires. Le quart au moins des articles de propagande révolutionnaire publiés dans les journaux étaient destinés au corps enseignant. Il est curieux et émouvant de voir combien les chefs révolutionnaires se trouvaient impuissants devant la résistance de ces hommes et de ces femmes : ils étaient tellement persuadés que tout dans le monde n'est qu'une question d'argent qu'ils n'arrivaient pas à comprendre que des gens qui vivaient dans la pauvreté pussent prendre le parti des « capitalistes ». On releva tout d'abord considérablement leurs traitements et l'on s'attendait à ce que les instituteurs viendraient remercier le gouvernement. Mais ils ne vinrent pas. On commença alors à soupçonner vaguement qu'il s'agît ici d'autre chose que d'une

question purement matérielle et l'on se mit à publier d'ambitieux programmes de réforme scolaire. Tous ces projets sont de précieuses contributions à l'étude de la psychologie des Rouges et montrent combien ils étaient imprégnés de la conception matérialiste du monde et des hommes. Un article qui prétendait offrir des consolations aux familles en deuil l'atteste de façon frappante. « Pourquoi, demandait-on dans cet article, avons-nous pleuré un époux, un fils morts ? Parce que nous avons perdu en eux le soutien de la famille. Maintenant que l'Etat veillera à ce que personne ne manque de rien, il n'y a plus de raison de regretter ceux qui ont disparu ! »

En fait, malgré la multitude de « lois » et d'ordonnances qui furent publiées, ce que le gouvernement révolutionnaire fit pour l'organisation de la société nouvelle se réduit à peu de chose. Outre celles déjà citées, des lois furent décrétées pour alléger les impôts communaux, pour régler la consommation des denrées alimentaires, pour abolir toutes les taxes ecclésiastiques, pour supprimer l'ancienne loi sur les domestiques. Il y eut aussi des lois sur le « règlement provisoire de l'administration intérieure », sur l'imposition des loyers et enfin des lois autorisant le gouvernement à exploiter les fabriques boycottées par les ouvriers et les immeubles dont les propriétaires s'étaient enfuis. Ces lois demeurèrent sans aucun effet : pas un seul « Blanc », naturellement, ne s'en soucia et bien des Rouges aussi demeurèrent dans l'expectative.

Dans deux domaines pourtant, le gouvernement révolutionnaire innova résolument. Ce fut aux finances et à la justice à apprendre ce que les nouveaux maîtres de la Finlande étaient capables de faire.

De même que Kerenski avait cru orienter la révolution russe vers une humanité supérieure en abolissant la peine de mort, de même les Rouges de Finlande inaugurèrent les temps nouveaux en prenant cette mesure. Mais, en Finlande, l'abolition de la peine de mort n'était qu'une simple formalité, car depuis les premières décades du XIXme siècle il n'y avait pas eu d'exécutions en vertu des lois finlandaises. Elle demeura également une formalité en ce sens qu'elle ne fut pas observée.

Ce qui, par contre, n'était pas une formalité, ce fut la suppression

de tous les tribunaux existants et leur remplacement par des « tribunaux révolutionnaires ». Instituées dans chaque commune, ces cours de justice s'occupaient avant tout des « menées contre-révolutionnaires ». Les magistratures ne pouvaient être exercées que par des personnes jouissant de la confiance des ouvriers, et les jugements devaient être prononcés en s'inspirant de la conscience et du sens commun, en faisant abstraction de toute règle fixée d'avance. C'est dire que l'arbitraire le plus absolu présidait au choix des juges comme à la proclamation des jugements. La seule directive donnée aux juges était une liste des peines qui devaient être appliquées, et qui consistaient en avertissements, amendes, destitution, confiscation d'une partie ou de la totalité de la fortune du condamné, emprisonnement, travaux forcés et perte du droit civique et des privilèges sociaux. Plusieurs de ces peines pouvaient être appliquées à la fois. Très humaine en théorie, cette conception de la justice était tout autre chose en pratique, ainsi que nous le verrons plus bas. On institua également une « cour suprême révolutionnaire », mais il ne semble pas qu'elle ait jamais fonctionné.

Les tribunaux révolutionnaires avaient à juger les « ennemis du peuple ». Tout autre était naturellement la situation de ceux qui avaient été condamnés jadis à des peines d'emprisonnement par les tribunaux « bourgeois ». Ceux-là étaient de pitoyables victimes de la tyrannie capitaliste, en faveur desquels il fallait prendre des mesures spéciales. Dès le 6 février, le gouvernement ordonna aux fonctionnaires des prisons et des pénitenciers d'établir des listes de tous les détenus qu'on pouvait considérer comme sans danger pour la Société et qui pouvaient en conséquence être libérés. Les fonctionnaires des prisons paraissent avoir interprété ces instructions dans un esprit extrêmement large, puisque dans une seule prison — la prison provinciale d'Helsingfors — 135 détenus furent relâchés. Néanmoins, les prisonniers eux-mêmes ne s'estimèrent pas satisfaits. Le 17 février, les journaux révolutionnaires publièrent une lettre des forçats de la maison de correction d'Abo, avec ce titre touchant : « L'espoir des prisonniers. Profonde repentance et aspiration à la liberté. » Dans cet étrange morceau de littérature, les forçats, après avoir remercié leurs

bienfaiteurs, leur promettaient que « la plupart » des criminels rendus à la liberté se conduiraient décemment, « car, ajoutaient-ils, un traitement amical fait un devoir aux prisonniers de répondre à l'amitié par l'amitié, tandis que la cruauté, la dureté et l'indifférence ne feraient qu'éveiller en nous des sentiments d'aversion, de vengeance, de haine et d'indifférence, ce qui aurait pour effet de fournir aux brigands bourgeois toutes sortes de mouchards et de briseurs de grèves ». Un point surtout parmi les conditions stipulées pour la mise en liberté « remplissait les détenus de tristesse » : c'était la condition d'après laquelle seuls seraient relâchés les prisonniers n'offrant pas de danger pour la société. Ils observaient à ce propos que « si les détenus n'étaient remis en liberté qu'en se basant sur les rapports dans lesquels les fonctionnaires de l'ancien régime tzariste les avaient calomniés, il n'y en aurait pas beaucoup qui pourraient espérer leur libération ».

C'est aussi ce que le gouvernement rouge parut comprendre, car il fut décidé le 11 mars que les peines de tous les forçats seraient réduites de moitié et que les condamnés à vie seraient libérés s'ils avaient purgé cinq années de leur peine. Tous les criminels remis en liberté rentrèrent en possession de leurs droits civiques. Est-ce la peine de remarquer qu'il ne s'agissait pas en l'espèce de condamnés politiques, mais uniquement de criminels de droit commun? Ici encore, cette grande mansuétude était dictée par la nécessité de renforcer l'armée. Il est facile de se rendre compte du danger que l'on faisait courir à la société dans son ensemble en vidant les prisons de leurs détenus.

* * *

Un préjudice pour le moins aussi grave fut infligé au pays par l'activité financière des Rouges. La question financière joua naturellement un rôle de toute importance, car, comme on le sait, toute révolution a toujours des exigences extraordinaires à l'égard des instituts de crédit. Ce qui importait avant tout au gouvernement rouge, c'était de mettre la main sur la Banque d'Etat de Finlande, et ils y réussirent après quelques difficultés. L'occupation des locaux de la Banque s'opéra facilement ; mais les clefs donnant accès aux sou-

terrains demeuraient introuvables. Heureusement pour les Rouges, ils découvrirent qu'un des employés de la Banque était un de leurs partisans, et cet employé trahit l'endroit où étaient gardées les clefs de réserve ; elles se trouvaient dans un coffre-fort aménagé dans un caveau de construction ancienne. Les Rouges firent alors venir une nuée de serruriers, avec une quantité d'instruments de cambrioleurs de fabrication moderne, et c'est ainsi qu'ils parvinrent à ouvrir le caveau et le coffre-fort. Dès ce moment, le gouvernement rouge disposa des clefs du trésor de la Banque d'Etat.

Comme on le voit, le ministre des finances du gouvernement révolutionnaire commença son honorable carrière en commettant un cambriolage, et l'employé complaisant de la Banque fut promu caissier en chef. Les sommes qui furent enlevées sont très considérables : elles s'élèvent au siège principal de la Banque à plus de 160 millions de marcs, auxquels viennent s'ajouter environ 25 millions de marcs prélevés dans les succursales du sud de la Finlande, qui furent cambriolées par les mêmes méthodes. Toutefois, la réserve d'or et la plus grande partie des titres avaient été mis en sécurité, bien auparavant déjà, dans le nord de la Finlande.

Ces 185 millions de marcs furent vite dépensés, et il fallut s'aviser de trouver de nouveaux expédients. On décréta toutes sortes de « lois » qui avaient pour but d'accroître les recettes de l'Etat, mais qui n'eurent que peu d'effet. Ce qui gênait surtout le gouvernement révolutionnaire, c'est que les banques privées leur demeuraient obstinément fermées et que la Banque d'Etat n'inspirait pas la moindre confiance. L'argent disparaissait du moment où il entrait en circulation. Par ordre du gouvernement, toutes les maisons de commerce furent obligées de déposer leurs recettes à la Banque d'Etat, mais cet ordre ne fut obéi par personne. Les Rouges tentèrent ensuite de s'emparer des fonds étrangers se trouvant à la Banque d'Etat ; cette tentative échoua. Finalement, ils cambriolèrent la plus importante banque privée de la capitale et emportèrent tout son portefeuille de traites : les traites arrivées à échéance ne furent pas payées.

La pénurie d'argent ne tarda pas à causer de sérieux ennuis aux Rouges. Un point important pour eux était l'obligation où ils se

trouvaient de payer la solde des troupes sans retard et au complet, afin de ne pas mécontenter l'armée. Or, ils furent finalement obligés de procéder à des restrictions même sur ce point si délicat. Les soldats ne reçurent bientôt en espèces qu'une partie de leur solde ; le reste leur était délivré sous forme d'assignations établies au nom d'une personne inconnue et payables « plus tard ».

Entre temps, on avait décidé dès le 8 février, d'imiter l'exemple donné par les bolchévistes et d'émettre des billets au cours forcé. Du moment où la machine à imprimer fut mise en action, on travailla sans se lasser, avec des journées de travail de douze heures pour les ouvriers et, jusqu'au 8 avril, jour où le gouvernement rouge s'enfuit d'Helsingfors, on imprima des billets de banque d'une valeur nominale de 77,288,000 marcs finnois. Ces billets doivent être taxés de faux, car les Rouges n'osèrent pas y apposer leurs propres signatures et y reproduisirent sans scrupules les noms de fonctionnaires qu'ils avaient eux-mêmes destitués. Lorsqu'il s'enfuit d'Helsingfors, le gouvernement emporta avec lui tout le numéraire soit environ 17 millions de marcs. Quelques jours auparavant il avait en outre expédié 13 millions dans l'Est. Signalons aussi que, peu de temps avant de se réfugier en Russie, au début de mai, le gouvernement rouge avait pris des dispositions pour continuer à émettre à Pétrograd du papier-monnaie finlandais. Nous ignorons si cette mesure a eu un résultat quelconque.

En vérité, le régime financier des Rouges ne fut pas heureux. Il débuta par des cambriolages et se termina par des vols. En outre, c'est sur ce point-là que la résistance des « bourgeois » se fit particulièrement sentir. Une catastrophe eût été inévitable si la domination rouge avait duré plus longtemps.

* * *

A part cela, le gouvernement révolutionnaire accomplit deux « grands actes gouvernementaux » : un projet de Constitution et un accord avec la Russie.

Le projet de Constitution qui, après la victoire définitive de la révolution, devait être soumis à une votation populaire générale —

ou « du moins » à un vote général des ouvriers — n'offre de l'intérêt qu'en ce sens qu'il montre une fois de plus que les Rouges ne songeaient pas à une révolution sociale. Ce projet ne fait aucune allusion à la nationalisation des moyens de production. Par contre il prévoit des contrats de travail entre particuliers. Il jette les bases d'une démocratie extrêmement avancée, dans laquelle tout citoyen deviendrait un politicien de profession. Le pouvoir de l'Etat est exercé par une assemblée de 200 députés, — une Chambre unique, analogue à celle qui existait déjà à la Diète, — lesquels députés seraient élus au suffrage égal et universel par tous les Finlandais âgés de vingt ans (au lieu de vingt-quatre ans comme jusqu'ici). L'organe exécutif est un commissariat du peuple, élu tous les trois ans par cette assemblée et dont l'activité est contrôlée sans interruption par les commissions de la Chambre. Toute décision prise par le commissariat dans une affaire administrative peut être soumise à l'examen de la commission de contrôle de la Chambre unique, si la commission juge que cette décision est contraire à la décision que la Chambre prendrait vraisemblablement (!). Le peuple lui-même prend une part directe à la législation, à l'administration et à la justice, car non seulement dix mille citoyens jouissant du droit de vote peuvent prendre l'initiative de soumettre à la Chambre des projets de loi, mais encore un vingtième du nombre des citoyens ayant pris part aux dernières élections a le droit de réclamer une votation populaire pour faire rapporter toute décision prise par la Chambre, le commissariat ou n'importe quelle autorité administrative, ainsi que pour faire casser le jugement prononcé par n'importe quel tribunal. Afin d'« anéantir la bureaucratie », le projet dispose également que toute fonction administrative ou judiciaire ne peut pas être remplie plus de cinq ans de suite par la même personne.

Incontestablement, ce projet a un caractère démocratique. Du point de vue psychologique, il équivaut à l'esprit de méfiance érigé en système. Ceux qui l'ont élaboré partent de l'hypothèse que quiconque est en possession d'une parcelle de pouvoir n'a pas d'autre ambition que d'en abuser et que, partant, il doit être placé sous le contrôle effectif du « peuple ».

Quant à l'accord entre le « Conseil des commissaires du peuple de la République socialiste-fédérative de Russie » et le « Commissariat du peuple de la République socialiste-ouvrière de Finlande », il est sans grand intérêt pour nos lecteurs. C'est en apparence une convention fort avantageuse, mais dont les vingt articles dissimulent de nombreuses trappes. Cet accord avait pour but de fournir une preuve convaincante des sentiments patriotiques des Rouges ; en réalité, il offrait à la Russie de nombreux moyens de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Finlande. En particulier, il donnait au parti ouvrier la possibilité de toujours maintenir sa majorité au Parlement, puisque les ouvriers russes séjournant en Finlande devaient jouir de tous les droits politiques des Finlandais. Rien de plus facile, avant chaque élection, que de faire venir de forts contingents de bolchévistes !

* * *

Tel est l'essentiel du travail positif fourni par les révolutionnaires. Il se réduit à peu de chose. Cela tient à ce que, d'une part, leur attention était absorbée par les opérations militaires, d'autre part à la forte résistance qu'ils rencontrèrent de la part des bourgeois, mais surtout cela provient de ce que les Rouges n'avaient pas un programme cohérent et défini. Leurs efforts n'avaient tendu qu'à un but : la conquête du pouvoir. Une fois en possession du pouvoir, ils se trouvèrent fort embarrassés et ne surent pas à quoi l'appliquer. Ce qu'ils avaient surtout à cœur, c'était de placer leurs partisans dans les postes et fonctions officielles. Pendant les trois mois que dura leur régime, ils eurent le temps de créer un corps de fonctionnaires qui étaient aussi ignares, aussi incompétents et indignes qu'il est possible de l'être. On ne voyait partout que conseillers, commissaires, comités et autorités. Beaucoup d'entre eux estimaient vraiment que le pouvoir qu'ils détenaient n'avait pas d'autre raison d'être que les abus qu'ils en faisaient. La comptabilité — n'est-il pas vrai ? — est une chose bien compliquée ; aussi ne faut-il point s'étonner de toutes les bizarreries qu'on rencontrait dans les livres et les comptes des fonctionnaires rouges...

Un grand manifeste de l'administration communale rouge d'Hel-

singfors constitue un aveu dénué de fard de l'insuffisance des gouvernants. Ce manifeste invitait tous les ouvriers de la ville à se livrer à une « activité créatrice », et cette activité créatrice devait consister en ceci que chaque ouvrier devait s'efforcer d'imaginer un système permettant d'administrer les affaires fort embrouillées de la ville. En effet, les soixante conseillers municipaux déclaraient que, quant à eux, ils étaient entièrement impuissants à se rendre maîtres de ces difficultés.

Un autre trait montre le peu de cas que les Rouges faisaient de leurs principes les plus sacrés lorsque leurs intérêts étaient en jeu, et qu'ils n'hésitaient pas alors à prolonger la journée de huit heures pour laquelle ils avaient fait une si vigoureuse campagne. On a déjà dit que le travail dans l'imprimerie à billets de banque avait été porté à 12 heures par jour. Et lorsque, au mois de mars, tous les ouvriers tailleurs du pays reçurent l'ordre de travailler pour la Garde rouge, leur journée de travail fut fixée à 10 heures. « Les tailleurs qui s'y refuseront », est-il dit textuellement dans l'arrêté, « seront envoyés au front ».

Officiellement, on affectait d'être ravi du nouveau régime. Un journal socialiste écrivait alors : « L'esclavage commence à se porter fort mal dans le pays. Si la presse bourgeoise pouvait se débarrasser de sa muselière, nous nous noyerions dans une mer de grossières injures. On peut se représenter comment les fripouilles de la presse mensongère se débattent maintenant dans leur camisole de force, lorsqu'ils voient que chaque chaînon de la chaîne aux esclaves tombe l'un après l'autre. »

Et c'était bien en effet ce qui remplissait les Rouges d'aise : ils exultaient de triompher d'un adversaire qu'ils croyaient terrassé, ils se réjouissaient méchamment de ce que la « classe bourgeoise eût été obligée de s'agenouiller devant la classe ouvrière ».

Les Rouges et leurs adversaires

C'étaient les éléments les plus outranciers du parti ouvrier qui avaient forcé celui-ci à faire la révolution. Ces mêmes éléments se retrouvaient tous dans la Garde rouge. Aussi lorsque la révolution rouge éclata, la Garde rouge fut-elle amenée tout naturellement à jouer un rôle prépondérant et à se sentir la véritable maîtresse du pays. Les innombrables abus de pouvoir commis par la Garde rouge montrent à quel point celle-ci était grisée par le sentiment de son omnipotence.

Les troupes rouges se comportaient comme en pays conquis. Elles s'emparaient de tout ce qui leur faisait envie. Un jour c'était un hôtel ou un restaurant, le lendemain c'était une automobile ou un train spécial. Toutes ces confiscations étaient désignées du terme de « saisies » : on présentait un papier timbré quelconque, ou bien l'on bâclait une quittance, et le propriétaire frustré de son bien devait se contenter de cette formalité. Le gouvernement rouge était assailli de plaintes au sujet de ses bandes armées, car celles-ci ne respectaient même pas les ordres de leurs supérieurs. Elles entravaient surtout au plus haut point le ravitaillement en denrées alimentaires en s'appropriant tous les stocks qui leur tombaient sous la main, en arrêtant et en pillant les trains chargés de vivres destinés aux villes. Mais c'est en première ligne la propriété des bourgeois qui était l'objet de la cupidité des Rouges. Ce qui appartenait aux bourgeois était considéré comme un butin entièrement légitime. Le service de ravitaillement de toute la Garde rouge ne fonctionnait que grâce à cette possibilité d'exproprier, et seules les maisons de commerce qui consentaient à trafiquer avec les Rouges et à conclure avec eux des contrats — et elles étaient peu nombreuses — étaient indemnisées. On avait nommé un commissaire rouge spécialement pour les saisies.

Cette branche d'activité des Rouges atteignait surtout les commerçants et les artisans, qui subirent naturellement de lourdes pertes de ce fait. Les milieux bourgeois très étendus exposés à la frénésie

d'arrestation des Rouges, eurent aussi à souffrir de gros désagréments personnels. On recherchait naturellement en premier lieu les membres de la Garde civique et les membres de l'ancien gouvernement. Pendant les premiers jours de la révolution, plusieurs députés à la Diète furent arrêtés, puis remis en liberté au bout de peu de temps. Mais, le 14 mars, l'ordre fut donné d'arrêter aussitôt tous les députés bourgeois. Le 6 mars déjà, la commission des affaires militaires et économiques du Conseil central avait élaboré un projet général aux termes duquel les personnes suivantes devaient être arrêtées : tous les anciens ministres et préfets, tous les présidents et trésoriers des municipalités, tous les directeurs et caissiers de banques, tous les millionnaires à la tête de sociétés par actions, tous les grands négociants et industriels qui avaient fermé leurs bureaux et leurs usines. Toutes ces personnes devaient être gardées en prison jusqu'au moment de la victoire. Toutefois, ces arrestations n'eurent pas lieu suivant un plan bien systématique. Les délations étaient nombreuses et souvent suivies d'arrestations. Il arriva aussi fréquemment que l'on arrêta des passants parce qu'ils venaient de tenir dans la rue des propos « contre-révolutionnaires » ou parce qu'ils avaient regardé en souriant un guerrier rouge dont l'accoutrement bizarre et les airs farouches leur avaient paru ridicules.

On était particulièrement hostile à l'égard des fonctionnaires qui refusaient de travailler pour le gouvernement rouge, c'est-à-dire à l'égard de tous les fonctionnaires de l'Etat. Les Rouges se montraient assez embarrassés par la résistance passive des fonctionnaires. Les Rouges avaient mainte fois proclamé le droit de grève comme un des droits primordiaux de l'homme. Mais c'était bon pour les ouvriers et non pour les bourgeois. Lorsque les bourgeois refusaient de travailler, ils ne faisaient pas grève ; ils faisaient du« sabotage ». Ce qui rendait le problème insoluble, c'est que, d'une part, on avait solennellement promis de détruire la bureaucratie et que d'autre part, il était impossible de se passer de fonctionnaires maintenant qu'ils avaient complètement disparu. On crut avoir trouvé un expédient en destituant tous ceux qui ne se présenteraient pas au travail à une certaine date. Aucun ne s'étant présenté, on fit savoir que tous étaient mis à

pied, et lorsqu'on commença à arrêter divers groupes de fonctionnaires pour « sabotage », ceux-ci rappelèrent simplement qu'ils étaient destitués. Force fut donc de les laisser tranquilles. Pour contraindre à travailler certains employés particulièrement indispensables, on recourut aux menaces et à la violence : quelques-uns prirent la fuite ou se cachèrent ; d'autres employèrent des moyens encore plus radicaux de se soustraire à la tyrannie rouge. C'est ainsi qu'une jeune dame qui était employée à la succursale de Kotka de la Banque d'Etat de Finlande, se tira une balle dans la main droite pour être incapable de travailler. Cette preuve d'énergie ne fit aucune impression sur les Rouges ; au contraire, ils ordonnèrent une enquête minutieuse, car à leur avis cette manière d'agir révélait des sentiments « horriblement contre-révolutionnaires ».

Rien n'irritait autant les Rouges que ce chômage volontaire des fonctionnaires, et ils s'ingénièrent à les tourmenter par tous les moyens. Les fonctionnaires qui logeaient dans des bâtiments appartenant à l'Etat en furent expulsés ; c'était là une mesure particulièrement dure vu la pénurie des appartements. Diverses propositions furent émises dans les comités révolutionnaires pour mater les grévistes. Il fut question de leur enlever toutes les cartes de vivres, de n'accorder la permission d'acheter des combustibles de l'Etat qu'aux détenteurs de cartes de membre du parti ouvrier, etc. Finalement, on décida la création d'un « Comité pour le travail obligatoire » qui entra en fonctions dans les premiers jours du mois d'avril. Ce comité adressa des formulaires imprimés aux autorités en les invitant à donner la liste de tous les chômeurs, grévistes et employés. L'intention des Rouges était de forcer tous ces chômeurs à travailler pour le compte de la Garde rouge ; mais ils n'eurent pas le temps de mettre ce projet à exécution, car leur règne finit peu après.

Il y avait pourtant toute une catégorie d'ouvriers des services publics, des cheminots surtout, qui étaient dans l'impossibilité de chômer, soit qu'ils ne pussent se passer de gagne-pain, soit qu'ils fussent connus de nombreux anciens camarades devenus des Rouges et se trouvassent ainsi empêchés de se cacher. Ces ouvriers-là restèrent à leur poste ; mais, à part cela, ils ne prêtèrent aucune aide aux révo-

lutionnaires. Ceux-ci ne voulurent pas admettre cette « inconvenance » et ils sommèrent les ouvriers de signer un engagement par lequel ils reconnaissaient le nouveau gouvernement. Comme cette exigence se heurtait à une violente résistance et menaçait notamment de paralyser complètement le service des chemins de fer, déjà en état de complète désorganisation, on en retarda de jour en jour l'application. Par contre, lorsque les cheminots voulurent, le 1er avril, toucher leur paie à l'administration des chemins de fer de l'Etat à Helsingfors, on refusa de la leur payer s'ils ne signaient pas l'engagement demandé. Ceux qui préféraient renoncer à leur salaire plutôt que de signer ne purent pas s'éloigner et furent mis en état d'arrestation. Le 12 avril, lorsque Helsingfors fut délivrée, on trouva 160 cheminots enfermés dans une caserne russe. Des mesures analogues furent prises à l'égard d'autres catégories d'ouvriers et dans d'autres districts soumis au despotisme rouge.

Les meneurs de la Garde rouge trouvaient qu'on ne molestait jamais assez les bourgeois. Dans une assemblée tenue le 10 février, ils décidèrent que tous « les gardes massacreurs » — et par là ils entendaient tous les hommes qui ne s'étaient pas ralliés aux Rouges — « devaient être soumis aux travaux forcés, et en première ligne ceux qui appartenaient aux classes dites cultivées ». Dans une autre assemblée tenue le 26 mars, on se montra fort indigné que tous les hommes âgés de 18 à 45 ans n'eussent pas été mobilisés de force à Helsingfors.

Les Rouges aimaient à faire sentir leur force et tenaient à opprimer leurs adversaires. Ils autorisèrent seulement leurs propres journaux à paraître et interdirent toutes les autres publications. A une exception près toutefois : le journal de l'Armée du Salut, le *Cri de guerre,* put paraître pendant toute la révolution rouge, quoiqu'il eût aussi été accusé d'avoir publié des « articles contre-révolutionnaires ». Tous ceux qui n'approuvaient pas ces mesures étaient arrêtés et vexés de mille manières.

* * *

On peut considérer cela comme une conséquence fatale de la griserie qui s'était emparée des masses mises brusquement en posses-

sion du pouvoir, et c'est à la rigueur pardonnable. Mais ce que l'on ne pourra jamais pardonner aux Rouges, c'est la multitude de crimes qu'ils commirent inutilement. Une révolution ne saurait peut-être se produire sans être accompagnée d'actes de violence et d'oppression ; mais est-il nécessaire qu'elle soit souillée par des vols et des meurtres ?

Il va sans dire que les Rouges faisaient la guerre sans se soucier des conventions internationales ; ils tuaient et massacraient autant qu'ils pouvaient, sans tenir compte d'aucune règle. Pouvait-on attendre autre chose de bandes aussi indisciplinées ? Mais il y a une chose que l'on aurait pu du moins exiger d'elles : c'est qu'elles respectassent la vie de leurs prisonniers. Or, elles ne le firent en aucune façon. Il existe des témoignages innombrables attestant que les Rouges tuaient régulièrement leurs prisonniers. Cela ressort en première ligne de cette constatation que jamais on ne trouva chez les Rouges des prisonniers « blancs » (à part une seule exception dont nous parlerons plus loin). En second lieu, cela résulte de toutes les dépositions des médecins qui furent obligés de travailler dans les ambulances militaires des Rouges. Jamais ces médecins n'eurent à soigner des prisonniers blancs, pas même lorsque les Rouges étaient par hasard maîtres du champ de bataille ; les Blancs blessés qui y gisaient étaient immédiatement massacrés sans pitié. Enfin, nous possédons des témoignages émanant de Rouges eux-mêmes.

M. Hannes Ouksila, rédacteur d'un journal socialiste à Bjoerneborg, écrivant le 27 mars au gouvernement rouge, lui faisait part de ses inquiétudes au sujet des revers subis dans la guerre. Il ne voyait plus qu'un espoir de remporter la victoire ; c'était de lui confier en personne le commandement de tout le front ouest. Et il ajoutait que dans ce cas, il avait l'intention de marcher à l'attaque de Bjoerneborg. Dans cette ville se trouvaient sept mille soldats rouges fort bien armés, « bien que manquant d'entraînement et peu habitués à la discipline ». L'armement des Blancs était très inférieur, et parmi eux il se trouvait certainement un tiers de combattants qui se laisseraient capturer « *si nous pouvions seulement,* écrit textuellement Ouksila, *déterminer nos soldats à ne plus tuer les prisonniers* et porter cela à la connaissance des Blancs ». Le candidat au poste de commandant en chef savait

fort bien que cette condition ne serait pas remplie, et c'est pourquoi il pouvait tranquillement parler de ces combattants de l'armée blanche prêts à se rendre qui n'existaient que dans son imagination.

En outre, le 12 février, au cours d'une séance de l'état-major général, on communiqua que les soldats lettons sur le front de Savolaks avaient annoncé que les Rouges finnois avaient fusillé sur-le-champ les prisonniers capturés par les Lettons qui leur étaient tombés entre les mains, ce qui avait fait sur les Lettons une « impression accablante ». L'état-major s'abstint d'ordonner une enquête et se borna à rédiger un ordre du jour mettant en garde contre les violences exercées sur les prisonniers.

Le 8 février, les journaux socialistes annoncèrent une grande victoire. Aux environs de Bjoerneborg, disaient-ils, les troupes rouges avaient battu des Blancs qui s'étaient retranchés dans une maison de pierre ; elles avaient fait onze prisonniers qui furent amenés à Bjoerneborg et confiés à la garde de marins russes. Ce récit, qui ne mentionnait qu'en passant l'exécution des prisonniers, parut dès l'abord assez suspect, en premier lieu parce que toute la région située autour de Bjoerneborg était occupée par les Rouges, et ensuite parce que la maison qui avait été le théâtre du combat avait été déjà plus d'une fois inquiétée par les Rouges au cours de l'été 1917. Ce n'est pas sans raison que l'on se méfiait. En effet, le 10 février, sous le titre « Grand butin de guerre », les journaux annonçaient qu'on avait capturé les 112 vaches et les 48 chevaux du domaine en question, et ils faisaient suivre cette information du compte-rendu d'une assemblée de soldats à Bjoerneborg. Dans cette assemblée, les soldats russes protestèrent avec vivacité contre le pillage d'une ferme isolée et contre le meurtre de prisonniers désarmés. Ce haut fait avait été accompli par des Gardes rouges aidés de quelques soldats. Là-dessus, la garnison de Bjoerneborg exigea que tous les biens pillés fussent remis à la Garde rouge « comme propriété du prolétariat finnois » et réclama une sévère punition des pillards et des meurtriers. Le journal, de son côté, exprimait l'espoir que les membres de la Garde rouge qui s'étaient rendus coupables de pillage et d'assassinat seraient congédiés de la Garde. Il est peu vraisemblable que cette exigence, si mo-

dérée qu'elle fût, ait jamais été accomplie ou que ceux qui l'ont émise l'aient fait sérieusement. Mais peut-on imaginer une preuve plus accablante de la brutalité des Rouges que de voir des soldats russes eux-mêmes protester contre leurs cruautés ?

* * *

Comme on l'a déjà dit, la Garde civique d'Helsingfors avait quitté la ville avant la Révolution. La plus grande partie de la Garde commença à se replier vers la petite ville de Borga, à l'est d'Helsingfors, où se forma dès lors un territoire « blanc ». Une autre zone blanche se constitua à l'ouest de la capitale, dans la paroisse de Kyrkslaett. Les Blancs étaient mal armés et ne pouvaient pas tenir contre l'artillerie russe des Rouges. Le corps de l'Est fut le premier à être décimé et dispersé dans les landes, où il subit de douloureuses privations. Plusieurs Blancs fugitifs, qui avaient un logis à Helsingfors, tentèrent de regagner la ville nuitamment ; quelques-uns y réussirent, mais la plupart furent capturés et fusillés, les uns sur les eaux congelées du port, les autres dans les rues de la ville. Un grand nombre de ces jeunes volontaires blancs étaient encore des écoliers ou des étudiants qui venaient d'être immatriculés et qui appartenaient aux familles les plus connues de la ville. Leur massacre souleva une grande indignation. Aussi, lorsque ce fut au tour du corps de l'Ouest d'être à bout de forces, la légation de Suède à Helsingfors intervint et réussit à négocier un arrangement aux termes duquel les Blancs qui avaient été délogés des positions fortifiées, devaient se rendre aux Rouges. Ceux-ci s'engageaient par contre à autoriser une commission suédoise à contrôler la façon dont les prisonniers étaient traités. Grâce à cet accord, environ 600 prisonniers blancs tombèrent entre les mains des Rouges, et ceux-ci surent fort bien s'en servir comme moyen de propagande, pour présenter sous un jour favorable, en Suède, leur manière de faire la guerre.

Il convient en effet de noter que les Rouges appréhendaient beaucoup une intervention de la Suède et ils ne négligeaient rien pour créer dans ce pays un courant de sympathie qui fût assez fort pour empêcher toute intervention officielle. Les six cents prisonniers furent

une des nombreuses armes que les Rouges utilisèrent dans cette active campagne de propagande. Ces prisonniers étaient en horreur à la Garde rouge et, dans mainte réunion, le corps des officiers de la Garde exprima sans fard son irritation de l'ingérence suédoise et des traitements « trop bons » dont bénéficiaient les captifs. C'est ainsi que, le 7 mars, une assemblée d'officiers désigna une députation qui devait transmettre à l'état-major général le vœu des officiers que le consul de Suède ne s'occupât plus à l'avenir du sort réservé aux prisonniers. Mais d'autres influences agissaient dans un sens opposé, ainsi qu'il ressort avec évidence de la communication suivante transmise téléphoniquement (les conversations téléphoniques de l'état-major de Tammerfors avaient été interceptées par les Blancs) par l'état-major de Tammerfors aux autorités rouges d'Helsingfors : « Une députation conduite par le bourgmestre Lindhagen va arriver de Suède ; elle comprendra en tout quatre personnes. L'attitude des camarades suédois à notre égard dépendra de la façon dont nous traitons les gardes massacreurs prisonniers. Donnez à l'état-major des instructions telles qu'il fasse en sorte que les prisonniers n'aient pas à se plaindre. Les prisonniers eux-mêmes seront interrogés. » Mais la conversation téléphonique suivante montre combien ces préoccupations humanitaires étaient peu conformes aux habitudes des Rouges. Le poste de Bjoerneborg demande : « Les Russes ne se rendent pas au front, mais ont commencé à piller. Que devons-nous faire ? » Et voici ce qu'on répondit : « Laissez-les piller tous les palais des bourgeois qu'ils veulent. »

La campagne de propagande des Rouges à l'étranger fut d'une intensité extraordinaire. Outre les six cents prisonniers vivants dont ils surent s'enorgueillir, ils se servirent d'un grand nombre d'autres moyens. Ils tentèrent de persuader les socialistes d'Europe que les Rouges étaient des âmes généreuses obligées de lutter contre une sombre réaction et ils s'efforçaient surtout de faire accroire que l'armée blanche commettait des actes de cruauté bestiale, enfin on alléguait que les violences commises par les Rouges, et que l'on ne pouvait nier, étaient le fait d'éléments anarchistes qui s'étaient glissés dans l'armée, et que l'on tentait d'éliminer par tous les moyens. D'une ma-

nière générale ils s'efforçaient de convaincre l'opinion publique étrangère — en premier lieu celle de la Suède — que la guerre civile était menée par deux partis équivalents, dont l'un n'était pas meilleur que l'autre, et que la seule attitude correcte que pouvaient adopter les puissances étrangères, était celle d'une stricte neutralité.

Il n'est pas besoin d'examiner ici en détail ce que valent ces affirmations. Nous nous bornerons à un seul fait : celui de l'innocence relative du gouvernement rouge en ce qui concerne les atrocités.

Considérons tout d'abord les excitations haineuses lancées par la presse rouge contre les bourgeois. On ne reculait pas devant les expressions les plus virulentes. En voici un exemple : « Les chiens sanguinaires de la Garde blanche se pourlèchent les babines en sentant l'odeur du sang tout chaud des ouvriers avec lequel ils apaiseront leur soif sanguinaire. »

Voici encore quelques extraits d'un long article intitulé « Les Barbares » :

« Nous savons qu'un penseur a dit : « Il n'y a pas de bêtes fauves » aussi cruelles que les bourgeois lorsqu'on en veut à leur bourse. » Les derniers événements montrent combien c'est vrai. Avant qu'ait commencé cet état de choses (car c'est par cette périphrase qu'on désignait la révolution), on vit clairement que les bourgeois ne pensaient qu'à leur portemonnaie et envisageaient les mesures les plus ignominieuses pour en écarter la main du peuple. Il ne leur suffisait pas de précipiter l'évolution afin de provoquer une guerre civile ; celle-ci même leur parut encore trop humaine s'ils n'y ajoutaient pas les violences les plus brutales et les meurtres les plus atroces commis par vengeance. »

L'article relate ensuite toutes sortes d'atrocités attribuées aux Blancs, et poursuit en ces termes :

« Il est inutile de dire à quoi aboutissent de telles atrocités. Jusqu'ici les Gardes rouges n'ont exercé aucune violence sur les bourgeois désarmés, encore moins sur leurs femmes et leurs enfants (!). Mais que se passera-t-il si nos adversaires continuent leurs atrocités ?

Il n'est pas d'exemple plus contagieux que celui de la rage sanguinaire. »

Ce passage trahit nettement le manège des Rouges ; il consistait à atténuer l'effet déplorable produit par les nombreuses violences des Rouges en les présentant comme une conséquence naturelle de la conduite des Blancs. Quant à la façon dont les Blancs faisaient la guerre, on doit sans hésitation la taxer de dure. Quand on a à faire à un ennemi qui tue et mutile tous ses prisonniers, qui dépouille tous les cadavres, et quand on connaît les horreurs dont les Rouges se rendaient coupables à l'arrière, il était difficile de faire preuve de mansuétude. Les Blancs se battaient contre des émeutiers et des traîtres à la patrie ; leur campagne était une guerre de libération contre des Russes et des bandits. Au fond ils ne formaient pas une véritable armée, mais une troupe de volontaires qui s'étaient groupés en toute hâte pour châtier des malfaiteurs et des ennemis de la patrie. Rien d'étonnant dès lors si les jugements étaient parfois rapides, si l'amertume dégénérait en sévérité, en dureté et — si l'on veut — en brutalités. Mais entre cela et les atrocités relatées par les journaux révolutionnaires, il y avait une différence : c'était l'armée rouge et non l'armée blanche qui s'en rendait coupable.

Pendant la guerre mondiale on a pu remarquer plus d'une fois combien il est difficile de vérifier l'authenticité des récits d'atrocités. En eux-mêmes ces récits ne prouvent qu'une chose : c'est qu'il y a des individus qui dans un état de grande excitation sont capables de commettre tout acte si condamnable soit-il ; mais ce n'est pas là un motif suffisant pour condamner dans son ensemble une armée, ou comme dans le cas présent un mouvement révolutionnaire. Ce qu'il faut considérer, ce sont les sentiments dont sont animés l'ensemble des combattants, la discipline à laquelle ils sont soumis et les peines qui sont infligées aux délinquants. Or les documents laissés par les Rouges permettent de reconstituer avec assez de netteté l'esprit qui régnait parmi eux pour qu'on puisse porter sur eux un jugement : ils n'étaient pas tous des voleurs et des assassins, mais ceux qui ne l'étaient pas n'ont rien fait, absolument rien, pour réprimer le besoin

brutal de voler et de tuer qui se manifestait parmi eux. Les manifestes mettant en garde contre les atrocités qui paraissaient de temps à autre dans les journaux révolutionnaires ne peuvent être invoqués en leur faveur, car ces manifestes n'étaient pas destinés aux Rouges, mais uniquement à l'opinion publique de l'étranger. En outre, ces proclamations contenaient une telle foison de calomnies à l'adresse des Blancs, qu'elles avaient un effet plus irritant qu'apaisant, des colonnes entières étaient farcies de récits relatant les horreurs les plus épouvantables commises par les Blancs.

En général, les Rouges ne se plaisaient pas beaucoup au front et nombreuses furent les réunions de soldats où l'on décida que la troupe ne voulait plus attaquer et désirait rentrer à l'arrière faire du service de garde. Par ces proclamations on voulait convaincre les soldats rouges de la nécessité de se battre, ne fût-ce que pour ne pas tomber entre les mains des . . . « fauves blancs ». En tous cas ces longs récits eurent pour résultat que la conduite des Rouges dépassa en atrocités tout ce qu'on pouvait imaginer. Si ce ne fut peut-être pas leur but, ce fut du moins leur conséquence naturelle. Nous ne nous occuperons que du côté le plus sombre de l'histoire de la Révolution rouge : les meurtres à l'arrière du front.

* * *

Il est encore impossible, malheureusement, d'évaluer le nombre exact de civils désarmés qui furent tués par les Rouges. Il y a encore de nombreux disparus dont les familles espèrent toujours. Encore maintenant, on trouve de temps à autre un cadavre dans la forêt, et les flots de la mer, des lacs peuvent encore ramener bien des morts à la surface. Mais il est certain que le nombre des victimes dépasse un millier [1]. Un millier de meurtres au moins. Et les meurtriers ? *Pas un seul d'entre eux n'a été puni par les autorités révolutionnaires.* Voilà ce qu'il ne faut jamais oublier, lorsqu'on vient nous parler de l' « idéalisme » et de l' « humanité » des Rouges.

[1] *Note du traducteur.* — D'après les derniers renseignements des journaux finlandais, le nombre des civils tués par les Rouges est estimé à plus de six mille.

Il n'est pas sans intérêt d'apprendre quelles étaient les professions des victimes et à quelles classes sociales elles appartenaient pour la plupart. Une première liste de 621 cas accuse la répartition suivante :

Agriculteurs	193	soit le		31 %
Etudiants et écoliers	141	»	»	22 %
Ingénieurs, commis, négociants et employés de banque	129	»	»	21 %
Ouvriers	66	»	»	10 %
Agents de police et domestiques	23	»	»	7 %
Fonctionnaires	20			
Maîtres d'école	15	»	»	4 %
Pasteurs	10			
Médecins	3	»	»	3 %
Vétérinaires, pharmaciens	6			
Députés à la Diète	—			
Femmes	5			
Matelots, etc.	10			
Total :	621	»	»	100 %

Il ressort de cette statistique que ce sont les campagnes qui eurent le plus à souffrir. Le premier groupe de victimes, composé surtout de paysans, et aussi de propriétaires, de gérants et d'inspecteurs de domaines ruraux, forme avec le troisième, composé du personnel des fabriques, presque la moitié du total des tués. Le groupe qui vient ensuite est celui des écoliers et étudiants, dont les uns étaient suspects de faire partie du corps de volontaires ou en faisaient réellement partie, et dont les autres cherchaient à gagner le camp des Blancs en traversant les lignes rouges ou avaient pris la fuite après la défaite de leur corps isolé. Bien que pouvant être considérés comme appartenant à la force armée adverse, ils n'en étaient pas moins désarmés lorsqu'ils furent capturés et fusillés.

On est frappé du nombre relativement élevé des ouvriers tués : il s'agit de ceux qui ne voulaient à aucun prix se rallier au mouvement révolutionnaire et qui furent considérés comme des traîtres. Les meurtres commis sur la personne de plusieurs prêtres, et accompagnés dans la plupart des cas de tortures infligées à la victime, de profanation et de pillage de l'église, sont la conséquence des attaques

dirigées par la presse ouvrière contre l'Eglise et le clergé. Quant aux assassinats d'agents de police, ils montrent une fois de plus le rôle que l'ancienne police et les détenus jouaient dans la Garde rouge. Ceux-ci se vengeaient ainsi des mois et des années qu'ils avaient dû rester enfermés.

Dans bien des cas, les mobiles de ces crimes sont donc faciles à discerner. Mais, dans la plupart du temps, ils n'ont été perpétrés qu'en raison de cette idée, très répandue parmi les Rouges, que tous les adversaires qui n'étaient pas d'accord avec eux, devaient être tués.

Le meilleur moyen de nous rendre compte des causes de ces meurtres et de la façon dont ils furent commis, est de citer quelques exemples. Nous sommes renseignés à ce sujet par un certain nombre de documents retrouvés parmi les papiers laissés par les Rouges, et ces documents projettent une vive lumière sur la mentalité des émeutiers. Il arriva parfois, en effet, que les Rouges firent ouvrir une enquête sur un meurtre quelconque.

La première de ces enquêtes eut lieu lorsque l'avocat A. Mikkola, député, l'initiateur de la pétition demandant le rétablissement de l'armée, fut assassiné en même temps que le jeune médecin G. Schybergson. Mikkola fut arrêté le 30 janvier ; quelques jours plus tard, il était conduit hors de la ville et fusillé. Quant au Dr Schybergson, il fut arrêté le 2 février dans le lazaret où il soignait des malades ; on le mena dans un parc, où on le fusilla. L'Association générale des médecins de Finlande, ainsi que le ministre de Suède à Helsingfors, protestèrent contre l'exécution du jeune médecin, et la Garde rouge fut obligée d'ordonner une enquête. L'état-major général des Rouges décida que « les coupables seraient arrêtés, *si cela était nécessaire* ».

C'est alors seulement, soit le 13 février, que fut instituée une « commission d'enquête sur les meurtres et autres actes de violence commis à Helsingfors et aux environs pendant la période révolutionnaire ». Avant cette date, les meurtriers avaient eu amplement le temps d'échapper !

Les travaux de la commission eurent le résultat suivant : Il fut impossible de retrouver le meurtrier du docteur Schybergson. La

Garde rouge avait reçu une dénonciation anonyme aux termes de laquelle des Gardes volontaires avaient coutume de se donner rendez-vous chez une veuve nommée Blom, qui travaillait comme infirmière en chef dans le même hôpital que Schybergson. Un fort détachement de Rouges fut envoyé à l'hôpital. Les Rouges sonnèrent à la porte du jeune docteur et demandèrent Madame Blom ; mais ils ne purent prononcer exactement ce nom de Blom, car la syllabe *Bl* n'existe pas en finnois. Ils s'imaginèrent percevoir un ton quelque peu sarcastique dans la voix du médecin lorsqu'il répondit à leur question rendue embarrassée par les difficultés de la prononciation : « Personne d'autre que moi ne demeure ici. » Les Rouges s'éloignèrent ; mais, irrités du maigre résultat de leur mission, ils se souvinrent du vague sourire esquissé par le docteur et ils retournèrent à l'hôpital, où ils opérèrent une perquisition. Ils se saisirent de Schybergson, le fusillèrent et dépouillèrent son cadavre.

Le meurtre du député Antoine Mikkola causa davantage de soucis à la commission d'enquête, car il ne s'agissait plus cette fois, d'un acte irréfléchi. C'est à cause de son activité parlementaire que le promoteur de la pétition militaire, surnommé l' « Antoine de la guerre » par le parti ouvrier antimilitariste, fut assassiné. Son cadavre fut retrouvé intact, avec une somme de 2000 marcs dans son portefeuille. On se trouvait donc en présence d'un meurtre exécuté par vengeance. Les dépositions des témoins n'avaient apporté aucune précision, jusqu'au moment où le bruit courut qu'un certain Rouge, chef d'une compagnie, était mort au front. Bien que ce bruit fût inexact, il suffit à délier les langues des témoins, qui crurent pouvoir causer sans crainte. Le lendemain du meurtre de Mikkola, ce chef de compagnie avait été à l'Intendance de la Garde rouge et s'était vanté, en présence des fonctionnaires, d'avoir déjà assassiné treize personnes, disant notamment : « Cet Antoine de la guerre avait un crâne terriblement dur ! » Il résulte également des dépositions que ce chef de compagnie avait fonctionné comme bourreau, car l'officier qui avait donné l'ordre d'exécution était le commandant de son bataillon. L'affaire pouvait donc être considérée comme tout à fait claire ; mais elle ne l'était que trop !

Outre ces deux cas, la commission d'enquête en examina encore un troisième. On avait trouvé un ouvrier fusillé dans la rue ; il avait été tué par deux de ses anciens amis qui avaient passé à la Garde rouge.

Mais on ne jugea pas convenable que des constatations aussi claires fussent enregistrées par la commission. Le 26 février, celle-ci adressa deux lettres au gouvernement révolutionnaire. Dans la première, elle émettait l'hypothèse que les meurtriers de Mikkola étaient « probablement » les deux Gardes rouges qui avaient aussi tué l'ouvrier et qu'ils devaient être soumis à un interrogatoire. Toutefois, comme les meurtriers présumés se trouvaient maintenant au front et que la commission ne jugeait pas ses compétences suffisantes pour citer des personnes ayant rang d'officier, elle laissait au commandant en chef et au procureur le soin de décider des mesures à prendre.

La seconde lettre avait la teneur suivante :

La Commission se permet de communiquer par la présente qu'en raison de la composition défectueuse de la Commission et étant donné que la Garde rouge ne voit pas son activité d'un œil favorable, les travaux de la commission ne pourront plus être poursuivis. Les trois délégués élus par la Garde rouge pour faire partie de la Commission n'ont pas pris part à ses travaux, et comme ils n'ont pas été remplacés par d'autres membres malgré les demandes réitérées de la Commission, les soussignés prient aussi d'être destitués de leur qualité de membres de la commission.

M. A. AIROLA, *Président.* — J. H. VEHKAMAEKI, *Secrétaire.*

Il ressort d'un autre rapport, non daté, sur l'activité de la commission, que la plupart des représentants de la Garde rouge s'abstinrent volontairement d'assister aux séances. Il y eut en tout treize séances : deux membres de la Garde rouge étaient présents aux trois premières séances, aux cinq suivantes il n'y eut plus qu'un représentant de la Garde rouge, et les trois dernières réunions n'eurent lieu qu'avec la participation du président et du secrétaire.

Les documents précités montrent ce qu'il faut croire de la vigueur que le gouvernement rouge mettait à sévir contre les « éléments anar-

chistes » dont il se plaisait à parler. Deux personnes dont l'immunité aurait dû être garantie, un médecin et un député à la Diète, avaient été assassinées ; une enquête fut ouverte à la suite d'une forte pression exercée du dehors ; mais lorsqu'elle commença à donner des résultats positifs, on s'empressa d'en ordonner la clôture. C'est la Garde rouge qui se montra opposée à toute répression efficace.

* * *

La Garde en effet gouvernait et ne souffrait aucune critique. Des quantités d'exemples pourraient en témoigner. Au mois de mars, tout le personnel de la grande fabrique d'articles de bois Ahlstroem, à Norrmark, dans la région de Bjoerneborg, fut arrêté et emmené. En cours de route, tous les prisonniers, au nombre de seize, furent tués. Le gouvernement rouge de Bjoerneborg qualifia ce méfait de « mesure inopportune » et comme le crime avait naturellement produit une impression déplorable dans la région, le journal de la localité le condamna avec des périphrases qui cherchaient à en atténuer la gravité. Un journal de la capitale, le *Tyoemies,* ayant reproduit l'article, reçut aussitôt une protestation véhémente de deux Gardes rouges qui y étaient nommés. « On a le cœur serré, disaient-ils notamment, lorsqu'on lit des choses pareilles, car un article semblable ne peut reposer que sur des délations ou sur une regrettable étroitesse de vues. Il est inconvenant de jeter une ombre sur les nobles et vaillants jeunes gens de notre Garde rouge, qui sacrifient leur vie pour les droits de l'homme, pour la fraternité, l'égalité et pour le bien de la postérité. » Le journal fit des excuses, en alléguant que l'article était tiré d'un journal de province. Ce plaidoyer en faveur de meurtriers qui avaient tué par surprise seize prisonniers désarmés et n'ayant jamais pris les armes contre les Rouges, en dit long sur la mentalité des révolutionnaires.

Les tribunaux révolutionnaires soulevaient aussi la colère des Rouges, qui leur reprochaient la « modération » de leurs jugements. Dès le 8 février, l'état-major général exprima son vif mécontentement à ce sujet. Le 10 février, le corps des officiers de la Garde, dans une réunion, déclara que les jugements des tribunaux révolutionnaires

étaient de véritables plaisanteries et que la Garde devait dire son mot dans cette affaire. « Si les peines des massacreurs ne sont pas aggravées, est-il dit notamment dans cette résolution, le nombre des prisonniers diminuera de façon considérable, car, dans ce cas, les soldats se mettront à faire justice eux-mêmes. »

Dans un article paru le 17 février, le greffier du tribunal révolutionnaire d'Helsingfors s'efforça de défendre cette institution. Il le fit notamment dans les termes suivants : « Nous n'avons pas l'intention d'être indulgents à l'égard des véritables coupables, mais on nous en a très peu donné jusqu'ici. Vous qui connaissez les vrais coupables, faites de votre mieux. Faites la preuve de leur culpabilité, car personne ne peut être condamné sans preuve. »

Or, c'est ici précisément que gisait la difficulté. Qui est-ce qui était vraiment coupable ? Et comment démontrer une culpabilité qui ne consistait en rien d'autre qu'en « sentiments contre-révolutionnaires », que dans le refus de soutenir les Rouges, que dans la qualité de bourgeois ou, plus généralement encore, dans le fait d'être antipathique aux Rouges ? Devant des inculpations aussi vagues tout tribunal était impuissant, et la Garde rouge seule devait intervenir.

Il y eut cependant des tribunaux révolutionnaires qui s'efforcèrent de mieux mériter la reconnaissance des Rouges. Une enquête qu'ils durent ouvrir dans le village de Toijala (province de Tavastland) nous en fournit un exemple.

Relevons tout d'abord un petit épisode, qui caractérise ce qu'on appelait « l'idéalisme révolutionnaire ». Un officier sévère avait traduit devant ce tribunal un Garde rouge qui s'était présenté dans un état d'ébriété complète lorsque l'ordre d'attaquer avait été donné. Le tribunal prononça le jugement suivant : « La cour n'a pas pu appliquer la même mesure au prévenu qu'à nos adversaires, mais a été d'avis qu'il doit demeurer au front où il combat avec enthousiasme avec nos frères et où, obéissant à une voix intérieure, il luttera pour la liberté contre nos ennemis. »

Au tribunal de Toijala, l'accusation était soutenue par un cordonnier du nom de Tanner. Ce Tanner avait été délivré par les Rouges des travaux forcés auxquels il avait été condamné à trois reprises, la

dernière fois pour assassinat et vol. A la disposition du tribunal se trouvait une « colonne volante », commandée par un ouvrier tailleur appelé Wuori. Ce dernier parcourait les environs avec sa troupe, arrêtait les pères de famille, les amenait en audience, puis les fusillait au retour et dépouillait leurs cadavres. Le nombre de ses victimes est inconnu ; mais Tanner, qui fut arrêté et interrogé après la Révolution, a avoué qu'il avait commis une trentaine de meurtres et que Wuori avait fonctionné comme bourreau.

C'est à la suite d'une circonstance assez curieuse que les Rouges se mirent à enquêter eux-mêmes sur ces faits. Un conducteur de train nommé Soivio, qui était suspect d'être « blanc », avait été arrêté dans la localité et interrogé, après avoir passé plusieurs jours en prison. Son innocence ayant été reconnue, on décida de le libérer, mais son élargissement fut ajourné à 7 heures du soir, car on voulait attendre que la nuit fût venue. Comme l'heure fixée approchait et que Wuori n'était pas encore là, Tanner, très agité, pria deux autres soldats rouges de bien vouloir s'occuper du conducteur de train « au cas où Wuori ne devait pas en avoir le temps ». Soivio devait en effet être ramené chez lui en traîneau et l'on comptait l'exécuter en cours de route.

Au coup de 7 heures, Soivio s'apprêta à sortir. Il tenait à la main sa fillette qui était venue chercher son papa. Un traîneau attendait à la porte de la prison. Wuori et un autre camarade l'invitèrent à prendre place dans son traîneau. Après un moment d'hésitation, Soivio finit par se décider à s'asseoir, sa fille sur ses genoux ; mais Wuori enleva l'enfant, en grommelant entre ses dents quelques paroles inintelligibles, sur quoi ils partirent. Wuori était assis à côté de Soivio, tandis que l'autre Rouge se tenait debout derrière eux, sur les patins du traîneau. Au bout d'un certain temps, Wuori dit à Soivio : « C'est ta dernière sortie en traîneau. » Soivio ne répondit pas, mais, d'après la déposition de Wuori, il devint « visiblement nerveux ». Comme ils passaient devant la maison de Soivio, celui-ci demanda la permission de déposer sur le chemin un panier de provisions qu'il avait avec lui, afin de faire comprendre aux siens qu'il avait passé par là. Les Rouges ne lui en accordèrent pas l'autorisation. Enfin, on arriva à la

lisière de forêt où devait avoir lieu l'exécution. C'est alors que Soivio se décida aussi à risquer le tout pour le tout. Il se jeta soudainement sur Wuori et s'efforça de le jeter hors du traîneau. Les deux hommes se débattirent pendant quelques instants, tandis que le second Rouge cherchait son revolver ; mais l'arme était dérangée, et il dut se contenter de donner de violents coups de crosse sur la tête de Soivio. Wuori avait lâché les rênes, le cheval s'emballa, et, finalement, Wuori tomba dans la neige. En un tournemain, son camarade avait également été renversé et avait disparu. Wuori, s'étant relevé, tira dans toutes les directions comme un possédé. Mais Soivio n'avait pas quitté le traîneau, dont le cheval, qui avait pris le mors aux dents, s'éloigna à toute allure. Il parcourut ainsi des champs et des prés, franchissant des haies avec son traîneau ; mais Soivio put finalement sauter du véhicule à la lisière du bois de la paroisse et regagner paisiblement son logis.

Cet incident dramatique eut un épilogue le 27 février. Au cours d'un interrogatoire auquel il fut soumis, Wuori fut jugé si compromis qu'on le déféra le 11 mars à un tribunal des camarades. Les débats révélèrent que chaque fois que Wuori avait fusillé un prisonnier, il s'approchait ensuite du cadavre et lui coupait le cou avec son sabre. Il aimait à montrer son sabre tout rouge de sang et à se vanter de toutes les têtes qu'il avait coupées. Mais Wuori était loin d'être satisfait d'être seul à comparaître comme accusé devant le tribunal des camarades ; il demanda que l' « état-major » dont il dépendait, et dont Tanner faisait partie, fût aussi cité devant la cour et il l'accusa de lui avoir donné des ordres manquant de clarté. L'état-major, prétendait-il, n'avait jamais dit que les prisonniers ne devaient pas être tués ; au contraire, il lui avait ordonné d'agir comme il lui plaisait. C'est ainsi que l'état-major avait ajouté : « Si tu trouves un marais, fourre-les dedans ! » — « En outre, dit encore Wuori, *l'opinion générale qui régnait dans la Garde rouge était que nous ne pourrions jamais venir à bout de nos adversaires si nous ne les faisions pas périr.* » L'état-major ne fit rien pour combattre cette idée.

Naturellement, le procès finit sans aucun résultat, bien que les déclarations de Wuori eussent été confirmées par un témoin impar-

tial. Un membre de la milice ayant été appelé par la famille d'une des victimes à se rendre dans un village voisin de Toijala, voici ce que le milicien rapporta : « Le meurtre fut exécuté par Wuori et sa bande. Je fis un rapport téléphonique de mon enquête à l'état-major de la Garde rouge, et je le priai d'envoyer ici quelques hommes pour protéger la population. Mais on me répondit que cette affaire ne regardait pas l'état-major et que des cas comme celui-ci ne nécessitaient pas une enquête. En même temps, je fis observer que les Gardes rouges estimaient qu'il était permis de tuer des prisonniers ; et, a mon avis, cette manière de voir fut appuyée par l'état-major, puisqu'il continua à conférer à Wuori les pleins pouvoirs nécessaires pour agir en chef de la « colonne volante », encore que l'état-major fût parfaitement au courant des meurtres commis, sur lesquels il était renseigné par Wuori lui-même. »

On ne saurait contester qu'en présence de faits pareils, les proclamations du gouvernement révolutionnaire contre les actes de violence et de cruauté apparaissent fort pâles et ternes. Pourquoi des hommes comme Tanner et Wuori ne furent-ils pas punis ? Pourquoi ne fit-on rien pour combattre l'idée, généralement répandue dans la Garde rouge, que des prisonniers sans défense pouvaient être assassinés ?

* * *

Nous irons plus loin. Les documents laissés par les Rouges renferment de nombreuses preuves que les pires criminels pouvaient agir en toute liberté.

Dans la banlieue ouvrière de Kottby, aux abords d'Helsingfors, il y avait aussi une « colonne volante », dont le chef était le boucher Hjalmar Felin. Son bras droit se nommait Lilja. Le 2 février déjà, Felin tua trois personnes ; le 3 février il en tua une quatrième, un ouvrier syndiqué. Dès qu'il eût commis le meurtre, il se rendit immédiatement dans la demeure du mort, où il procéda à une « perquisition ». Il vola une bague en or ; mais comme la femme de la victime lui demandait où se trouvait le cadavre de son mari, il ne daigna pas répondre. Du reste, il était généralement difficile d'obtenir des Rouges

qu'ils rendissent les cadavres, car, mutilés et dépouillés qu'ils étaient, on ne les montrait pas volontiers à la famille du mort.

Felin fut néanmoins arrêté le 5 février, et ses compagnons furent interrogés. Lilja fut aussi arrêté ; mais en ce qui concerne ce dernier, l'interrogatoire ne révéla rien de particulier. Une fois seulement, un témoin l'avait vu arriver sur la route en traînant un vieillard. Finalement, le vieillard était resté couché sur le dos dans un tas de neige, et Lilja avait piétiné son visage jusqu'à ce qu'il eût fracassé son front à coups de talon. Mais, comme cet incident s'était passé pendant la grève générale de novembre, on pouvait considérer qu'il y avait prescription, et Lilja fut remis en liberté le 12 février.

Quant à Felin, son procès eut lieu dans le palais du gouvernement. L'interrogatoire des témoins — on ne dit pas qui y procéda — donna entre autres choses les résultats suivants : Les compagnons de Felin ne prenaient pas part aux meurtres, « *mais lorsque les victimes étaient des massacreurs blancs, la mesure était approuvée.* » A chaque perquisition, Felin empochait des objets précieux. Un témoin relata l'épisode suivant : Le témoin, qui se trouvait sur la grand'route, aperçut Felin qui conduisait un homme dans la forêt. On entendit alors des coups de feu ; puis Felin, sortant seul de la forêt, dit au témoin : « Maintenant Traeskman est fusillé. » Le témoin lui répondit : « Mais ce n'était pas du tout Traeskman ; c'était le vieux que nous avions déjà arrêté pendant la grève générale et qui avait été remis ensuite en liberté. » A quoi Felin répliqua : « Ah vraiment ! ce n'était pas Traeskman ? Mais, au fond, c'est bien égal : pour l'autre, ce fut tout de même une expérience nouvelle que d'être fusillé ! »

Toutefois, on estima que ce n'était pas là un motif suffisant pour punir Felin de l'emprisonnement. Le 24 février, les camarades du bourreau, par 88 voix contre zéro, prononcèrent la sentence suivante :

« Nous, membres de la Garde rouge de Kottby, avons lu tous les jours dans les journaux avec quelle effroyable brutalité les bourgeois de Finlande luttent contre nous, sans choisir les moyens. Nous ne tolérons pas que, dans des temps pareils, sur la base de dénonciations secrètes de personnes privées, notre camarade soit emprisonné pour des crimes dont aucun homme de toute la Garde n'a pu prendre con-

naissance. Aussi exigeons-nous que notre camarade soit immédiatement remis en liberté et soit renvoyé à sa troupe pour son service. »

Si la forme de cet étrange document laissait à désirer, la volonté qui s'y manifeste était excellente ! Le procès-verbal relève encore qu'il a été décidé de faire brûler tous les papiers relatifs à l'enquête concernant Felin ; mais cette décision ne fut pas exécutée. En tout cas, cet exemple nous permet de voir les conséquences qu'eurent les légendes répandues par les journaux socialistes sur les prétendues cruautés des Blancs. Le 25 février, Felin fut mis en liberté par le « Comité directeur ».

Les papiers qui restent des Rouges renferment encore de nombreuses preuves de l'esprit de cruauté qui régnait parmi eux. Le gouvernement reçut de nombreuses lettres provenant des survivants des victimes, lesquels réclamaient des enquêtes qui furent souvent prescrites. Le plus souvent, les noms des meurtriers étaient déjà connus des auteurs de ces lettres, mais on procédait néanmoins à des interrogatoires.

Le 3 avril, on fit une enquête sur un meurtre accompagné de pillage commis dans la paroisse de Sibbo. Les deux coupables ne furent pas arrêtés, bien qu'ils eussent avoué leur crime ; on leur enjoignait seulement de ne pas s'éloigner. Le 2 avril, on interrogea les auteurs de l'assassinat d'un employé postal de la commune de Mohla : c'étaient deux jeunes Gardes rouges. Ils allèrent chercher l'employé postal dans son logement et l'amenèrent à l' « état-major ». *Là il fut condamné à mort.* Les deux Gardes rouges s'emparèrent de nouveau de lui et voulurent le conduire dans la forêt ; mais, en cours de route, le buraliste se réfugia dans une maison habitée par quelques-uns de ses parents. Il supplia ses deux bourreaux de le fusiller devant cette maison, afin que ses parents pussent s'occuper de son cadavre. Mais on ne voulut pas même lui accorder cette ultime faveur. Le malheureux fut fusillé dans la forêt, son cadavre fut dépouillé et jeté à la rivière. Au cours de l'interrogatoire, les membres de l'état-major alléguèrent que l'employé postal avait été condamné par eux en leur qualité de « juges militaires », parce qu'il était un partisan zélé des « massacreurs » blancs. Ils avaient donné l'ordre de le fusiller, mais

ne s'étaient pas souciés de voir si et comment le jugement avait été exécuté.

Dans la paroisse de Stroemfors, les Gardes rouges reconnurent avoir tué et volé deux paysans. Le 22 février, à Orimattila, le fils d'un fermier fut assassiné, son corps fut dépouillé et jeté à l'eau. Sa maison fut aussi pillée. L'auteur du crime était connu, mais on ne put l'interroger, « car il était au front ». — Dans la paroisse de Maentsaela, on fit une enquête sur trois meurtres. Une des trois victimes avait été fusillée, une autre avait eu la tête fracassée et la troisième avait été étranglée. La commission d'enquête rapporta qu'outre ces trois personnes, une vingtaine d'autres avaient été tuées, parmi lesquelles se trouvaient aussi des « neutres ». — A Helsingfors, un ancien agent de police avait été fusillé. Un témoin désigna les deux meurtriers. Comme on lui demandait s'ils étaient des connaissances de l'agent de police, le témoin répondit : « Non, ils n'étaient pas au nombre de ses amis ; mais ils eurent jadis à faire avec lui, car il lui arriva mainte fois de les arrêter dans l'exercice de ses fonctions. » Le lendemain du crime, un des meurtriers se rendit à la morgue pour examiner le cadavre. A ce qu'il a dit, « il voulait voir où la balle l'avait atteint ». Touchant intérêt !

* * *

Qu'il nous soit enfin permis de résumer encore quelques documents rouges qui, pour être d'une nature différente, n'en sont pas moins caractéristiques. Le 21 mars, un fonctionnaire du lazaret des Rouges à Kymméné écrivit sans se nommer au procureur, le « gardien suprême des lois ». Il mentionnait en passant dans sa lettre les meurtres commis dans cette localité et qui ne laissaient pas d'être révoltants, puisque onze personnes, dont une femme et quatre ouvriers, avaient été fusillées. Ces meurtres avaient été motivés par une liste découverte à la maison communale et sur laquelle se trouvaient les noms de ces onze personnes. Or, la liste se référait à la répartition des denrées ou à quelque autre affaire administrative de ce genre. Les onze malheureux n'en furent pas moins fusillés, et les journaux révolutionnaires racontèrent que l'exécution avait eu lieu

« à la suite d'une méprise ». L'auteur anonyme de la lettre attirait ensuite l'attention du Procureur sur le fait qu'il s'était aussi produit, outre ces meurtres, des cas de détournement, de chantage et de délits analogues qui, « s'ils n'étaient pas directement criminels, étaient cependant de nature à susciter de la réprobation ». Il jugeait donc qu'une enquête était désirable ; mais celle-ci ne pouvait pas être menée sur place par les juges et les « états-majors » de l'endroit, car ceux-ci étaient tous compromis. Il priait en conséquence le parquet d'envoyer à Kymméné une commission spéciale, qui devait être accompagnée d'une escorte armée pour pouvoir aboutir à quelque chose.

Un membre de la milice d'Helsingfors fit le rapport suivant :

Le 5 février, à 10 heures du soir, il avait observé quatre Gardes rouges qui escortaient un prisonnier sur la place Hagnaes. Les ayant accostés, il leur demanda où ils conduisaient ce prisonnier. Ils lui répondirent : « Il est condamné. » L'agent de police les pria alors de lui montrer le jugement, à quoi les Gardes rouges répondirent qu'ils ne possédaient pas de jugement écrit, que le jugement leur avait été communiqué verbalement, d'une automobile en circulation. Les Gardes, fort irrités, déclarèrent que le sergent de ville se mêlait de choses qui ne le regardaient pas, qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure de la Garde rouge ». Comme un gros attroupement s'était formé autour des six hommes, le milicien fut forcé d'insister et d'exiger que les quatre Gardes rouges amenassent leur prisonnier à l' « état-major » de la plus proche Maison du Peuple. Deux des Gardes continuèrent alors leur chemin en proférant de violentes injures, et les deux autres, vu la foule qui s'était rassemblée, obéirent à l'agent de police et conduisirent le prisonnier à l'état-major.

On pourrait remplir des volumes si l'on voulait décrire tous les actes de cruauté et de brutalité qui furent commis, surtout si l'on songe qu'il y a eu plus de mille meurtres. Souvent le meurtre eut lieu à la suite d'une dénonciation anonyme. C'est ce qui arriva au directeur d'une Ecole de commerce à Helsingfors, le Dr Rosenqvist, lequel fut arrêté et égorgé dans l'automobile qui le ramenait de prison,

parce que sa femme de chambre prétendait avoir vu des papiers « contre-révolutionnaires » sur sa table de travail. Un ancien agent de police fut également assassiné parce qu'il se rattachait au parti « blanc », celui-là avait été dénoncé par sa femme.

Il serait facile de citer de nombreux cas de cruautés et de tortures inhumaines infligées aux victimes. C'est ainsi qu'un pasteur septuagénaire fut tué à coups de baïonnette dans son lit. Un autre pasteur fut jeté à terre et piétiné par un Garde rouge, tandis que deux autres brutes lui faisaient dans sa poitrine une incision en forme de croix et saupoudraient la plaie de sel. Quelques malheureux furent enterrés vivants dans un marais. A d'autres on coupa les doigts avant même de les tuer, afin de voler leurs bagues. On alla jusqu'à bouillir une victime dans une cuisine militaire russe !

La preuve est faite que toute une série de ces actes abominables ont été accomplis. La chose est confirmée aussi bien par l'autopsie des cadavres que par les aveux des Rouges. Mais nous nous sommes bornés à ne citer plus haut que les méfaits qui sont mentionnés dans les documents rédigés par les Rouges. Ils suffisent à donner une idée exacte de ce que les émeutiers pensaient des crimes.

Il ressort de ces documents et de ces faits que les chefs n'ont absolument rien fait pour réprimer la rage sanguinaire de leurs troupes. Cette coupable négligence des supérieurs obligea aussi ceux des soldats de la Garde rouge qui n'étaient pas de mauvais éléments, à se taire et à se soumettre. Car il y avait dans la Garde — cela va sans dire — des « éléments meilleurs ».

Dans bien des endroits écartés, on pouvait rencontrer des « états-majors » rouges modestes et paisibles, qui ne faisaient de mal à personne. Ils se contentaient de monter la garde et d'établir les passeports et les papiers, qui n'étaient valables que si leur visa y était apposé. Mais, à côté de ceux-là, il y avait toutes les « colonnes volantes », tous les tribunaux révolutionnaires et les états-majors, où des forçats libérés et des malfaiteurs de tout genre jouaient le rôle principal. C'est eux qui donnaient le ton. C'est eux qui montraient comment un vrai révolutionnaire devait traiter les bourgeois et les « massacreurs ». Ils faisaient taire les scrupules de leurs camarades

en leur donnant les biens qu'ils avaient volés ou en leur vendant pour une bagatelle les objets de valeur qu'ils avaient pris sur les cadavres de leurs victimes.

De cette façon tous les Rouges participaient aux crimes commis par quelques-uns et l'on se prémunissait contre les lâches et les timorés. Comme d'autre part les meurtriers pouvaient sévir en toute liberté, l'opinion se répandit bientôt que tous ceux qui ne s'étaient pas ralliés au mouvement révolutionnaire, étaient entièrement hors la loi. Il était loisible de piller leurs maisons et de les tuer. C'étaient des « massacreurs et des ennemis du peuple », quelle que fût d'ailleurs leur position sociale.

Toutefois, les vols, les assassinats et la dévastation générale ne commencèrent sur une grande échelle que lorsque tous purent se rendre compte que la défaite était inévitable. La rage de destruction à laquelle on assista durant les dernières semaines, n'est que la résultante des excitations qui avaient exaspéré la populace jusqu'à la folie.

Chute de la Domination rouge

Lors de la conclusion de la paix avec l'Allemagne, la Russie s'engagea à retirer immédiatement de Finlande les troupes russes et les Gardes rouges russes. Mais cette promesse ne fut pas tenue. Bien au contraire, lorsque Reval capitula, d'immenses bandes de bolchévistes affluèrent à Helsingfors, et des officiers russes continuèrent à diriger les opérations militaires des Rouges. Les dispositions du traité de paix ne pouvaient donc être exécutées que par la force, et lorsque le gouvernement pria l'Allemagne de lui prêter une assistance armée, celle-ci fut promise : l'Allemagne envoya des troupes en Finlande.

A ce moment, les Rouges auraient dû mettre bas les armes : rien n'eût été plus naturel en présence d'une pareille perspective. Le général Mannerheim leur adressa une proclamation dans laquelle il les conjurait de renoncer à leur entreprise insensée, maintenant que leur échec était inévitable. Mais les chefs rouges ne songeaient à rien de pareil. Ils ne désiraient pas — ou peut-être ne pouvaient-ils pas — enrayer le mouvement qu'ils avaient déclenché, et ils firent de leur mieux pour tenir leurs partisans dans l'ignorance du sérieux de la situation.

Tammerfors fut pris par l'armée blanche. Les Allemands débarquèrent à Hangoe et à Lovisa et ils tombèrent sur les derrières des Rouges. Mais, grâce aux mensonges incroyables qu'ils faisaient à leurs troupes, les chefs réussirent encore à maintenir le courage des combattants. Du 3 au 12 avril, soit depuis le débarquement des Allemands jusqu'à leur entrée à Helsingfors, les journaux révolutionnaires ont tout simplement nié la présence de troupes allemandes en Finlande. Ils reconnurent que des uniformes allemands avaient été vus, mais ces uniformes, disaient-ils, étaient endossés par des « massacreurs bourgeois déguisés ».

Cependant, les Russes et les chefs de l'armée rouge se rendaient

parfaitement compte de ce qui les attendait. La flotte de la Baltique déploya tout à coup une fiévreuse activité, si bien que la plupart des vaisseaux réussirent à se frayer une voie à travers la glace et à disparaître vers l'Est. Les navires moins puissants furent coulés ou abandonnés. Les chefs rouges préparaient leur fuite.

C'est là sans doute que la conduite de ces chefs populaires fut la plus odieuse : au moment du naufrage, ils continuèrent à exciter leurs troupes contre un ennemi très supérieur en force, tandis qu'eux-mêmes prenaient la fuite après avoir rempli leurs poches des millions volés dans les caisses de la Banque d'Etat.

Le 8 avril, le gouvernement rouge quitta Helsingfors ; mais le dernier numéro de son journal officiel, daté du même jour, renferme encore un manifeste du grand « Comité central », qui mérite d'être reproduit ici. En voici la traduction :

Camarades !

Pendant plus de deux mois, les ouvriers finlandais se sont battus avec un ardent enthousiasme contre leurs sanglants exploiteurs. Pendant ce temps, ils ont défendu avec ténacité la grande cause commune des ouvriers. Lorsque le Comité central des ouvriers et le commissariat du peuple, obéissant à la volonté populaire, prirent en mains les affaires du pays, celles-ci étaient entrées dans un état de décomposition complète. Nous fûmes obligés de travailler jour et nuit pour remédier à ces scandaleux abus, tandis que nos camarades luttaient contre l'ennemi bestial qui, par le mensonge et la violence, avait rassemblé ses troupes de tous les points cardinaux. Outre ces ennemis du peuple qui se nomment Finlandais, il y a notamment dans les rangs de la sanguinaire armée « blanche » — la preuve en est faite — les principaux bourreaux de Nicolas le Sanglant. Il s'y trouve des officiers de Kornilof, des chasseurs finlandais qui pendant la guerre ont été à l'école de la mort des Allemands ; il s'y trouve des coquins moralement dépravés, qui ont été achetés par les Allemands et les Suédois à force de mensonges et de promesses d'emploi lucratif. On a même rencontré quelques Chinois dans leurs rangs, hommes qui étaient jadis méprisés profondément par les bourgeois. D'anciens sénateurs et autres « Mannerheim » ont marchandé avec la Suède et l'Allemagne l'indépendance de notre pays. Aucun de ces deux Etats n'a osé déclarer ouvertement la guerre au peuple finlandais, mais cependant chacun a prêté son aide non officielle aux massacreurs. En ce faisant, ils se sont effectivement joints à la guerre menée

par les grands bourgeois de Finlande contre le peuple travailleur de Finlande.

Tout le temps, l'armée rouge des ouvriers a été obligée de lutter contre une garde supérieure en nombre. Mais, comme nos adversaires n'ont quand même pas réussi, malgré l'aide de leurs mercenaires étrangers élevés à l'école de la mort, à anéantir notre armée révolutionnaire fidèle à son droit, ils ont répandu toute sorte de mensonges provocateurs ; c'est ainsi qu'ils ont prétendu que d'importants contingents de troupes allemandes ont débarqué, tantôt à Aaland, tantôt dans les landes d'Abo, tantôt — comme ils l'ont annoncé tout récemment — à Hangoe. Chaque fois que le cours véritable des événements a été élucidé, ces rapports se sont toujours révélés comme énormément et intentionnellement exagérés. Tout ce qu'ils avaient de vrai est que les Blancs, sous la protection du nom allemand, ont pillé et tué des ouvriers paisibles dans les régions mentionnées. Les Allemands, ces grands bandits de la guerre, sont honnis du monde entier ; c'est pourquoi les Blancs tentent, à l'aide de la terreur inspirée par les Allemands, de paralyser les soldats de notre armée révolutionnaire qu'ils ne sont pas capables de vaincre par d'autres moyens.

Ouvriers, soldats de la Révolution !

Ne laissons pas abattre notre courage révolutionnaire par la terreur provocatrice des Allemands ! Nous savons fort bien qu'ils sont fort habiles au métier de la guerre, mais jusqu'ici les Allemands ne se sont jamais engagés sciemment dans un combat régulier avec la Garde rouge. Et nous voulons croire que le gouvernement impérialiste d'Allemagne y réfléchira à deux fois avant de s'y décider, car les ouvriers allemands ne toléreront sans doute pas qu'une pareille chose ait lieu sans élever la voix, puisque leurs représentants ont naguère déjà protesté contre la « promenade armée » décidée à Aaland par leur gouvernement.

Camarades, ouvriers !

Tous ceux qui se trouvent dans les rangs des Blancs doivent être traités en ennemis du peuple, quelle que soit leur nationalité. L'ouvrier révolutionnaire ne doit pas même reculer devant un meurtrier professionnel allemand, car il sait qu'il combat pour le droit et la liberté.

Nous nous adressons à toi, ouvrier, paysan et fermier finlandais ! Pendant des siècles ta race a subi épreuve sur épreuve. Tu as dû souffrir bien des maux. Ta gloire a déjà traversé le monde entier, bien que tu aies vécu dans l'esclavage du capitalisme. C'est sur toi de nouveau que sont fixés les yeux du prolétariat du monde entier. Jour après jour, on écrit

des colonnes entières sur ta ténacité, sur les rudes combats que tu soutiens, sur toi qui, il y a seulement deux mois, as secoué le joug de l'esclavage. C'est toi qui as fait de la Finlande une république indépendante. Ton devoir est maintenant de défendre l'existence de cette République.

Et elle est digne d'être défendue. Jamais cette terre ingrate de la Finlande ne nous a été aussi chère que maintenant. Le peuple travailleur de Finlande a défriché le sol, il a labouré ses champs ; il veut maintenant jouir aussi des fruits de son travail. Voilà le but de la Révolution de l'ouvrier finlandais. Il ne faut pas que des capitalistes germano-suédois règnent dans ce pays. Les affaires de ce pays doivent être régies par la majorité du peuple travailleur de Finlande.

C'est pourquoi il faut que chaque travailleur finlandais se lève pour défendre la patrie ! En avant, soldats de la Révolution ! Une défaite équivaudrait à la ruine de notre pays et à l'esclavage des classes laborieuses. Aux armes donc, ouvriers, contre le dévastateur ! Que chaque homme et chaque femme remplissent leur devoir, car alors nous remporterons sûrement la victoire, non pas seulement la victoire pour le soulèvement armé des ouvriers finlandais, mais aussi pour la lutte révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays.

Vive la révolution victorieuse de la classe ouvrière de Finlande !
Vive la révolution internationale !

Ce document est un véritable monument de l'histoire de la révolution ouvrière de Finlande. C'est un mélange bizarre de mensonges, de calomnies, d'idées contradictoires, d'invectives furibondes à l'adresse des « ennemis du peuple », et on y trouve une abondance d'arguments d'une étonnante variété. On y invoque à la fois, et tour à tour, l'internationalisme et le nationalisme, le patriotisme et la haine des classes, la démocratie et la révolution. Le caractère que le mouvement ouvrier n'a pas cessé de revêtir, y saute vraiment aux yeux : les chefs du mouvement puisaient à n'importe quelle source, pourvu que leur manège eut pour effet de semer la haine contre les détenteurs du pouvoir. Et ce qu'il y a de plus caractéristique dans ce manifeste, c'est l'énorme mensonge sur lequel il repose tout entier, puisque, au moment même où il fut lancé, ses auteurs étaient en fuite. Le parti ouvrier finnois n'a jamais possédé des chefs ayant du caractère et doués d'un minimum de courage.

* * *

Naturellement, il fut bientôt impossible de maintenir la foi des combattants rouges dans la victoire de la Révolution. La retraite ne tarda pas à commencer. Ce fut une retraite épouvantable, au cours de laquelle on pilla, on tua et l'on brûla autant que possible. A Bjoerneborg, à Raumo et à Abo, on coula tous les vapeurs mouillés dans les ports, on fit sauter à la dynamite les locomotives et les ponts de chemin de fer, on cambriola tous les coffres-forts qui n'avaient pas encore été fracturés, on vola tout l'argent qui se trouvait encore à la poste, dans les bureaux de douanes et des chemins de fer. En outre, les Rouges emportèrent les stocks de timbres-poste et de papier timbré ; quant aux provisions de denrées alimentaires, ou bien ils les emportèrent avec eux, ou bien ils les brûlèrent en les aspergeant de pétrole. Les magasins furent pillés, et même les tables de change des centrales téléphoniques furent démolies avec des marteaux de forgeron.

Ce fut encore pire, si possible, en pleine campagne, où les Rouges s'évertuèrent à piller et à brûler les fermes des paysans. La statistique suivante relative à la seule petite commune de Vesilaks, au sud de Tammerfors, permet de se rendre compte avec quelle rage méthodique les révolutionnaires se livrèrent à leur œuvre de destruction : ils y brûlèrent 149 habitations et 355 bâtiments d'exploitation ; ils enlevèrent 89 chevaux, 688 pièces de bétail bovin, 353 moutons, 67 porcs, 400 hectolitres de seigle, 278 hectolitres d'orge, 2800 hectolitres d'avoine, 66 hectolitres de haricots, 830 hectolitres de pommes de terre et 27 hectolitres de froment. En d'autres termes, ils ne laissèrent dans cette commune absolument rien que le sol nu. Dans les maisons des paysans, on pilla le peu d'objets de valeur qui s'y trouvaient. Le 21 avril, les Rouges signèrent à Viborg une quittance d'après laquelle ils avaient reçu de leurs troupes du front nord 33 kilos d'objets d'argent, 47 kilos en argent nouveau, 857 kilos en cuivre, 126 kilos d'objets en laiton, etc.

Le plus souvent, ces actes de brigandage n'étaient que l'expression d'une rage aveugle de destruction et de vol, car un grand nombre de Rouges laissaient leur femme et leurs enfants, ou d'autres membres de leur famille, dans les régions dévastées. Mais il y avait une cer-

taine méthode dans le soin que l'on mettait à expédier en Russie la plus grande quantité possible d'articles de valeur. C'est en Russie que passaient des masses de locomotives et de vagons, c'est en Russie qu'on envoyait les machines et les stocks de marchandises enlevés des fabriques, des quantités de machines à écrire et d'autres objets semblables. C'est encore en Russie qu'on traînait tout ce qu'on pouvait saisir de vivres. L'intention des Rouges était de fonder en Russie une colonie rouge finlandaise et d'y attendre le déclenchement de la révolution mondiale qui devait rendre aussi la Finlande aux Rouges.

Les dégâts immenses infligés par les Rouges à leur pays pourront être réparés au cours des années à venir. Mais ce qui est plus tragique, ce sont les souffrances atroces que la population a endurées dans les régions où les Rouges ont pu tenir le plus longtemps. Lorsque la retraite devint inévitable, de nombreux malheureux qui avaient été épargnés jusque-là, furent tués sans pitié, et les Rouges procédèrent au recrutement par la force de toute la population mâle en remorquant à leur suite un grand nombre de prisonniers qu'ils incorporaient dans leurs propres rangs ou qu'ils fusillaient à la première occasion favorable.

Le sort des prisonniers dépendait d'un pur hasard. C'est ce que nous voyons aux diverses mesures prises par les Rouges à l'égard des élèves de l'Institut agricole de Mustiala, dans le Tavastland. Treize élèves avaient été déjà déportés par les Rouges en février. Neuf d'entre eux ont été certainement assassinés ou sont morts en combattant, quatre ont complètement disparu. Au mois d'avril, trente-deux élèves furent arrêtés. Sur ces trente-deux, trois furent envoyés de force au front par les Rouges, deux réussirent à s'échapper et à revenir à l'Institut, un a disparu. Vingt-cinq élèves furent transportés le 20 avril vers le sud en chemin de fer ; mais, dans le train, ils furent assaillis par leurs gardiens qui leur tirèrent dessus. Vingt furent tués dans ce massacre, cinq réussirent à sauter du train et sont sauvés. Enfin, les quatre derniers furent séparés de leurs camarades, emprisonnés et finirent aussi par être sauvés.

Dans le Tavastland, un groupe de paysans mobilisés par force avaient été conduits à la gare de Riihimaeki. Comme ils refusaient

de porter les armes qu'on leur remettait, ils furent enfermés dans les casernes russes de cette localité. Mais Riihimaeki fut bientôt à la veille d'être prise par les Blancs, et, pour empêcher les paysans du Tavastland de tomber entre les mains de leurs libérateurs, on tenta de les tuer. Les Rouges — et, cette fois, ce n'étaient pas des hommes, mais des femmes armées — se placèrent aux portes de la caserne et se mirent à tirer au hasard dans les groupes de prisonniers qui, épouvantés, couraient dans tous les sens. Résultat : douze morts et une dizaine de blessés. Deux de ces derniers avaient en outre perdu la raison.

Le 15 avril, les principaux employés de la fabrique de papier de Valkiakoski, dans le Tavastland, furent emmenés par les Rouges qui les avaient condamnés aux travaux forcés. Déjà en les conduisant à la place de travail, deux d'entre eux, un caissier et un employé de bureau, tous deux âgés de plus de cinquante ans, furent fusillés. Le 20 avril, deux autres furent emmenés et fusillés. Le 24, on en conduisit dix à la fois dans la forêt ; ils suivaient un sentier en précédant leurs gardiens rouges, lorsque ceux-ci ouvrirent soudain le feu sur eux. Le prisonnier qui était en tête de la file — un pasteur — réussit à s'enfuir. Les neuf autres furent massacrés. Maintenant, il ne restait plus que six prisonniers. Ils avaient entendu les salves qui avaient retenti dans la forêt et avaient compris leur signification. Ils n'eurent pas à attendre longtemps leur jugement. Vers la fin de la journée, ils furent aussi amenés dans la forêt et fusillés. Un homme de ce dernier groupe réussit cependant à s'échapper. Les cadavres des victimes, en partie gravement mutilés, avaient été tous dépouillés.

Ces exécutions en masse avaient eu lieu sur l'ordre de l' « état-major ». Celui-ci imagina ensuite de distribuer des bouteilles de pétrole aux hommes. Après que trois paysans eussent été encore assassinés, un village du voisinage fut allumé et ses vingt-deux fermes ne formèrent bientôt qu'une mer de flammes. Maintenant l'ennemi pouvait venir !

Une tragédie analogue à celle de Riihimaeki se déroula dans la prison de Viborg, avec cette différence cependant que, cette fois, les Rouges ne tirèrent pas sur les prisonniers, mais jetèrent des grenades

à main parmi eux. Le résultat fut effroyable : une quantité de morts et de blessés et une épouvante sans nom parmi les survivants.

Disons encore quelques mots du grand emplacement d'exécution que les Rouges avaient installé près de la gare de Kouvola, non loin du fleuve Kymmene. C'est là qu'on amenait les prisonniers de toute la vallée du Kymmene, des villes de Fredrikshamn et de Kotka, des grandes fabriques situées au bord du fleuve : Karhula, Kymmene, Voikka, Kuusankoski. D'après leurs propres calculs, les Rouges ont exécuté ici environ quatre cents personnes. On a retrouvé plus de deux cents cadavres, qui avaient été jetés dans le marais ou dans le fleuve, mais beaucoup ont été emportés par le courant et ne seront sans doute jamais retrouvés.

Parmi les hommes qui furent tués dans ce sinistre endroit se trouve le directeur de la plus grande entreprise industrielle de la Finlande, le conseiller de commerce Goesta Bjoerkenheim, qui était à la tête de la fabrique de Kymmene. Ce n'était pas seulement un industriel extrêmement habile, mais aussi un philanthrope et le bienfaiteur de ses ouvriers. Il s'était efforcé d'organiser une commune modèle, en s'inspirant des principes sociaux les plus progressistes, en créant la commune ouvrière de Kymmene. Bien qu'il ait été assassiné par ses propres ouvriers, il ne fut cependant pas victime de la haine personnelle et de la soif de vengeance, mais du système. C'était un grand bourgeois, et c'est pour cela qu'il devait mourir.

Pendant toute la durée de la révolution, M. Bjoerkenheim avait été condamné aux arrêts à domicile dans sa villa. Un délégué de la Croix-Rouge suédoise habitait avec lui pour protéger sa vie. Mais, un jour, il fut quand même emmené par les Rouges, après avoir décliné la proposition du Suédois qui voulait l'accompagner. Il fut accompagné par contre par un jeune médecin qui était aimé des Rouges, parce qu'il avait soigné leurs blessés avec succès. Les prisonniers et leurs gardiens arrivèrent jusqu'au pont qui franchit le Kymmene. Des coups de feu retentirent alors et les deux prisonniers tombèrent à terre ; ils furent dépouillés de tous leurs vêtements et jetés dans le fleuve. Leurs habits furent ensuite vendus aux enchères.

Enfin sonna l'heure de la chute du régime rouge. Seuls les chefs et un petit nombre d'autres Rouges réussirent à se réfugier en Russie. Plus de 70,000 hommes furent faits prisonniers par les vainqueurs. Parmi ces prisonniers, à peu près tous ceux qui avaient revêtu n'importe quel poste de confiance étaient porteurs de quantités d'argent et d'objets précieux ; mais des sommes considérables furent aussi trouvées sur de simples ouvriers et ouvrières. Il n'était pas rare de découvrir quelques centaines de milliers de marcs, cousus dans les habits d'un prisonnier rouge.

Conclusion

Comparée aux événements de l'immense guerre mondiale, la révolution rouge de Finlande n'est qu'un épisode insignifiant. Dans le grand drame que représente l'effondrement de l'empire russe, la guerre finlandaise ne forme qu'une petite scène. Mais, aux yeux du peuple finlandais, la guerre d'affranchissement est l'événement le plus considérable de la lutte éternelle qui a été menée dans ce pays entre l'Occident et l'Orient, entre la civilisation et la barbarie.

Le parti ouvrier finnois s'intitulait social-démocrate ; mais ses actes ont prouvé qu'il n'était pas digne de ce nom. Il était constitué par un prolétariat fort jeune, sans aucune espèce de culture ni de maturité politique, et il exploita la soif de liberté que l'oppression russe avait éveillée dans tout le peuple. Pour exciter les masses, il prit des armes dans tous les arsenaux qui s'offraient à lui : phraséologie socialiste, syndicalisme, nihilisme et terrorisme russe, tout servit à son agitation et tout cela se mêle dans ses actes.

Dans ces conditions, le parti ouvrier ne put naturellement jamais se tracer dans la vie politique une voie logique et solidement assurée par quelques grands principes idéaux. Il tenta quelque temps de se tenir dans les limites d'un parti parlementaire, mais il ne put y réussir et ne s'y sentit pas non plus à son aise, bien que les chances d'une victoire socialiste dans le Parlement finlandais fussent plus grandes que dans n'importe quel autre parlement. Il préféra donc recourir aux armes et à la révolution ; mais même lorsqu'il crut suivre la voie de la révolution universelle, tracée par les Russes, il ne put pas non plus agir logiquement. La révolution, envisagée dans son but, n'avait pas de sens sans un véritable bouleversement. Or, ce bouleversement était impossible à réaliser. Dès lors, le seul but que

les chefs apercevaient encore, était la conquête du pouvoir. Et lorsque vint la défaite, le désarroi fut tout aussi complet. On continua à exciter les masses contre un ennemi d'une écrasante supériorité, mais les chefs eux-mêmes prirent la fuite.

La lutte des Blancs était-elle donc une lutte contre le socialisme ? Non, car les Rouges n'étaient pas le socialisme. La guerre civile fut-elle donc une guerre de classes ? Oui et non. Oui, car la Garde rouge était dans un certain sens une armée de classe. Non, car les Blancs ne combattaient pas contre la classe ouvrière comme telle.

La Garde rouge fut en quelque sorte l'œuf de coucou déposé dans le nid du parti ouvrier; elle s'étendit dans tous les sens, attira à elle tous les mauvais éléments et absorba aussi les bons éléments. Elle était la gardienne des traditions révolutionnaires russes de 1905 et 1906, elle avait été grisée par la révolution de mars 1917, et c'est pourquoi elle glissa sans aucune difficulté dans le bolchévisme. Lorsqu'ensuite elle prit le dessus au sein du parti, elle put disposer de tous ses membres qui comptaient environ 200,000 ouvriers organisés. Elles les sacrifia impitoyablement. De cette façon, le parti ouvrier, et avec lui presque toute la classe ouvrière, furent entraînés de force dans le mouvement rouge. C'est dans ce sens seulement qu'on peut parler d'une « lutte de classe », et non pas dans le sens où cette expression est généralement employée, car le mouvement ne fut pas un mouvement social, mais un mouvement politique. Ce ne fut pas une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais une lutte pour la conquête du pouvoir de la part des Rouges, une lutte pour l'indépendance de la Finlande, pour l'ordre et la légalité de la part des Blancs. Ce fut unc lutte entre, d'une part, un mouvement international fanatique, pour lequel les notions d'Etat et de nation étaient dépourvues de signification, et, d'autre part, les défenseurs de l'inviolabilité de la patrie et de l'Etat.

Les Rouges menaçaient l'existence de toutes les valeurs que le peuple finlandais avait appris à apprécier comme ses biens les plus élevés et les plus précieux pendant ses longues luttes contre la tyrannie russe, que ce fût celle du tzarisme ou celle de l'anarchie. Ces

valeurs peuvent se résumer dans les mots de : civilisation de l'Europe occidentale.

Les bandes rouges furent induites en erreur, si l'on veut s'exprimer ainsi. Il serait peut-être plus juste de dire qu'elles furent *contaminées ;* elles subirent la contagion de cette peste russe qui s'appelle maintenant le bolchévisme et qui consiste en illégalité, en désordre, en avilissement de toutes les valeurs de l'esprit, en mépris de la vie humaine, du bonheur et de la propriété d'autrui. Tout cela avait fasciné les Rouges et les avait entraînés dans le chaos. Les Rouges étaient les agents de la confusion, et la victoire des Blancs délivra la Finlande du chaos.

* * *

Le pays n'est pas encore remis de la terrible catastrophe qui l'a ébranlé jusque dans ses fondements. Il y a encore infiniment à faire. Il s'agit maintenant d'organiser un Etat indépendant, où la loi soit respectée et où l'individu accepte l'hégémonie de l'Etat. Nombreux sont les problèmes à résoudre, grandes sont les difficultés. Il ne sera guère possible d'éviter les erreurs et les déboires. Mais le principal est déjà acquis et la Finlande est affranchie du joug russe.

Tout peuple, si petit et si faible soit-il, aime à s'imposer une tâche particulière dans l'histoire du monde. La Finlande a cru que sa mission consistait à servir, en Orient, de sentinelle avancée à l'Europe occidentale. Elle a déjà intercepté et reçu les coups qui étaient destinés à la Scandinavie. Maintenant, elle a repoussé l'assaut le plus dangereux peut-être, en tout cas le plus perfide de l'Orient. Pour avoir fait cela, elle ne s'attend pas à de la reconnaissance, mais à de la compréhension.

Personne en Finlande ne se réjouit de la misère que la Révolution rouge a value aux classes ouvrières. Personne ne considère la victoire des Blancs comme un triomphe de la bourgeoisie sur le prolétariat. Mais, du moins, cette victoire des Blancs a eu un résultat positif de la plus haute importance : à savoir que l'influence russe est maintenant abolie en Finlande. Et, si l'on veut que la nouvelle

Finlande devienne vraiment viable, il importe que cette influence soit à jamais bannie du pays, de même qu'il importe que tout citoyen finlandais apprenne à se soumettre à la loi et à se considérer comme un membre de l'Etat. C'est à cette condition que la Finlande deviendra un véritable Etat : un Etat juridique imprégné de culture occidentale.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Lausanne. — Impr. de la Société suisse de Publicité.


UNIVERSITY OF CHICAGO
21 526 925


U of Chicago
21526925